PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

13e ANNEE VOL. 13 — N° 11-12

SOMMAIRE

EDITORIAL.
LA COURSE « A LA PUISSANCE » SE POURSUIT
NOTES EDITORIALES
La révolution marocaine et ses répercussions — Les élections françaises — Le foyer révolutionnaire du Proche-Orient — Luttes de tendances dans le mouvement syndical allemand.
Les hommes qui ont forgé notre Internationale :
Pierre TRIEDO (Blasco).
Le tome I des « Ecrits » de Léon Trotsky (1928-1940) vient de paraître.

Jean-Paul MARTIN
L'INDUSTRIALISATION ET LA COLLECTIVISATION EN CHINE

E. GERMAIN — En URSS, le « cours nouveau » atteint les usines
URSS. — La légalisation de l'avortement — Le travail des femmes — Architecture et métro de Moscou.

José Maria CRISPIM, ex-dirigeant du P.C. brésilien, adhère à la IVe Internationale

Les récentes grandes luttes du prolétariat argentin.
TJOKRO — Les élections en Indonésie .
M. PABLO — L'URSS a-t-elle achevé la construction du socialisme ?
Le centenaire d'Eugène DEBS, la plus grande figure du socialisme américain.
J. DELOT — Fernand Léger, un primitif d'un âge nouveau.
Documents — Rapport sur la situation internationale (16e Plenum) — Les langues officielles à Ceylan (Déclaration du LSSP) — Un agent du Guépéou à démasquer complètement.
Les livres — De la guerre, de Carl von Clausewitz — Le tome V des « œuvres » de Staline — L'autocritique attendue, d'Auguste Lecœur.
Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale — Le 16e Plenum du C.E.I. — France — Grande-Bretagne —Japon — Etats-Unis —Bolivie — Liban — Syrie — Irak —Jordanie — Egypte — Grèce — Bulgarie — Brésil.

DECEMBRE 1955
(paraissant tous les 2 mois)

13e ANNEE VOL. 13 — N° 11-12

SOMMAIRE

EDITORIAL :
La course « à la puissance » se poursuit 1

NOTES EDITORIALES :
La révolution marocaine et ses répercussions 4
Les élections françaises 6
Le foyer révolutionnaire du Proche-Orient 8
Luttes de tendance dans le mouvement syndical allemand..... 10

Les hommes qui ont forgé notre Internationale :
Pietro TRESSO (Blasco) 12

Le tome I des « Ecrits » de Léon Trotsky (1928-1940) vient de paraître 13

Jean-Paul MARTIN
L'industrialisation et la collectivisation en Chine 14

E. GERMAIN
En U.R.S.S., le « cours nouveau » atteint les usines 20
U.R.S.S. — La légalisation de l'avortement — Le travail des femmes — Architecture et métro de Moscou 24

José Maria CRISPIM, ex-dirigeant du P.C. brésilien, adhère à la IVe Internationale 27
Les récentes grandes luttes du prolétariat argentin 31

TJOKRO
Les élections en Indonésie 35

M. PABLO
L'U.R.S.S. a-t-elle achevé la construction du socialisme ?..... 37
Le centenaire d'Eugène DEBS, la plus grande figure du socialisme américain 43

Jean DELOT
Fernand Léger, un primitif d'un âge nouveau 45

DOCUMENTS
Rapport sur la situation internationale (16e Plenum) 48
Les langues officielles à Ceylan (Déclaration du LSSP) 59
Un agent du Guépéou à démasquer complètement 63

LES LIVRES
De la guerre, de Carl von Clausewitz — Le tome V des « œuvres » de Staline — L'autocritique attendue, d'Auguste Lecœur 64

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE
Le 16e Plenum du C.E.I. — France — Grande-Bretagne — Japon — Etats-Unis — Bolivie — Liban — Syrie — Irak — Jordanie — Egypte — Grèce — Bulgarie — Brésil 68

DECEMBRE 1955

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

IVe INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IVe Internationale

éditorial

La course " à la puissance " se poursuit

« Esprit de Genève, où es-tu ? » implorent déjà avec anxiété la troubadours déçus de la « détente ».

Quelques mois à peine après la première Conférence de Genève de cet été, le climat des relations internationales rappelle étrangement à nouveau les rigueurs de la « guerre froide».

La « détente » n'était-elle donc qu'un mirage qui est déjà complètement dissipé ?

La vérité sur cette question ne peut être donnée en un seul mot ; elle repose sur un raisonnement plus complexe, plus nuancé.

Que les dirigeants impérialistes incriminent maintenant le Kremlin de vouloir persister dans la « guerre froide » ou bien que ce dernier leur renvoie la balle, les accusant de vouloir torpiller « l'esprit de Genève », tout cela ne repose au fond que sur un malentendu fondamental, que les uns et les autres n'ont aucun intérêt à dissiper clairement et sincèrement devant les masses.

Quand on s'emploie à masquer avec le langage diplomatique conventionnel les réalités sociales fondamentales qui déterminent la politique des uns et des autres on risque naturellement de donner une expression déformée et trompeuse des rapports internationaux réels.

Tel fut en effet le cas avec « l'esprit de Genève ». Cette formule pompeuse signifiait, en juillet, que l'impérialisme acceptait pour une période, de négocier la conclusion de compromis limités avec l'alliance des Etats ouvriers, sur la base de l'aménagement du *statu quo*. Mais la manière de concevoir cet aménagement était déjà différente pour les uns et les autres. Prenons le cas capital de l'Allemagne. L'impéria-

lisme s'était amené en juillet à Genève avec l'idée qu'il obtiendrait certaines concessions dans ce domaine, ne fussent-elles que formelles, pour soutenir Adenauer. Les dirigeants soviétiques par contre sont arrivés à la Conférence avec l'idée de rendre cette fois plus claire que jamais leur détermination de maintenir le *statu quo* actuel de l'Allemagne, c'est-à-dire sa division en « deux Etats socialement différents » et de faire entériner cette décision par les impérialistes aussi.

Il se peut que ces derniers n'aient pas réalisé sur le coup toutes les conséquences de cette manière de concevoir l'aménagement du *statu quo* de la part du Kremlin et qu'ils aient préféré attendre la seconde Conférence de Genève pour y voir plus clair. Leur édification en ce domaine doit être maintenant complète, ainsi que sur l'autre question capitale qui les intéressait en juillet, celle du désarmement .

Le désaccord entre les uns et les autres aussi bien sur l'Allemagne que sur le désarmement est total et, de ce fait, même l'aménagement du *statu quo* devient difficile, sinon impossible.

Mais il n'y a pas que cette seule question. En réalité, l'idée même du *statu quo*, d'une tentative de geler les rapports des forces à son niveau actuel, est un objectif illusoire et impossible. Le rapport des forces est un composant dynamique qui évolue constamment. Entre l'impérialisme coalisé et l'alliance des Etats ouvriers se poursuit une lutte, une épreuve de force incessante, dans tous les domaines : économique, militaire, social, idéologique. Cette lutte a comme contexte l'arène internationale tout entière. Sur cette arène, l'impérialisme cherche l'appui des gouvernements vassaux, tandis que l'alliance des Etats ouvriers ne peut compter avec certitude que sur les masses révolutionnaires et anti-impérialistes.

Le rapport de force entre les deux camps sociaux change ; il évolue constamment et s'achemine vers un dénouement décisif. C'est le sens de la période historique dans laquelle nous vivons. Il n'est du pouvoir ni des dirigeants de l'impérialisme ni de ceux du Kremlin de figer les rapports internationaux sur un palier quelconque. Les uns et les autres sont en réalité entraînés par des forces qui leur échappent fondamentalement et qui les poussent dans une lutte sans répit en tous les domaines, une lutte à mort en définitive.

C'est ce que la presse capitaliste appelle maintenant « la lutte pour la puissance » qui continue de manière exacerbée sur toute l'arène mondiale. La première Conférence de Genève était à peine terminée qu'une série d'événements est venue illustrer l'épreuve de force incessante, la course ininterrompue « à la puissance », à savoir la faillite de la Conférence de Genève en octobre, la crise dans le Proche-Orient, l'élargissement du pacte de Bagdad, le voyage de Khrouchtchev-Bulganine en Extrême-Orient, l'explosion de la bombe H ou U en U.R.S.S., la nouvelle tension à Berlin.

La seconde Conférence de Genève n'a fait que confirmer le désaccord sur toutes les questions à son ordre du jour. Si, malgré cela, elle n'a pas provoqué une rupture formelle et si le ton des discussions ainsi que du communiqué final est resté « poli », cela est dû entre autre à la peur éprouvée par les impérialistes de voir le Kremlin exploiter à fond la tension dans le Proche-Orient. Cela ne les a cependant pas empêchés d'élargir le pacte de Bagdad. Nous parlons plus amplement de cet aspect dans une note éditoriale.

Quant au voyage, enveloppé dans des fastes dignes des Mille et une Nuits, qui fut entrepris par les dirigeants soviétiques en Extrême-Orient, il leur a servi de plate-forme pour exploiter les sentiments anti-impérialistes profonds des masses de ces pays, aux yeux desquelles les dirigeants soviétiques apparaissent comme les représentants de l'U.R.S.S., de l'Etat ouvrier bâti par la Révolution d'Octobre.

Il leur a permis, d'autre part, d'exploiter les difficultés économiques des gouvernements de ces pays et la déception que cause à ceux-ci la médiocrité de « l'aide » occidentale, en leur promettant une aide plus substantielle et à de meilleures conditions. Mais, sur ce plan, il reste à voir quels seront les résultats pratiques sensibles, l'U.R.S.S. n'arrivant que péniblement à soutenir efficacement l'effort d'industrialisation de la Chine.

Ces aspects positifs du voyage des dirigeants soviétiques en Extrême-Orient ne doivent pas faire oublier qu'en axant leur politique principalement sur « l'amitié » des gouvernements des bourgeoisies indigènes de ces pays, les dirigeants soviétiques sacrifient délibérément les possibilités immenses d'une mobilisation révolutionnaire, autonome, de classe, des masses sous la direction des Partis communistes. En imposant à ceux-ci une politique d'appui des gouvernements et partis des bourgeoisies nationales, ils facilitent le jeu de bascule de ceux-ci entre « l'Ouest et l'Est », qui peut bien se terminer un jour par un alignement complet sur l'Ouest.

On s'est étonné que l'explosion de la bombe H ou U en URSS ait eu lieu en plein voyage des dirigeants soviétiques au pays de Gandhi. Mais l'attrait de la force est en réalité universel et il est peu probable que les masses hindoues apprécient par exemple beaucoup la manière dont le gouvernement de Nehru aborde la question de l'enclave provoquante de Goa.

Il est vrai que son existence a permis à Monsieur Dulles de commettre une « gaffe » de plus, de démontrer en réalité à quel point l'impérialisme est handicapé dans la course pour la conquête effective de la sympathie des masses des pays encore « neutres », non « engagés ».

L'explosion de la bombe soviétique correspond au désaccord sur le désarmement, au refus des pays impérialistes de procéder, avant tout « contrôle », à la destruction et à l'interdiction des armes atomiques — que demande le Kremlin — et à la poursuite par les impérialistes de la fabrication et de l'expérimentation de ces armes. Ce qui est un autre aspect de la course « à la puissance » et qui — dans cette matière des armements aussi — tend non au désarmement mais à un super-armement quantitatif et surtout qualitatif, chacun s'efforçant maintenant de trouver l'arme qui, d'un coup, terrasserait complètement l'adversaire et lui enlèverait la possibilité de la riposte. Avec les progrès fantastiques de la technique, les ambitions ont aussi grandi. Dans ce domaine, on en est encore à la poursuite fiévreuse de ce but (combinée à la recherche d'une défense efficace) et non à une quelconque «détente».

Adenauer semble n'avoir tiré aucune autre conclusion de la seconde Conférence de Genève que de pousser (si cela lui est possible) au galop le réarmement de l'Allemagne occidentale, sans égard pour le plafond fixé initialement à ce réarmement. La réplique lui a été donnée immédiatement par la réorganisation du gouvernement de Pankov, axée sur le renforcement de la « République démocratique allemande » et

la perspective d'une longue « coexistence » des « deux Etats allemands », ainsi que par la nouvelle tension à Berlin, que le Kremlin veut considérer maintenant comme inclus dans « l'Etat » de l'Allemagne de l'Est.

Le désaccord et l'inquiétude sont incontestablement grands parmi les dirigeants impérialistes qui enregistrent quasi impuissants cette nouvelle détérioration pour eux du rapport des forces global.

Seul le climat économique toujours euphorique, mais dans lequel planent déjà quelques nuages, les console provisoirement. Si « détente » il y a encore, si les formes de la « guerre froide » antérieures à la première Conférence de Genève n'ont pas été reprises, cela tient à ce climat, combiné à l'impossibilité présente pour l'impérialisme de riposter par d'autres moyens, de dégager une politique plus « offensive ». Mais la crise qui le ronge est profonde et ne s'apaise pas. A un rythme accéléré, quoique d'une manière non rectiligne, mais par paliers, points de rupture et changements brusques, l'Histoire le confronte avec le dilemme décisif : *reculer davantage au risque d'une débandade au bout, ou se battre.*

Seule l'absence d'une direction marxiste révolutionnaire de masse, capable d'exploiter avec une audace intelligente les forces et les possibilités globales des Etats ouvriers, de la Révolution coloniale et du mouvement ouvrier dans les métropoles, fait prolonger l'agonie du capitalisme. La IVè Internationale veut être le rassemblement de toutes les forces marxistes révolutionnaires conscientes qui entreprennent de résoudre la tâche de la direction par un travail patient, systématique, au sein des organisations qui polarisent dans chaque pays le courant actif essentiel de la classe. Elle est certaine que, les conditions révolutionnaires objectives aidant, elle accomplira cette tâche.

La révolution marocaine et ses répercussions

Cette fois, c'est bien la Révolution écrite en lettres d'or qui se passe de tout autre qualificatif. Les plus hostiles comme les plus sceptiques sont obligés de se rendre à l'évidence.

« Le Maroc féodal cumule la fièvre de la Libération avec celle de 1789. Que de fièvres à la fois ! », s'exclame François Mauriac. Le distingué académicien n'a pas fini d'énumérer les fièvres multipliées et renouvelées de la révolution permanente.

Au lendemain du départ du sultan fantoche Ben Arafa, l'impérialisme a réalisé que les jeux étaient faits. L'approche des élections et les manifestations des jeunes réservistes touchés par la mobilisation rendaient impossible l'élargissement des opérations de guerre. L'insurrection des tribus montagnardes risquait de s'élargir d'un moment à l'autre, entrainant une guerre périlleuse et interminable.

Il n'y avait plus d'autre ressource, pour conjurer la catastrophe, que le retour précipité du sultan exilé Ben Youssef, sur son trône, préparé par le retournement sensationnel de son ennemi héréditaire, le Glaoui, pacha de Marrakech.

La grande scène de la réconciliation n'a pas eu le don de charmer le peuple marocain. Elle a plutôt accru sa vigilance et sa décision de ne pas interrompre

son action avant l'aboutissement complet de ses revendications. Libre au Sultan de prodiguer largement le pardon et de parler de réconciliation. Les masses marocaines ne l'entendent pas de cette oreille. Elles ont châtié les caïds, hommes de main de l'administration et prévaricateurs, jusque dans l'enceinte même du palais impérial. Elles ne font d'ailleurs pas de distinction entre les caïds et pachas qui se rallièrent à Ben Arafa et ceux qui demeuraient fidèles à Ben Youssef, montrant bien que c'est toute la structure féodale qui est en cause.

Ceux des fonctionnaires honnis qui n'ont pas déjà démissionné de leurs postes ou qui ne se sont pas enfuis de leurs régions, se terrent dans leurs demeures pour se faire oublier. Le mouvement a gagné toutes les campagnes, et les administrateurs français eux-mêmes regagnent les villes devant les soulèvements paysans.

Les masses marocaines ont pris leur destinée en mains et accomplissent elles-mêmes leur révolution. Elles poursuivent leur offensive, repoussant les forces impérialistes dans leurs derniers retranchements. Tous les savants calculs entre l'impérialisme et la bourgeoisie marocaine se sont effondrés comme châteaux de cartes et tout l'équilibre de l'Afrique du Nord s'en trouve gravement affecté.

Les manifestations de masses à Casablanca et dans les grandes villes du Maroc, au retour du Sultan, ont montré le degré de conscience atteint par le jeune prolétariat marocain. Tout le peuple travailleur était dans la rue. A tous les carrefours se dressaient des estrades munies de micros. Des meetings permanents se déroulaient partout, dans lesquels intervenaient des travailleurs, et des femmes — beaucoup de femmes, ce qui constitue le signe irrévocable de la profondeur de cette révolution — se détachaient de la foule, montaient à la tribune pour venir clamer leurs revendications.

L'indépendance véritable était sur les lèvres de tout le monde. Mais on entendit réclamer aussi « un gouvernement responsable et représentatif qui soit l'expression authentique de la volonté du peuple », des droits égaux pour les femmes, l'amnistie et la libération immédiate des emprisonnés. D'autres mots d'ordre encore : « Les négociateurs doivent être choisis parmi ceux qui ont partagé les souffrances du peuple » et enfin « La terre doit appartenir aux paysans, à ceux qui la travaillent ».

Les mouvements de résistance, tout en synchronisant leur action avec les partis en certaines circonstances, conservent leur personnalité et manifestent leur autonomie, parfois en termes vifs. Des tracts signés du « Mouvement national de la résistance » et du « Croissant noir » circulent nombreux. Des indicateurs, des collaborateurs continuent à être exécutés chaque jour. La guérilla a repris plus largement qu'auparavant dans le Rif et le Maroc oriental où des régions entières échappent aux autorités françaises.

Les partis bourgeois marocains courent derrière les masses sans arriver à prendre le contrôle de la situation. L'action des masses continue à se dérouler en majeure partie à leur insu. A l'intérieur comme à l'extérieur du parti Istiqlal une nouvelle avant-garde prend corps. Un rôle croissant est dévolu à l'Union Marocaine du Travail qui déborde largement le champ purement syndical pour afficher certaines positions politiques de classe, telle que l'exclusion des pachas et caïds du gouvernement en formation.

La révolution marocaine atteint son ampleur optimum du fait de la conjonction qui s'est opérée entre le prolétariat des grandes villes qui s'est placé en tête de la résistance populaire anti-impérialiste et les paysans des tribus en révolte contre les féodaux et la structure tribale dont la survivance fut imposée par l'impérialisme. Devant cette alliance explosive les partis devront encore accentuer leur gauchissement pour avoir une chance de se survivre.

Si Allal el Fassi, le président de l'Istiqlal, semble avoir mesuré le danger. En choisissant le maintien de son exil au Caire, il préserve l'avenir pour une direction bourgeoise de rechange.

Les effets de la révolution marocaine vont, en profondeur, plus loin qu'on ne paraît le penser encore. A mesure que progresse la révolution au Maghreb, l'unification nord-africaine accomplit des pas de géant.

L'encre des conventions franco-tunisiennes n'a pas encore eu le temps de se sécher qu'elles sont déjà devenues caduques. Pour prévenir la dégradation accélérée de la situation tunisienne, l'effondrement du Néo-Destour et la disqualification de Bourguiba, Mendès-France supplie de prendre les devants en promettant un « ajustement franco-tunisien » en fonction de ce qui aura été accordé au Maroc.

Il y a beau temps qu'il n'est plus question « d'autonomie interne ». Avant le départ du Sultan pour Rabat, la mode était à « l'interdépendance ». Allal el Fassi a dit justement qu'il ne comprenait pas ce mot et que les buts du peuple marocain étaient : l'indépendance véritable, une assemblée constituante et l'union complète de l'Afrique du Nord.

C'est l'objectif que s'est fixé l'Armée de libération du Maghreb qui englobe les partisans algériens et marocains et certains maquis tunisiens qui poursuivent la lutte. Une déclaration récente du Front de Libération Nationale algérien reprend la même idée : « Il n'est plus question d'une solution pour chacun des trois pays : Maroc, Algérie, Tunisie, mais il y a désormais un problème nord-africain qui exige une solution nord-africaine. »

L'initiative appartient aux masses populaires du Maroc et du Maghreb entier et l'on ne voit guère les chances que peut avoir la bourgeoisie nationale, même épaulée par l'impérialisme, d'y mettre fin dans un avenir prochain. L'indépendance est virtuellement acquise au Maroc et aucune force ne parviendra à faire accepter aux masses des projets batards. Les partisans et la résistance ne déposeront selon toute vraisemblance pas les armes avant d'avoir obtenu satisfaction.

Du même coup il deviendra impossible de maintenir en esclavage le peuple algérien.

L'unification du Maghreb ne peut être que l'œuvre des masses populaires qui auront conquis leur indépendance par leur lutte sans merci.

L'accélération du processus historique, le rapprochement des diverses étapes, la combinaison des phases distinctes, l'amalgame des formes archaïques avec les formes les plus modernes, voilà précisément un aspect essentiel de la révolution permanente. Et c'est cette révolution qui s'accomplit sous nos yeux au Maroc et en Afrique du Nord, nul ne peut en douter.

Les rythmes et l'achèvement de cette révolution dépendent essentiellement de la cristallisation des forces révolutionnaires qui s'accomplit dans les maquis et les mouvements de résistance et, dans une une mesure croissante, au sein des centrales syndicales nationales. A mesure que s'accroit la crise des partis nationalistes et que leur impuissance devient plus manifeste, la dualité sur le terrain politique entre ces partis et le mouvement syndical prendra plus de relief. L'idée d'un parti ouvrier qui s'appuie sur les syndicats pourra prendre forme. Les conditions sont incontestablement propices au mûrissement politique de l'actuelle avant-garde combattant dans les villes et les maquis, et dont sortira demain le parti marxiste révolutionnaire des masses du Maghreb.

Les élections françaises

En effectuant la dissolution de l'Assemblée Nationale, le président du Conseil Edgar Faure a procédé à une opération politique pleine d'aléas qui a marqué la gravité de la situation en France.

Bien que l'opération eut été faite tout à fait dans les règles constitutionnelles, la dissolution du Parlement n'avait jamais été décrétée depuis le 16 mai 1877, quand le Président Mac-Mahon avait par ce moyen tenté d'enrayer la montée des républicains pour sauvegarder les possibilités de restauration de la monarchie, et la dissolution depuis lors avait acquis une sorte de caractère réactionnaire frisant le coup d'Etat. E. Faure n'a évidemment pas procédé à un coup d'Etat ; mais il s'est lancé, à l'instigation des forces de la droite classique, dans une aventure pour redonner un Parlement qui essayera de faire front directement aux forces en mouvement de la classe ouvrière et des masses des colonies nord-africaines.

Dans les conditions du scrutin, sur la base des chiffres des élections de 1951, il est probable que le groupe parlementaire communiste se trouvera renforcé et le groupe parlementaire socialiste restera identique, s'il n'augmente pas. Sur le plan parlementaire, l'opération du radical Edgar Faure est dirigée contre le parti radical dont Mendès-France a pris cette année la direction.

Mendès-France veut résister au mouvement des masses non par une lutte frontale mais par la manœuvre, en associant le P.S. au gouvernement et en s'efforçant de réduire l'influence du PC par une politique comportant quelques concessions. Vous ne réussirez pas, lui répond la droite, vous ne ferez que susciter un nouveau Front populaire dont vous ne pourrez pas garder le contrôle, et c'est pourquoi, par une opération de dissolution, nous allons nous efforcer de vous casser les reins parlementairement.

On voit donc que plus la crise sociale s'amplifie en France et plus les divisions au sein de la bourgeoisie s'accentuent.

Que donneront ces élections ? Nous l'avons dit : sur la base des chiffres de 1951, P.C. et P.S. sortiront renforcés, et, si l'opération réussit, le centre gauche sera affaibli, la majorité centre droite étant plus large que dans la chambre dissoute, ce qui donnerait une assemblée un peu plus gouvernable.

Mais ces calculs reposent sur les chiffres de 1951. Il n'est pas du tout sûr que la poussée à gauche ne sera pas si importante dans de nombreuses circonscriptions qu'elle fera avorter la manœuvre de la droite et qu'on retrouvera un Parlement aussi déchiré que le précédent.

Ce qui est plus important, c'est que la dissolution a à sa façon contribué à accentuer la politisation dans le pays, à mettre à nu mieux encore la décomposition du régime. Mendès-France qui a le flair d'un démagogue bourgeois fort habile a, au cours des interminables débats qui ont précédé la dissolution, laissé entendre qu'une chambre mal élue ne ferait pas son temps. Il n'y a aucun doute qu'en faisant sortir de la normale la vie politique française, Edgar Faure, plus rapidement qu'on ne pouvait le penser a ouvert la porte à toutes sortes de tentatives. Quelle que soit sa composition, la prochaine Assemblée va avoir à connaitre une pression des masses qui ne lui laissera vraisemblablement pas vivre ses cinq années de mandat régulier.

En face de tels déchirements de la bourgeoisie, la classe ouvrière ne remplit pas son rôle en raison de la politique des deux grands partis ouvriers, le P.C. qui a plus de 5 millions de suffrages, le P.S. plus de 3 millions, et qui, le jour où ils affirmeraient la prétention de gouverner ensemble, susciteraient une poussée irrésistible dans les masses.

Le P.S. dénonce la réaction, sachant qu'avec ces accusations il recevra un plus grand nombre de voix. Mais il se garde de formuler une politique. La direction voudrait bien s'entendre avec Mendès-France, répondre à ses avances, mais elle a peur du P.C. sur sa gauche ; depuis plusieurs mois grandit dans le P.S. une tendance à une entente au moins électorale avec le P.C. Cela n'a été dit jusqu'à présent que par des isolés, notamment par des députés ou aspirants députés qui ont besoin de voix communistes pour être élus. Mais cela correspond à un sentiment unitaire qui croit dans les masses, que la politique de droite de la bourgeoisie ne peut que stimuler et aussi le fait que le P.C. lui propose une alliance. Le récent Conseil national du P.S. a repoussé un accord électoral avec le P.C., mais une minorité très importante s'y est manifestée pour la première fois. Ce courant ne pourra que grandir.

La direction du P.C. s'est complue depuis plusieurs mois au jeu parlementaire, en vue de donner des gages à une aile de la bourgeoisie pour remonter un nouveau Front populaire. Elle a soutenu Edgar Faure dans plusieurs votes importants, notamment dans sa politique en Tunisie et au Maroc. Le Kremlin n'est pas intéressé à l'Afrique du Nord où il n'a aucun contrôle sur les mouvements de masse qui s'y développent, il préfère y soutenir l'impérialisme français plutôt que d'y laisser entrer l'impérialisme américain (car les bureaucrates de Moscou n'ont pas confiance dans la victoire des masses) et il espère qu'en échange le gouvernement français favorisera la division de l'Allemagne. Toute la politique de la direction du P.C. vise à faire comprendre à une aile de la bourgeoisie française qu'elle peut sans danger s'entendre avec elle, qu'elle saura en échange garder le contrôle du mouvement des masses.

Cette politique a désorienté les cadres communistes, mais depuis qu'avec l'ouverture de la campagne électorale, la direction du P.C. se prononce ouvertement pour le Front populaire, une certaine satisfaction est donnée ainsi aux militants pour qui le Front populaire, ce n'est pas avant tout la combinaison avec des politiciens bourgeois mais l'unité d'action de la classe ouvrière, avec une certaine perspective. Il leur faudra du temps, une expérience pour comprendre ce qu'est le Front populaire. Pour le moment, le P.C. va profiter auprès des masses de ses propositions d'alliance électorale au P.S. et cela stimulera un courant en faveur du Front populaire.

Mais celui-ci se réalisera-t-il à nouveau ? Comme en 1935, par accord préétabli des partis ouvriers et bourgeois en vue d'élections, cela est fort douteux. Si jamais l'opération doit à nouveau se faire, c'est beaucoup plus vraisemblablement en présence d'une très forte poussée des masses, d'un mouvement général ; autrement dit, c'est à chaud que l'opération se ferait et, dans des conditions où il serait de prime abord beaucoup plus difficile aux directions de contrôler et d'endiguer le mouvement.

Les élections donneront un tableau plus clair des rapports de classe en France. Mais, d'ores et déjà, derrière les élections avec lesquelles s'ouvrira l'année 1956, se profile en France une crise révolutionnaire de première grandeur, par la combinaison du mouvement des masses en France même et de la révolution en Afrique du Nord qui se poursuit avec vigueur.

Après les élections, le mouvement des masses passera par diverses étapes, au cours desquelles nous assisterons notamment à des crises profondes au sein des vieilles organisations. Ce mouvement des masses donnera lieu à de multiples épisodes, grands et petits. Nous avions signalé dans notre précédent numéro les manifestations de soldats qui, dans de nombreuses villes, ont crié leur hostilité à la guerre en Afrique du Nord. Tout récemment, ce n'est pas seulement dans les casernes ou dans les quartiers ouvriers que l'opposition à la guerre s'est montrée. Une centaine de soldats d'une caserne de la banlieue de Paris s'est rendu en groupe aux Champs-Elysées où ils ont manifesté pendant une heure. Aux Champs-Elysées, cette avenue triomphale de la bourgeoisie française aux yeux du monde entier. Aussi la presse bourgeoise et le gouvernement ont aussitôt compris la valeur de cette manifestation, expression spectaculaire d'une situation dans laquelle le régime est en cause. Ces cent soldats symbolisaient les masses ouvrières qui, un jour proche, défileront dans les Champs-Elysées sous les plis du drapeau rouge triomphant de la révolution socialiste.

Le foyer révolutionnaire du Proche-Orient

On se demandait pourquoi le Kremlin a si longtemps tardé à exploiter le complexe d'antagonismes qui caractérise depuis des années déjà la situation au Moyen-Orient. La réponse se trouve probablement dans le fait que c'est maintenant seulement que le Kremlin se sent suffisamment fort et préparé pour s'introduire dans cette « chasse gardée » des impérialistes, non pas de force ou indirectement, mais en quelque sorte formellement invité par quelques-uns des principaux partenaires du jeu, entre autre l'Egypte.

Du coup il acquiert un moyen supplémentaire de pression sur les impérialistes, un moyen de premier ordre.

On s'est aperçu particulièrement de son efficacité lors de la dernière conférence de Genève, la mollesse des réactions des impérialistes envers l'intransigeance du Kremlin sur toutes les questions s'expliquant pour beaucoup par la situation explosive qui règne en ce moment au Proche-Orient, et que le Kremlin pouvait exploiter à son profit.

Fondamentalement cette situation est encore aujourd'hui la même. Le Proche-Orient est une région économiquement et militairement vitale pour l'impérialisme. Elle contient les réserves pétrolières les plus importantes du monde et côtoie sur des milliers de kilomètres les territoires de l'URSS.

Les pays du récent pacte de Bagdad (Turquie, Iran, Irak, Pakistan) forment maintenant une ceinture continue de la Mer Noire aux confins des Indes, sur laquelle prolifèrent les bases militaires de l'impérialisme. Ce fait à lui seul justifie toutes les réactions de la part de l'URSS qui a un intérêt évident à desserrer cet anneau, à détruire ce glacis provoquant de l'impérialisme adossé sur ses frontières. Mais la solidarité de ce glacis est infiniment plus impressionnante sur la carte que dans la réalité. Les moyens militaires manquent à l'impérialisme pour le tenir sur toute sa vaste étendue, et ce ne sont naturellement pas les masses de paysans pauvres écrasés sous le joug conjoint des féodaux indigènes et des impérialistes qui le défendront contre une avance éventuelle des armées de l'URSS.

Il est d'autre part miné par les antagonismes qui opposent au Proche-Orient les impérialistes et les cliques féodo-capitalistes gouvernantes entre elles.

La question d'Israël s'y ajoute pour rendre la situation encore plus précaire et explosive.

Les pays du pacte de Bagdad sont patronés politiquement par Londres qui persiste à vouloir exercer au Proche-Orient un rôle prépondérant et éviter son éviction totale de cette région vitale par les Etats-Unis. Mais les moyens lui manquent pour mener une telle politique ambitieuse. Sans l'apport financier des Etats-Unis, comblant les déficits budgétaires des Etats de l'Alliance et alimentant les quelques projets économiques qu'ils sont obligés d'entreprendre pour soulager tant soit peu la détresse des masses paysannes, la construction diplomatique de Londres n'est pas viable.

Mais Washington, pour sa part, tout en se prêtant en partie à ce rôle — qui correspond aussi bien à l'équilibre dynamique établi entre les trusts américains et anglais co-exploitant les pétroles du Proche-Orient qu'aux exigences de l'alliance avec la Grande-Bretagne — ne peut pas s'aligner complètement sur les protégés de Londres.

L'Egypte, l'Arabie séoudite, la Syrie, le Yemen s'opposent au pacte de Bagdad, au rôle que Londres et Ankara entendent y jouer, et à l'orientation qu'elles veulent lui donner. L'antagonisme entre Israël et l'ensemble des pays arabes est un autre élément dont Washington doit tenir compte, la tendance fondamentale de sa politique d'ensemble dans cette région étant la suivante : économiquement, supplanter le cas échéant complètement l'Angleterre dans cette région ; politiquement, souder l'ensemble des pays arabes dans un bloc contre l'URSS.

Il est naturellement difficile de satisfaire les exigences contradictoires d'une telle politique. Le bloc des pays arabes hostiles au pacte de Bagdad est animé par l'Egypte. Ce pays occupe depuis des années déjà une place prépondérante dans le monde arabe, due à son importance économique et culturelle et que la revolution antidynastique renversant Farouk n'a fait que rehausser. Le caractère de cette révolution, menée par le groupe de militaires dans lequel trône maintenant Nasser, se dégage actuellement plus clairement : il s'agit d'une révolution démocratique-bourgeoise faite socialement et en dernière analyse au profit de la bourgeoisie industrielle indigène, contre l'impérialisme et les féodaux du pays.

Cette révolution a pris une forme particulièrement limitée, déformée, par le fait des circonstances historiques dans laquelle elle se déroule, du caractère de sa direction, des particularités du pays (semi-colonial à prépondérance agraire, musulman). Le régime de Nasser est politiquement une variante d'une régime bonapartiste à la Peron, mais socialement il n'est pas différent de celui de Nehru aux Indes (ou de celui de Peron). Il vise à « moderniser » l'Egypte sur la base d'une certaine industrialisation du pays, sous une direction bourgeoise. Mais cette expérience se fait au milieu de conditions économiques des plus difficiles : crise des exportations de coton (principale ressource du pays), dépenses budgétaires (surtout militaires) accrues aggravant le déficit, manque de capitaux.

Nasser joue sur la corde raide pour se sortir de toutes ces difficultés. Sur le plan extérieur, il doit disputer un marché possible pour la jeune industrie égyptienne, à l'impérialisme britannique qui est solidement implanté aussi bien au Soudan que dans tous les territoires du Proche-Orient. Mais l'Angleterre est d'autre part un des principaux acheteurs du coton égyptien, pour lequel il faut trouver maintenant d'autres débouchés.

Sur le plan intérieur, un développement ultérieur de la réforme agraire pour satisfaire vraiment les paysans sans toucher exclusivement et totalement les féodaux, ainsi qu'une augmentation de la production agricole et sa diversification, et par conséquent un accroissement du marché pour l'industrie, dépendent de l'afflux des capitaux nécessaires pour une série de travaux et pour l'industrie.

L'exemple de la construction projetée du grand barrage d'Assouan en est un exemple. L'Egypte espère pouvoir irriguer ainsi 800.000 hectares de terres, augmenter de 30 % les surfaces cultivables et se procurer ultérieurement 9 milliards de Kwh d'électricité par an. Les travaux sont estimés à 1.300 millions de dollars, dont 600 millions de dollars sont absolument nécessaires pour s'engager dans ce projet. Toute la pression exercée par Nasser en direction de Washington ces derniers temps, au moyen de son flirt avec Moscou et de la retentissante affaire d'achats d'armes tchécoslovaques, n'a réussi jusqu'ici qu'à obtenir un prêt de 70 milliards de francs par la Banque mondiale. Ce qui est significatif en tout cas pour cette opération est ceci : si Nasser a bien accepté les armes offertes par l'URSS, c'était parce que les Occidentaux lui en avaient refusé, face à une pression accrue de la part d'Israël, et pour mieux marchander ensuite avec les Américains leur aide financière.

Cette aide, Nasser l'attend des Occidentaux, ayant refusé jusqu'ici celle offerte par l'URSS. Il démontre ainsi les limites, limites de classe, de ses engagements avec l'URSS, et fait présager les retournements toujours possibles sinon inévitables de la part de sa politique de demain.

La politique du Kremlin, en misant principalement sur les antagonismes au Proche-Orient, ne pare pas à un tel danger. Seule une mobilisation autonome de classe des masses pauvres dans les pays arabes peut miner réellement les positions de l'impérialisme dans ces régions et combattre efficacement l'alignement des gouvernements indigènes sur l'impérialisme.

Dans le cas où toute la pression conjointe exercée actuellement par Washington et Londres sur Israël réussit à tenir tranquille ce pays et à lui arracher certaines concessions devenues inévitables en direction des pays arabes, dans le nouveau rapport de forces, Nasser ne demandera pas mieux que d'éviter tout conflit majeur avec Israël.

Mais le maintien d'un équilibre au Proche-Orient devient de plus en plus difficile, et ceci sur tous les plans : entre Israël et les pays arabes, entre l'impérialisme et l'URSS, entre les gouvernements féodo-capitalistes et les masses.

Le rôle d'enclave au sein du monde arabe, assigné à Israël par l'impérialisme, pour favoriser la division et l'impuissance de ce monde arabe, devient à la fois clair et inefficace. Israël ne peut ni contrebalancer à la longue la puissance en développement du monde arabe, ni polariser le mécontentement des masses arabes contre l'impérialisme et les féodo-capitalistes indigènes. S'il persiste dans la politique anti-arabe néfaste du sionisme, Israël risque de devenir un piège mortel, un lieu de massacre terrible, pour sa population restreinte, serrée toujours plus fortement par la puissance arabe ascendante.

Son seul salut, en attendant le triomphe de la révolution socialiste dans le Proche-Orient, c'est de se dégager de l'alliance avec l'impérialisme, de s'intégrer sincèrement dans le contexte du monde arabe, de se réconcilier par des actes avec les masses arabes, de réadmettre les réfugiés.

L'impérialisme de son côté est terriblement compromis par ses agissements passés et présents (pour ne rappeler entre autre que la question de Chypre) pour pouvoir se maintenir au Proche-Orient autrement que militairement, et avec l'appui des compradores. Quant à ceux-ci et aux couches des féodaux-capitalistes indigènes, ils sont maintenant aux prises avec la phase sociale qui commence de la révolution permanente arabe, à laquelle ils ne pourront faire face — et provisoirement seulement — que par des concessions amples et réelles envers les masses.

Le Proche-Orient à son tour devient un foyer puissant de la Révolution, un épicentre de la lutte décisive entre la révolution et l'impérialisme, qui s'achemine vers son paroxysme et son dénouement.

Luttes de tendance dans le mouvement syndical allemand

Sur deux fronts, les forces conservatrices ont ouvert l'offensive contre les tendances militantes dans la Confédération syndicale allemande D.G.B. Agents directs du patronat, les dirigeants d'un noyau de syndicalistes chrétiens de la Ruhr ont lancé un appel à la scission syndicale et à la fondation d'un syndicat chrétien indépendant, appuyé par un fonds rassemblé depuis longtemps par l'Internationale syndicale chrétienne. A l'intérieur du D.G.B., les dirigeants droitiers, c'est-à-dire le président de la Confédération, Freitag, appuyé par des bureaucrates typiques du genre d'Albin Karl, ont licencié quelques dirigeants de l'Institut des sciences économiques du D.G.B., notamment son président Agartz et deux de ses collaborateurs, Pirker et Horn, coupables d'avoir été les principaux théoriciens d'une politique syndicale militante de lutte de classe.

Nous n'affirmerons pas que scissionnistes et dirigeants droitiers aient effectivement agi de concert. Mais il est indéniable que leurs rôles mutuels se complètent admirablement. L'objection principale des scissionnistes à un maintien de la tendance chrétienne à l'intérieur du D.G.B., c'est la prédominance des « éléments extrémistes » parmi ceux qui déterminent l'orientation du D.G.B., notamment la prise de position de la Confédération contre « l'économie libre du marché » et contre le réarmement allemand. L'excuse principale qu'utilisent les Freitag et C° pour justifier leur attitude conciliatrice envers les agents du patronat et leur offensive contre la gauche, c'est la nécessité de « sauver l'unité syndicale ». La situation se précise encore davantage si l'on considère que le grand patronat a fait clairement entendre qu'il n'est pas favorable à la création de nouveaux syndicats chrétiens. En même temps, sa presse a chaudement applaudi les mesures « d'épuration » prises par Freitag à l'intérieur du D.G.B. Il est clair que la bourgeoisie préfère de loin posséder un élément de frein à l'intérieur de la grande Confédération syndicale, plutôt que de favoriser sa radicalisation par la disparition des éléments les plus conservateurs. Ces éléments ont dans les masses un appui trop limité pour qu'une scission syndicale puisse sérieusement affaiblir le mouvement ouvrier, au moins à l'étape actuelle.

Derrière ces luttes de tendances à l'intérieur du mouvement syndical se profile une manœuvre de plus large envergure que la bourgeoisie allemande entame sur le front des rapports de classe. Il y a quatre ans, sous l'impulsion de la révolte des syndicats bavarois, la Confédération commença à s'éloigner de sa pratique de collaboration de classe et abandonna — au moins en théorie — la voie de la « communauté d'intérêts des partenaires sociaux », c'est-à-dire la voie de la subordination de la lutte syndicale aux intérêts de l'Etat bourgeois. Ce renversement de vapeur conduisit tout droit au Congrès syndical de 1954 où Agartz, sous les applaudissements enthousiastes des congressistes, dénonça la théorie et la pratique de la collaboration de classe comme une gigantesque entreprise de duperie et d'exploitation, qui avait permis de reconstruire le capitalisme en Allemagne occidentale tout en maintenant le niveau de vie de l'ouvrier allemand au niveau le plus bas des pays industrialisés d'Europe occidentale.

Aujourd'hui, la bourgeoisie allemande s'efforce de retourner à la situation d'avant 1951. Elle est prête à offrir des concessions substantielles au mouvement syndical en échange d'une garantie de « paix sociale ». Comme dans l'industrie automobile américaine, comme chez Renault en France, le grand patronat désire imposer aux travailleurs des contrats collectifs à longue durée. En dehors des avantages politiques et sociaux de tels contrats, ceux-ci visent encore une opération fortement profitable sur le plan économique. Si par fortune la haute conjoncture se maintenait encore pendant plusieurs années, les ouvriers seraient frustrés de leur part en échange des modestes avantages assurés par les contrats. Mais si la conjoncture se renversait pendant la durée du contrat, celui-ci deviendrait inévitablement caduc et une partie des travailleurs risquerait d'être entraînée sur la voie des « sacrifices volontaires » pour défendre des avantages de plus en plus hypothétiques.

A l'occasion des négociations qui viennent de se dérouler dans la sidérurgie de la Ruhr — négociations qui ont abouti à une augmentation de salaires de 12 francs l'heure — le gouvernement a montré de quelle façon il compte favoriser ces visées à long terme du patronat. Agitant l'épouvantail de la « menace inflationniste », il a demandé aux syndicats d'abandonner volontairement leurs revendications de salaire, en échange d'une baisse de prix garantie (?) par le gouvernement. A côté de cette promesse publique, la promesse d'en venir rapidement à la semaine de 40 heures a été également mentionnée dans des conversations confidentielles avec les dirigeants syndicalistes. Les dirigeants du syndicat des métallurgistes, qui représentent le courant de gauche dans l'appareil du D.G.B., ont résisté à ces tentations. Mais d'autres se montraient bien enclins à se laisser séduire.

Il est logique que toutes ces manœuvres et agissements des forces conservatrices à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats ne soient pas restés sans réplique de la part des éléments les plus sains du mouvement ouvrier. En vérité, à l'intérieur du mouvement syndical, les rapports de forces ne sont nullement favorables aux bureaucrates de droite du type Freitag. La direction confédérale actuelle ne réflète plus la véritable constellation à l'intérieur de l'appareil lui-même, sans parler des sentiments de la base. Au dernier congrès syndical, ses positions politiques avaient été battues en brèche ; si elle-même n'avait pas été complètement renouvelée et si la seule modification apportée à sa composition avait été le remplacement du président Fette par le nouveau président Freitag, c'est que les leaders de la gauche de l'appareil qui ne sont certes pas des marxistes révolutionnaires mais des réformistes de gauche ou dans le meilleur des cas des centristes, hésitaient eux-mêmes à « prendre le pouvoir » et n'avaient guère confiance dans l'appui que leur accorderaient les travailleurs.

En ce sens, on pourrait considérer dans une certaine mesure l'offensive actuelle de la droite comme une offensive préventive, voulant empêcher l'attaque de la gauche à laquelle les Freitag et C° devaient s'attendre au prochain congrès confédéral. C'était une manœuvre de division et d'intimidation de la gauche. En bureaucrates aux abois, Freitag et ses acolytes n'hésitèrent pas à mobiliser à leur aide jusqu'à la police secrète de Bonn. Mais leurs calculs se sont avérés erronés. Après une brève période de surprise et de désorientation, la gauche syndicale s'est ressaisie, en grande partie grâce au rôle conscient joué par l'avant-garde marxiste révolutionnaire. Elle a pris résolûment l'offensive et si cette offensive tient ses promesses, ce seront Freitag et ses complices et non Agartz qui passeront bientôt devant le tribunal du grand Parlement ouvrier qu'est en Allemagne occidentale le congrès de la Confédération syndicale, forte de six millions de membres.

Dès l'annonce des mesures contre Agartz et ses amis, il y eut des centaines de protestations de la part des groupes syndicaux d'entreprise ou de sections syndicales locales, adressées aux différentes fédérations syndicales allemandes. Plusieurs directions syndicales, notamment celle de l'industrie chimique et celle de l'industrie du papier et de l'imprimerie, prirent position en faveur d'Agartz. Mais bientôt le débat fut élargi . Les travailleurs d'avant-garde comprirent d'instinct le sens politique de l'événement. Ils établirent la liaison entre l'attaque de Freitag contre Agartz et les négociations secrètes menées par le même Freitag avec le chancelier Adenauer. C'est contre ces négociations et contre toute l'orientation syndicale de Freitag que les syndicats de Bavière viennent de protester publiquement. Le président du D.G.B. pour le Land Rhénanie du Nord-Westphalie (Ruhr) vient d'approuver publiquement leur protestation. Les jours de Freitag paraissent comptés. La gauche syndicale réclame que le Congrès confédéral prévu pour 1956 soit tenu dès le début de l'année et qu'un changement radical intervienne dans la composition de la direction confédérale. Il n'est pas exclu que l'aile gauche de l'appareil prenne en main toute la direction des syndicats.

Ainsi, malgré la résistance acharnée des droitiers, on assiste actuellement à une reprise, sur une base plus large, de la révolte de 1951 contre Fette et von Hoff. Si les conditions ont changé depuis lors, elles l'ont été dans le sens qu'une partie avancée de la classe ouvrière a acquis plus de maturité politique et plus de confiance en elle-même. Certes, cette évolution est loin d'être générale. La haute conjoncture a permis à la bourgeoisie allemande d'accorder aux travailleurs de substantielles augmentations de salaires sans que les ouvriers aient dû les arracher par la lutte. A part la grève des métallurgistes bavarois, il n'y a pas eu de grandes expériences de lutte au cours des dernières années. La lutte contre la remilitarisation, avait, elle aussi, entraîné seulement une avant-garde et non pas les larges masses. Tous ces faits limitent inévitablement la pression que les masses exercent sur l'aile gauche de l'appareil syndical, et font de celle-ci pour toute une étape l'expression fidèle des hésitations et des doutes qui dominent également chez des couches larges du prolétariat allemand.

Mais c'est précisément pour cette raison que l'étape qui s'ouvre maintenant devant le mouvement syndical allemand est d'une importance capitale pour le développement futur de tout le mouvement ouvrier allemand. Avec des interruptions, des arrêts et des retours en arrière inévitables, le mouvement ouvrier allemand est depuis 1949 entré sur la voie d'une montée progressive et d'une politisation croissante. D'étape en étape, la direction officielle du mouvement s'est transformée, réflétant, avec retard et à travers les déformations de l'appareil bureaucratique, les tendances plus profondes qui traversent la base. Le renversement de la droite syndicale serait le signe certain que ceux qui ont misé sur cette radicalisation, certes lente et contradictoire,mais non moins certaine, ont vu juste.

Les hommes qui ont forgé notre Internationale

Pietro TRESSO *(BLASCO)*

Pietro TRESSO naquit le 3 janvier 1893 à Magré, dans la province de Vicenze, dans une famille prolétarienne. La situation familiale l'obligea à interrompre ses études et à apprendre un métier manuel, en continuant à fréquenter l'école du soir. A l'âge de 14 ans, il entra dans les Jeunesses Socialistes, et depuis lors ne cessa d'avoir une vie de militant au service du mouvement d'émancipation des travailleurs.

Pendant la première guerre mondiale, il fut impliqué dans un procès. Acquitté mais caractérisé de « subversif », il fut envoyé au front ; il y resta 33 mois, puis fut hospitalisé pour une maladie grave.

En 1921, au Congrès de Livourne, il abandonne le Parti socialiste pour adhérer au Parti communiste italien. En peu de temps, il en devint un de ses principaux dirigeants. Tout d'abord membre du Comité Central, il fut élu au Bureau Politique dont il resta membre jusqu'à son exclusion du Parti communiste italien en 1930. Il représenta le P.C. italien aux Congrès de l'Internationale communiste. Il dirigea ce parti dans la clandestinité d'abord en Italie, puis dans l'émigration en France.

C'est en France que se trouvait la direction du P.C. italien quand s'y produisit la crise qui aboutit à l'exclusion de Blasco et de deux autres membres du Bureau Politique. Togliatti (qui signait alors Ercoli et qui était déjà l'homme du Kremlin) se trouva en minorité au Bureau Politique et ne l'emporta que grâce à une entorse statutaire, et avec l'aide de l'aile droite du P.C. de l'époque, notamment Silone et Tasca (Rossi).

La direction actuelle du P.C. italien donne de cette crise une version erronée ; mais Silone, lui aussi, se refusant à reprendre les textes et se fiant à sa mémoire, a donné il y a quelques années une version erronée.

La crise dans la direction du P.C. italien portait sur la ligne stalinienne de l'époque, la fameuse « 3e période », prétendant à une crise révolutionnaire déjà mûre en Italie, imposant une lutte pour le pouvoir, et la lutte contre le parti socialiste comme un parti « social-fasciste ». L'opposition des « trois » (Blasco, Feroci, Santini) donnait une appréciation correcte de la situation de l'Italie à l'époque, se refusait en conséquence à lancer les militants qui agissaient dans l'illégalité à des actions purement aventuristes et préconisait une politique de front unique avec le Parti socialiste.

En outre, les « trois » émettaient des doutes sur la perspective présentée par Ercoli d'une « révolution démocratique » pour l'Italie. Ils clarifièrent cette question dans un échange de vues qu'ils eurent à cette époque avec Trotsky exilé en Turquie. La correspondance sur cette question dans laquelle Trotsky développe la nécessité de combiner l'utilisation des mots d'ordre démocratiques avec l'objectif de la conquête du pouvoir par le prolétariat, fut publiée en 1930 dans la presse trotskyste .

A partir de 1930, Blasco lutte dans les rangs de l'Opposition de gauche internationale qui deviendra la IVe Internationale. Il vécut en France en gagnant sa vie comme ouvrier tailleur. Il participa à la Conférence de Copenhague de l'Opposition de gauche internationale en 1932, et à la Conférence de fondation de la IVe Internationale en 1938.

Les conditions de l'émigration italienne ne permirent pas à Blasco de consolider les éléments trotskystes de l'émigration italienne en un groupe stabilisé. Il participa très activement à l'activité de l'opposition française, aidant grandement les jeunes éléments qui la constituaient de son expérience et de ses connaissances.

Pendant la 2e guerre mondiale, il lutta dans la clandestinité. En 1941 il parvint à échapper à la Gestapo et se rendit dans la zone sud. Mais en 1942 il fut arrêté par une brigade de Vichy spécialement affectée à la répression contre les trotskystes ; il fut torturé et condamné à 10 ans de travaux forcés par le tribunal militaire de Marseille.

Il fut enfermé à la prison du Puy dont les prisonniers furent libérés en bloc par le maquis le 2 octobre 1943. Blasco et quatre autres militants trotskystes restèrent alors dans le maquis. Mais Blasco et ses camarades, peu après leur libération de la prison, disparurent ; et on n'a jamais plus rien su de leur sort. Tout ce qu'on a

pu recueillir comme indications permet de penser que des ordres parvinrent aux staliniens dirigeants du maquis de Haute-Loire de faire disparaître les trotskystes.

Dans son pays natal de Magré, une pierre rappelle la mémoire du courageux militant communiste que fut Blasco. Les prolétaires d'Italie et de France, le mouvement révolutionnaire international célèbreront la mémoire d'un des très rares dirigeants des partis communistes d'Europe occidentale qui, après avoir rompu avec le stalinisme, est resté fidèle jusqu'au bout au drapeau du marxisme révolutionnaire en luttant pour la IVe Internationale.

Le tome I des ECRITS (1928-1940)

de Léon TROTSKY

VIENT DE PARAITRE

Nous sommes heureux d'annoncer la parution du premier volume des articles et brochures écrits par Léon Trotsky pendant son dernier exil, de 1928 à 1940, publication qui a été entreprise par le Secrétariat International de la IVe Internationale.

Le premier tome constitue un volume de 370 pages et contient une trentaine d'articles traitant de diverses questions (économie et politique de l'U.R.S.S., situation internationale, mouvement ouvrier international, formation de l'Opposition de gauche).

Ces articles présentent tous un intérêt à la fois historique, théorique et d'actualité politique.

Nous invitons tous nos lecteurs à lire et à faire lire cet ouvrage qui est un incomparable instrument de propagande du marxisme à notre époque, le trotskysme.

Le prix de vente du livre est de 1.000 francs. Notre service de librairie peut le fournir.

Nous invitons plus particulièrement nos amis et lecteurs à l'étranger, à faire demander ce livre par leurs libraires à la **Librairie Marcel Rivière, 31 Rue Jacob à Paris**, qui en assure la diffusion et à lui faire obtenir la plus large publicité.

Jean-Paul **MARTIN**

L'industrialisation et la collectivisation en Chine

La révolution chinoise, ayant accompli ses tâches démocratiques-bourgeoises (libération de l'impérialisme, unification du pays, réforme agraire) aborde maintenant ses tâches socialistes proprement dites : la planification de l'industrie étatisée et la collectivisation de l'économie agricole, composée de quelque 110 millions de petits propriétaires individuels.

Les dirigeants chinois ont renvoyé depuis quelque temps déjà aux calendes grecques et avec une facilité étonnante leur phraséologie du passé sur la « démocratie populaire » et la « révolution démocratique », soi-disant distinctes respectivement de la dictature du prolétariat et de la révolution prolétarienne. Ils ne parlent plus que de la « dictature démocratique populaire », « dirigée par le prolétariat », et des deux étapes de la révolution accomplies sous son régime : l'étape « démocratique bourgeoise » déjà complétée, et « l'étape socialiste » qui commence. (1)

Emportés par la dynamique irrésistible du processus objectif réel, ils reconnaissent de fait, pratiquement, le caractère dès le début à la fois **prolétarien, socialiste** et **permanent** de leur révolution. « Il aurait été impossible — déclare maintenant Li-Fou-Cheun, rapporteur du premier quinquennat à l'Assemblée nationale populaire qui s'est tenue cet été du 5 juillet au 2 août — pour le socialisme et le capitalisme dont les systèmes des rapports productifs sont opposés, de se développer dans un pays côte à côte sans interpénétration mutuelle. Ce serait dans un tel cas soit la voie du socialisme, soit la voie du capitalisme qui l'emporterait en définitive. Mais cette dernière voie, le peuple chinois ne permettra jamais qu'on s'y engage. **Suivre la voie du socialisme était la loi naturelle du développement historique de la Chine** ».

Cela ne veut pas dire que la confusion théorique des dirigeants chinois, élevés à l'école de Staline, ait maintenant disparue, et qu'ils raisonnent désormais en véritables marxistes révolutionnaires. Nous retrouvons cette confusion chaque fois qu'il s'agit de bien préciser le caractère des transformations sociales en cours en Chine, ainsi que des perspectives de ces transformations.

C'est la valeur objective de ces transformations en cours qui prime cependant et qui est de loin, plus intéressante, plus fondamentale que les performances de la pensée théorique de la direction chinoise.

La Chine est engagée de manière irrésistible et irréversible dans la tâche de la planification de l'industrie étatisée et de la collectivisation de l'économie individualiste agricole. Voilà le fait essentiel d'une importance réellement historique qui surclasse de loin les faits divers dont se divertit un public dépassé par l'énorme accélération actuelle de l'histoire. Il s'agit d'examiner dans quelles conditions, vers quelles perspectives ,s'engage et s'ouvre cette expérience gigantesque.

OBJECTIFS ET PROBLEMES DE L'INDUSTRIALISATION

La reconstruction de l'économie chinoise étant terminée en 1952, trois ans après la victoire de la révolution, la Chine s'est engagée dans la réalisation du premier plan quinquennal 1953-1957. Ceci représente une avance de 7 ans environ par rapport à la période qui s'est écoulée en URSS avant son premier plan quinquennal (2). Mais ce n'est en réalité qu'au cours de cet été qu'il y eut une discussion approfondie sur les objectifs du premier plan quinquennal et la façon de les réaliser, les deux premières années de son exécution ayant servi, de l'avis des dirigeants chinois eux-mêmes, à s'initier en tâtonnant dans « l'art de la planification ».

En 1953, année où commença le premier plan quinquennal, la production industrielle et agricole de la Chine, à de rares exceptions près. avait déjà atteint et dépassé le niveau le plus élevé d'avant guerre et totalisait une valeur globale qui était de 77,5 % supérieure à celle de l'année 1949. Simultanément à cette restauration de l'industrie et de l'agriculture allait une restauration parallèle des voies de communication. L'Etat avait d'autre part remarquablement réussi à équilibrer son budget et à stabiliser les prix.

Sur la base de ces conditions, l'Etat ouvrier qui disposait déjà d'un important secteur industriel nationalisé a pu envisager le développement ultérieur planifié de l'économie.

Selon Li-Fou-Cheun, rapporteur du plan devant l'Assemblée nationale populaire qui s'est réunie cet été. on peut résumer les buts fondamentaux du premier plan quinquennal comme suit : « Centrer les efforts principaux sur la construction industrielle comportant la réalisation de 694 projets, dont le noyau est constitué par les 156 projets accordés par l'URSS (3), jetant ainsi les bases préliminaires de l'industrialisation socialiste de la Chine ; développer les coopératives agricoles de production, jetant ainsi les bases préliminaires de la transformation socialiste de l'agriculture; incorporer l'industrie et le commerce capitalistes d'Etat, selon les conditions particulières, jetant ainsi les bases pour la transformation socialiste de l'industrie privée et du commerce ».

Cependant la structure plus précise du plan n'apparaît clairement qu'à la lumière de la distribution des investissements projetés entre l'industrie lourde, l'industrie légère, l'agriculture et les transports. L'industrie lourde absorbera 88,8 % du total des investissements pour l'industrie et les 3/5 environ du total des investissements (contre 8 % seulement pour l'agriculture et 1/5 environ pour les transports).

L'expansion réelle de l'industrie légère est moins claire. Lors de la discussion du plan, le ministre pour cette industrie a indiqué une progression annuelle de 12 % dans la période du plan, mais il s'est empressé d'indiquer dans ce même discours « qu'avant le développement de l'industrie lourde, il est impossible de promettre une augmentation de la production des vêtements ou de la nourriture ».

La production totale, rapportée en prix constants à celle de 1952, augmentera en cinq ans de 98,3 %, soit au rythme annuel de 14,7 %, contre un accroissement global de la production agricole de 23,3 % seulement (soit au rythme annuel de 4,3 %). C'est naturellement le **rythme annuel** du développement industriel qui paraît remarquable.

En chiffres absolus, les objectifs du premier plan quinquennal, tout en étant importants par rapport au niveau économique antérieur de la Chine, restent très modestes aussi bien par rapport à la population chinoise qu'aux niveaux correspondants des pays capitalistes avancés ou de l'URSS. Il suffit de noter que la production d'acier par tête d'habitant en 1957 sera environ 56 fois inférieure à la production d'acier correspondante par tête d'habitant de l'Angleterre, ou qu'il faudrait la production électrique totale de la Chine et des Etats-Cnis mises ensembles pour doter chaque chambre d'habitation en Chine d'une ampoule électrique.

Les objectifs et le rythme dans l'agriculture sont encore plus modestes. Cela tient au fait que les conditions **techniques** et **économiques** pour l'avancement de la mécanisation de l'griculture et la satisfaction des besoins des paysans en objets industriels, c'est-à-dire pour sa **collectivisation effective**, manquent encore presque complètement. La première usine de tracteurs n'entrera en action qu'en 1959, produisant alors 15.000 tracteurs de 54 chevaux par an.

Nous reviendrons plus loin sur la question de l'agriculture.

Sur quelles ressources matérielles et financières la direction chinoise compte-t-elle pour accomplir ce plan ?

a) Les ressources matérielles du pays qui sont immenses mais pour la plupart encore potentielles, inexplorées et inexploitées. Le manque de pétrole en particulier est pour le moment encore presque total.

b) L'accumulation primitive par l'Etat qui capitalise une partie des profits tirés auparavant par les impérialistes, les féodaux et les capitalistes, sur les paysans et les ouvriers de la Chine. Par une règlementation, une « planification » très stricte de la consommation individuelle, l'Etat capitalise une énorme part du surplus social non consommé. Achats obligatoires des surplus agricoles, impôts, prix et salaires sont les moyens dont dispose l'Etat pour arriver à ce but. Le rationnement de la nourriture est actuellement étendu à la presque total'té du pays, et la vente de grains dans les villes énergiquement réduite — de 11 % en août à Canton par exemple.

c) Le commerce avec l'extérieur qui se réduit pratiquement au commerce avec l'URSS et les démocraties populaires. 75 % du total des importations chinoises proviennent de ces pays, dont 94 % représentent de l'équipement industriel lourd. La Chine paie ces importations en exportant des produits agricoles.

En 1954, elle a exporté en direction de ces pays, et de l'URSS en particulier, 1,75 millions de tonnes de grains (contre une moyenne de 1,55 en 1950-1953, et 1,15 million en 1927-1930).

Selon Yen Chi Chuang, ministre du Commerce extérieur, 10 % des œufs, 27 % du thé, et 6 % de la viande de porc produits en Chine furent exportés en 1954. « Si tous nous mangeons moins de viande, d'œufs et de fruits — a déclaré ce même ministre — des quantités plus grandes de ces produits seront disponibles pour l'exportations ».

Les exportations de produits alimentaires en 1955 seront de 10 % supérieures à celle de 1954.

La part « d'aide » réellement gratuite, ou accordée par l'URSS et les autres « démocraties populaires » en contrepartie de livraisons de produits agricoles, n'est pas claire. Il y a cependant peu de doute qu'une grande partie de cette « aide » est effectivement payée au moyen des exportations de produits agricoles et alimentaires chinois.

Vu le caractère plutôt modeste des objectifs industriels du premier plan quinquennal, il est peu probable qu'ils ne soient pas totalement atteints et même dépassés. Les vrais problèmes que pose l'industrialisation commençante de la Chine sont situés ailleurs, plus précisément dans le domaine social.

Un plan est une orientation économique générale qui, en s'accomplissant de telle ou telle manière, comporte des implications sociales profondes. On retrouve en Chine, sous une autre forme, les mêmes problèmes de fond posés par l'industrialisation de l'URSS lors de la période du premier plan quinquennal : critère **qualitatif** et non seulement **quantitatif** de l'accomplissement des objectifs du plan ; proportions et rythmes entre l'industrie lourde, l'industrie légère et l'agriculture ; rôle des masses dans l'éla-

(1) Ils utilisent maintenant tantôt le terme « révolution socialiste », tantôt « nouvelle étape de la révolution », comme synonymes.

(2) Trotsky et l'Opposition de gauche dans le P.C. de l'URSS ont imputé à Staline le retard de 5 ans qui fut apporté à l'élaboration et l'application du premier plan quinquennal, possible et nécessaire selon eux dès 1923 déjà.

(3) Désignés, installés et équipés par l'URSS.

boration et l'exécution du plan ; conception générale du plan.

En général, les objectifs **quantitatifs** du plan chinois sont atteints chaque année, mais au détriment de la **qualité** Durant les deux premières années la directive générale était de remplir coûte que coûte le plan, ce qui amenait les entreprises à forcer la vapeur vers la fin de chaque année, au détriment des machines, des hommes et de la qualité des produits. Dans les déclarations des dirigeants chinois et de la presse du pays les exemples ne manquent pas illustrant ces méfaits : 12 % de déchets aux machines de construction ; 20, 30, 45 % aux médicaments et aux produits chimiques ; une chaudière qui explosa à Tientsin en avril dernier dans la première usine d'Etat, tuant huit ouvriers, blessant 69 autres, malgré les avertissements répétés des ouvriers depuis 1951 pour en ménager l'usage, etc...

Il y a eu des protestations et des réclamations pour obtenir des objectifs et des rythmes plus adaptés aux possibilités. Jusqu'au début de cette année encore, l'attitude de l'administration envers ces manifestations se résumait en cette ligne exposée par l'officiel « Quotidien du peuple » : « Quand ils voient que le plan ne peut pas être rempli, ils demandent que ses objectifs soient limités. Ils accusent le plan d'être aventuriste et préconisent qu'on fasse seulement ce qui est possible. Certains vont même jusqu'à préconiser qu'il faut apprendre à l'expérience de ces deux dernières années. Un tel raisonnement est erroné. Remplir le plan, c'est un devoir sacré ».

Mais en mai 1955 un autre son de cloche commence à se faire entendre dans ce même journal : « Dans les deux dernières années nous avons commis l'erreur d'avancer aveuglément dans la construction de base, dépassant par trop largement notre fonds de capital et compromettant ainsi nos projets-clés. Nous n'avons pas assez énergiquement corrigé nos erreurs. La construction de projets non essentiels continue toujours.»

Dès juin de cette année, des directives sérieuses ont été données pour **économiser et réduire les gaspillages** de toute sorte. Les cas de mauvais calculs en tout genre de constructions et projets sont apparus très répandus et blâmables. Plusieurs bâtiments et projets établis par les Soviétiques n'ont pas manqué d'être caractérisés comme étant par trop coûteux et non essentiels. Les exemples de gaspillage abondent dans les discours des dirigeants et dans la presse : appareils bureaucratiques hypertrophiés dans certains ministères, stocks d'aliments avariés, machines non utilisées du tout (y compris dans l'industrie lourde), etc...

La question des **proportions et rythmes** entre l'industrie lourde, l'industrie légère et l'agriculture est résolue dans le premier plan quinquennal de façon décisive en faveur de l'industrie lourde, comme lors du premier plan quinquennal en URSS. « Est-il juste, se demanda le rapporteur du plan devant l'Assemblée nationale, que l'industrie légère absorbe un pourcentage si faible (11,2 %) du total des investissements destinés à l'industrie ? » Il répond en affirmant la priorité incontestable à donner à l'industrie lourde et l'existence d'une capacité de production de l'industrie légère en Chine, « inutilisée » « faute de matières premières ». Il conclut sur la nécessité d'augmenter la production de celles-ci grâce aux progrès de l'agriculture, sans laquelle de nouveaux investissements dans l'industrie légère sont superflus.

Mais, d'autre part, les objectifs agricoles du plan paraissent des plus modestes et ne permettent pas d'espoirs exagérés dans un développement tant soit peu harmonieux de l'industrie légère pendant toute la période du premier plan quinquennal.

En réalité, la direction chinoise a fait un choix délibéré en sacrifiant, au développement rapide de l'industrie lourde, aussi bien l'industrie légère que l'agriculture.

Grâce à une limitation et à une réglementation strictes de la consommation, comme nous l'avons déjà noté, elle espère obtenir à la fois la masse d'accumulation primitive nécessaire à l'industrialisation du pays, la stabilisation financière et le contrôle du marché. Une des principales raisons qui la poussent à « planifier » rapidement tous les secteurs de l'économie, y compris celui de l'agriculture, de l'industrie et du commerce privés, (4) réside dans la nécessité où se trouve l'Etat d'accroître ses ressources tout en équilibrant le processus dynamique inégal entre l'offre de produits industriels et agricoles et la demande des consommateurs.

Le mouvement accéléré de coopération dans l'agriculture, l'artisanat, ainsi que les formes de « capitalisme d'Etat » (de contrôle accentué et de cogestion par l'Etat dans les entreprises privées et le commerce), font partie de ces préoccupations. Mais, pour le moment, toutes ces mesures sont surtout d'ordre **administratif** et nullement d'ordre **technique et économique.** Elles ne viennent à bout du déséquilibre et des difficultés fondamentales que de manière limitée et provisoire, en les déplaçant vers d'autres sphères.

Nous reverrons mieux tout cela en examinant plus particulièrement le domaine de l'agriculture.

(4) Parallèlement à l'accélération du mouvement coopératif dans l'agriculture, on assiste actuellement à l'accélération de la mise de l'industrie privée et du commerce sous le contrôle et la cogestion de l'Etat. En 1953, le gouvernement estimait qu'il y avait alors en Chine quelque 45.000 « entreprises capitalistes industrielles » employant 1,5 million de personnes. Le « commerce capitaliste » de détail et de gros employait 2,2 autres millions de personnes. Dans l'éditorial du *Quotidien du Peuple* du 22 novembre 1955 qui annonce l'accélération des mesures de « capitalisme d'Etat », on affirme que plus de 1.900 entreprises capitalistes privées sont passées sous le nouveau régime. L'Etat se propose, écrit ce journal, d'acheter graduellement les entreprises privées, économisant ainsi entre autre « plusieurs centaines de millions de yuan » par an, que représentent les profits touchés actuellement par les capitalistes privés.

COMMENT EST ENVISAGEE LA COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE

Vu le manque presque total, déjà noté, des bases **techniques et économiques** adéquates pour une véritable collectivisation de l'agriculture, le rapporteur du plan quinquennal s'est limité à la coopération agricole de production « dans sa forme primaire actuelle » à laquelle il fixait comme but d'englober à la fin de 1957 un tiers des quelque 110 millions de propriétés individuelles que compte actuellement la Chine. Il y avait à ce moment (été 1955) 650.000 coopératives agricoles de production englobant environ 17 millions de paysans, soit 15 % de l'ensemble.

Mais au 10 novembre courant, les autorités chinoises annonçaient un chiffre de 1.240.000 coopératives déjà formées, afin de justifier la nouvelle ligne donnée en ce domaine par Mao Tse Tung presonnellement, annoncée pour la première fois dans un rapport du 31 juillet dernier (5) et entérinée ensuite par le 6e Plenum du C.C. du P.C. chinois qui s'est tenu le 11 octobre 1955.

Le rapport de Mao Tse Tung, dans lequel celui-ci revise en réalité les objectifs fixés par le plan quinquennal devant l'Assemblée nationale, fut présenté alors que celle-ci siégeait encore. Si le rapport n'est devenu public qu'en octobre, ceci ne s'explique probablement que par le souci de la direction chinoise de ne pas affoler les paysans pendant la période des récoltes et d'obtenir d'eux la totalité des livraisons escomptées. Le rapport de Mao repris dans ses points essentiels par la résolution adoptée lors du Plenum d'octobre sur la « coopération agricole », est à plusieurs égards révélateur et important. Il frappe tout d'abord par la modération de son ton ,explicatif, pédagogique, tout en polémiquant constamment contre des « camarades », accusés cependant d'être « sur les positions de la bourgeoisie, des koulaks ou des paysans moyens aisés, qui penchent vers la spontanéité bourgeoise et qui défendent les intérêts d'une minorité relativement peu importante. »

Il devient évident, grâce à ce rapport, que toute une aile du parti, représentée dans le C.C. même, voulait, avant « d'aller de l'avant », « consolider » les coopératives créées. Mao estime que cette tendance a tort de croire que le développement des coopératives a dépassé « les possibilités réelles » ou le « niveau de conscience des masses » ou « le niveau d'expérience des cadres », et de demander en face de la situation actuelle « très dangereuse » « de mettre immédiatement pied à terre » si on ne veut pas provoquer « la rupture de l'alliance des ouvriers et des paysans ».

Il donne l'explication suivante de la **nécessité absolue** d'aller de l'avant dans le mouvement coopératif de l'agriculture : « La situation en Chine est la suivante : la population est énorme et la terre cultivée est insuffisante (il n'y a en moyenne que 3 mous de terre par habitant et dans de nombreuses provinces du sud un mou seulement ou quelques fens). (6)

« Parfois surgissent des calamités naturelles, les méthodes d'exploitation sont arriérées. Le résultat, c'est que même après la réforme agraire, la vie des larges masses paysannes améliorée, et parfois très considérablement, par rapport au passé, reste encore difficile ou bien pour beaucoup d'entre elles n'est pas aisée. »

C'est pourquoi, conclut Mao, « la majorité des paysans (60 à 70 %) sont pleins d'enthousiasme pour suivre la voie socialiste. »

A une autre place de son rapport, il donne une raison différente pour activer le mouvement coopératif. Il parle de la situation **sociale** actuelle à la campagne, après la réforme agraire : « A l'heure actuelle, il existe à la campagne la propriété capitaliste des koulaks et la propriété individuelle des paysans, infinie comme l'océan. Tout le monde a vu qu'au cours des quelques dernières années, les forces spontanées du capitalisme se sont développées de jour en jour à la campagne, que partout sont apparus de nouveaux koulaks et qu'un grand nombre de paysans aisés aspirent à devenir des koulaks.

« Une multitude de paysans pauvres continue à connaître le besoin à cause du manque de moyens de production, les uns se sont enfoncés dans des dettes, d'autres vendent la terre ou l'afferment.

« Si cela continue le partage de la campagne en deux pôles ira inévitablement en s'approfondissant de jour en jour. »

Mao conclut que la solution est dans la transformation « socialiste », « progressive » « de l'agriculture dans son ensemble » au moyen des coopératives.

Mais de quelles coopératives s'agit-il ? De coopératives agricoles de production basées sur le système des parts et de la direction unie, où « la propriété privée de la terre et de certains autres moyens importants de la production y est conservée dans une grande ou même très grande mesure » (7).

En tout cas, en considérant ces coopératives comme étant « du type le plus simple », on n'hésite pas à les qualifier de « semi-socialistes ».

Il est cependant facile de comprendre que, basées sur l'apport **inégal** des terres en **quantité** et **qualité** (dont il faut tenir compte pour la rétribution), des bêtes, des outils et de la main-d'œuvre, et en l'absence de la propriété collective de la terre et d'une mécanisation adéquate, de telles coopératives ne peuvent automatiquement ni éliminer les reclassements sociaux dans leur sein, ni assurer des avantages palpables à leurs membres et un développement supérieur de la production. Les seules mesures **administratives** prévues par la résolution d'exclure dans certains cas les koulaks

(5) A la Conférence des secrétaires régionaux du Parti.

(6) 1 mou = 0,06 ha ; 1 fen = 0,1 mou.

(7) Résolution sur la « coopération agricole ».

et les paysans aisés de telles coopératives ne suffisent pas à assurer leur évolution « socialiste » normale.

La question fondamentale est d'ordre **technique** et **économique** : une industrie lourde capable de fournir des machines et des engrais pour une culture **intensive**, plus nécessaire en Chine que nulle part ailleurs, vu l'exiguité de la terre ; une **industrie légère** capable de fournir aux paysans, en échange de leurs produits, des produits industriels de première nécessité. Mao renverse la question quand il dit dans son rapport qu'aussi bien pour le développement de l'industrie lourde que de l'industrie légère, il est nécessaire d'accroître la production agricole.

C'est une manière unilatérale de comprendre les **rapports complexes**, les interactions entre les trois branches. L'accroissement de la production agricole est lui-même conditionné par l'apport possible de l'industrie lourde et de l'industrie légère. D'autre part, c'est une vue unilatérale que de considérer que l'industrie se développe dans les proportions où se développe la production agricole. Le vrai rapport entre les deux est plus complexe, l'industrie créant dans une certaine mesure son propre marché.

La solution se trouve en réalité dans un **développement harmonieux** entre les trois branches de l'économie, tout en accordant à l'industrie lourde une priorité relative. Sinon on risque de créer dès le début une disproportion, un déséquilibre fondamental dans l'économie, source de crises d'une nouvelle nature et qui deviendront d'autant plus évidentes, amples et inévitables qu'un certain développement économique se réalisera.

C'est en cela que consiste toute l'expérience de la reconstruction économique en URSS dans l'ère stalinienne.

Ceci en se plaçant d'un point de vue purement économique. Mais, en réalité, le plan n'est pas une simple opération économique détachée du social. Ses implications sociales sont profondes et touchent au caractère et à la stabilité du pouvoir politique. Nous abordons ici la question de la conception générale du plan et de ses perspectives.

LA CONCEPTION GENERALE DU PLAN ET SES PERSPECTIVES

Les dirigeants chinois sont conscients du fait que l'accomplissement du plan signifie en réalité une nouvelle phase dans la lutte de classe en Chine qui continue, quoique sous d'autres formes que par le passé. Ils insistent sur l'aggravation de cette lutte et appellent à une « vigilance accrue » et au maintien d'une « discipline de fer » dans les rangs de leur parti.

Mais si tout cela n'est fait que pour justifier l'épuration de boucs émissaires à la Kao Kang ou à la Hou Feng et autres « contre-révolutionnaires » et pour cimenter par la terreur un monolithisme bureaucratique dans le parti, les déboires de cette politique seront rapides et désastreux comme en URSS.

La Chine va au devant d'une transformation sociale profonde dans des conditions matérielles et techniques encore très insuffisantes. Ceci comportera des sacrifices très grands de la part des masses paysannes et ouvrières, qui ne pourront les supporter à la longue que dans la mesure où la réalisation du plan sera liée à une amélioration réelle, fut-elle lente et restreinte, mais constante de leur niveau de vie, et à leur participation démocratique dans l'élaboration et l'application du plan.

Nous avons déjà parlé du rationnement étendu à peu près maintenant à tout le pays et de la stricte réglementation à laquelle l'Etat procède pour l'achat et la vente des grains. Les ouvriers, s'ils jouissent pour la première fois dans l'histoire de la Chine d'un minimum vital assuré, sont cependant prévenus qu'une importante amélioration ultérieure de leur niveau de vie ne doit être escomptée que sur la base d'une augmentation de la production et de la productivité.

Quant aux paysans, tout en leur affirmant que le plan doublera leur pouvoir d'achat (ce qui ne découle pas du tout du taux réduit de l'augmentation escomptée de la production agricole), on les soumet aux rigueurs des livraisons obligatoires de leurs surplus agricoles, pratique qu'ils n'avaient jamais connue dans le passé.

Il faut croire que ces livraisons ne se font pas toujours sur la base d'une juste évaluation des besoins minima des paysans et qu'elles provoquent une sérieuse résistance de leur part. Selon le ministre de l'alimentation, les paysans n'étaient obligés de remettre à l'Etat que 18 % seulement de leur production de grains de 1954. Mais en réalité le gouvernement a pris 44,65 millions de tonnes sur un total de 146 millions de tonnes, soit plus de 30 %. L'Etat se prépare à acheter 80 à 90 % du surplus de grains cet automne, livrés obligatoirement par les paysans (8).

La centralisation obligatoire des achats de grains par l'Etat fut nécessaire, selon Chen Yun, vice-premier ministre, « parce que l'Etat ne saurait avoir toute la quantité de grains qu'il désirait en achetant au marché (libre) comme auparavant. La consommation des paysans a augmenté et ils ne sont pas plus pressés de vendre leurs surplus. »

(8) Le *Quotidien du Peuple*, du 8 septembre 1955, déclare que le total des achats de grains par l'Etat cette année a été largement plus réduit que celui de l'an dernier et restera inchangé jusqu'à la fin du plan. La production de grains de cette année est estimée à 180,4 millions de tonnes, celle de 1957 atteindra 192,8 millions de tonnes. Le journal estime que, sur cette base, chaque membre d'une famille paysanne recevra, en 1957, 25 kilos de grains de plus qu'en 1955.

En réalité, les paysans trouvent que le prix d'achat n'est pas avantageux et que l' argent reçu ne peut se réaliser en marchandises industrielles qui manquent encore sur le marché. Ils s'efforcent de dissimuler leurs surplus, « en faisant la queue devant les magasins d'Etat afin de prétendre qu'ils n'en ont pas assez, ayant peur que le gouvernement ne leur en demande davantage ».

Les paysans sont soumis d'autre part à la pression du mouvement coopératif accéléré. S'il est vrai qu'aussi bien Mao dans son rapport que la résolution du 6e Plenum insistent beaucoup sur le caractère « volontaire » de l'adhésion des paysans aux coopératives, sur la préparation et sur toute la souplesse nécessaires à employer pour éviter les dangers d'une coopération bureaucratique, il est toujours à craindre les « erreurs » commises en ce domaine aussi bien lors du premier plan quinquennal en URSS que déjà dans certains cas locaux en Chine même (de l'aveu même de Mao).

Mao veut bien admettre ce danger, mais, à l'exemple de « l'Histoire du Parti communiste de l'URSS », il l'attribue aux fonctionnaires et aux membres subalternes chargés de l'application. En réalité, dans le cas où l'extension formelle du mouvement coopératif ne va pas de pair avec une réelle consolidation **technique** et **économique** des coopératives et une organisation démocratique, on risque d'assister au même phénomène de polarisation sociale entre paysans pauvres d'un côté, koulaks et paysans riches de l'autre ,au sein des coopératives.

Que fera alors l'Etat ? Déclenchera-til à la manière de Staline la « deuxième révolution sociale » dont parle « l'Histoire du P.C. (b) », d'expropriations violentes physiques des koulaks par les forces répressives de l'Etat, celles du parti et celles des paysans pauvres ? Une telle éventualité en Chine amènerait le régime dans une crise des plus graves et risquerait de favoriser les desseins interventionnistes de l'impérialisme.

Il faut espérer que la direction chinoise connaît mieux que par la version stalinienne de « l'Histoire du P.C. (b) » ce qui s'est passé exactement en URSS lors de la collectivisation forcée qui eut lieu pendant le premier plan quinquennal et le déséquilibre profond, chronique que cette opération a laissé depuis lors dans l'économie soviétique. La collectivisation effective de l'agriculture chinoise est une tâche de longue haleine et ne s'accomplira que selon les possibilités **techniques** et **économiques** fournies par le développement de l'industrie lourde et l'industrie légère.

Dans son rapport, Mao esquisse une perspective inspirée par le « socialisme dans un seul pays » qui envisage la reconstruction socialiste de la Chine se faisant en quelque sorte en vase clos, essentiellement grâce aux ressources propres du pays, pour toute une période historique. « A la fin de la dernière année du premier quinquennat, vers le début de la première année du second, c'est-à-dire au printemps 1958, près de 250 millions d'hommes dans tout le pays, soit près de 55 millions de foyers paysans, auront rejoint des coopératives de type semi-socialiste. Cela représentera la moitié de toute la population rurale... En ce qui concerne les exploitations de l'autre moitié de la population rurale, les transformations semi-socialistes seront achevées pour l'essentiel au cours de la première moitié du second quinquennat, c'est-à-dire vers 1960... **Au cours du premier et du deuxième quinquennat les transformations sociales resteront le contenu fondamental des transformations à la campagne, et les transformations techniques seront secondaires... Au cours du troisième quinquennat, la transformation de la campagne consistera à réaliser en même temps les transformations sociales et techniques... Pour achever à l'échelle de tout le pays l'essentiel des transformations techniques dans l'agriculture, il faudra probablement quatre ou cinq quinquennats, soit environ 20 à 25 ans.** » (souligné par nous).

Ce n'est qu'à partir du moment où sera achevé « l'essentiel des transformations techniques dans l'agriculture » que commencera sa **collectivisation effective** de type semi-socialiste, c'est-à-dire **en kolkhoz largement mécanisés.**

Pour que ce temps arrive au plus vite et que la Chine se voie ainsi épargnée les rigueurs d'un rationnement très strict et les dangers découlant d'une lutte sociale aigue, il est nécessaire de concevoir la construction du socialisme en Chine non pas comme un processus national autonome, mais comme une partie intégrante tout d'abord de l'ensemble des Etats ouvriers actuellement existants, et du monde entier conquis au plus vite par la révolution.

La Chine a besoin de l'aide matérielle internationale. Abandonnée à elle même, elle fera des pas en avant certainement gigantesques, mais, à quelle allure, au prix de combien de sacrifices et de dangers ! Seule la révolution triomphante dans les pays capitalistes avancés et une planification d'ensemble de l'économie de tous les Etats ouvriers existants peuvent modifier radicalement les conditions dans lesquelles s'engagent l'industrialisation et la collectivisation de la Chine.

En particulier l'apport de la révolution en Angleterre et en Allemagne peut s'avérer de toute première importance pour la reconstruction socialiste de la Chine, tout en donnant une perspective réelle à la révolution dans ces pays.

Novembre 1955.

E. GERMAIN

En U.R.S.S., " le cours nouveau " atteint les usines

La mort de Staline a soulevé la chape de plomb qui pesait sur la société soviétique. Les interdits jetés sur la discussion dans tous les secteurs de la vie sociale furent précipitamment levés. La bureaucratie, ou plus exactement l'appareil bonapartiste dominant de cette bureaucratie, ne pouvait gagner un répit devant le mécontentement qui montait de toute part qu'en lâchant du lest et en accordant quelques-unes des demandes les plus pressantes du peuple : moins d'arbitraire policier, plus de biens de consommation, plus de liberté de critique.

A vrai dire, la mort de Staline n'avait fait que précipiter un processus qui mûrissait déjà pendant les dernières années de la vie du dictateur. Les causes de ce processus ont été souvent mises en relief. Avec l'essor d'après-guerre de l'industrie soviétique, avec les victoires internationales remportées par la révolution, les rapports de forces entre bureaucratie et prolétariat commençaient à se modifier aux dépens de la première et en faveur du second. Dans ces conditions, la dictature était placée devant des difficultés croissantes pour maintenir la toute-puissance de la caste régnante. Il devenait de plus en plus difficile d'utiliser les mêmes moyens de gouvernement qui avaient paru efficaces à l'époque de l'épuisement, de l'apathie et de l'atomisation de la classe ouvrière. La terreur était arrivée à une frontière objective qu'elle ne pouvait plus traverser qu'en se retournant contre ses propres maîtres.

En donnant cette analyse du « cours nouveau » introduit en URSS depuis la mort de Staline, nous avions cependant toujours pris soin d'insister sur deux facteurs supplémentaires. Nous avions d'abord insisté sur le fait que le « cours nouveau » n'était pas un processus d'auto-réforme de la bureaucratie mais la substitution d'une forme modifiée de dictature à une forme dépassée par les rapports de forces actuels. Le but de Malenkov, de Khrouchtchev et de Bulganine, ce n'est pas la liquidation mais la conservation de cette dictature. Nous avions ensuite insisté sur le fait que l'importance de ce « cours nouveau » consiste en ceci qu'il ne peut représenter qu'une étape transitoire, pendant laquelle chaque couche sociale en URSS, ayant obtenu la possibilité d'articuler ses demandes propres, se préparerait à une bataille décisive à venir.

Les thèses sur « la Montée et le Déclin du Stalinisme », adoptées par le 4e Congrès Mondial de la IVe Internationale, déclarent à ce sujet :

« Le « libéralisme » était censé satisfaire toutes les couches de la population : les masses, parce qu'elles souffraient le plus de la dictature policière ; les sommets de la bureaucratie, parce qu'ils se sentent libérés de la hantise d'une nouvelle vague d'épurations arbitraires ; les couches inférieures de la bureaucratie, parce qu'elles espèrent être associées plus étroitement à l'exercice du pouvoir. Mais si pour la bureaucratie ces mesures devraient pouvoir consolider sa base pour défendre ses privilèges, le prolétariat cherche à les utiliser pour mettre ces privilèges en question. Après une première phase d'attente, d'espoir et d'euphorie, les deux tendances divergentes ont déjà commencé à se heurter. »

Ces deux tendances sont nettement apparues et ont commencé à se heurter ouvertement dès que le «cours nouveau» a atteint le domaine crucial des salaires, des primes et de l'organisation des compétences à l'intérieur des usines.

LA CONFERENCE INDUSTRIELLE DE MAI 1955

C'est de deux directions différentes que ces problèmes si explosifs pour la dictature bureaucratique ont été soulevés en URSS. La discussion économique, qui a précédé et accompagné l'élaboration du sixième plan quinquennal, a amené des économistes à soulever le problème de la rétribution de la main-d'œuvre, du stakhanovisme, du travail aux pièces avec primes progressives, etc... Sans dire que ce fut une discussion théorique et sans fermer les yeux devant la nature encore fondamentalement pragmatique de ce débat, il est cependant incontestable que de jeunes théoriciens soviétiques ont été amenés à soulever l'ensemble du problème de l'inégalité sociale existant en URSS — et que certains ont même découvert dans cette inégalité la contradiction fondamentale de la société soviétique (1).

Par ailleurs, les « praticiens », avant tout les sommets de la bureaucratie, se sont rendu compte que tout le système existant de rétribution de la main-d'œuvre était devenu un obstacle à l'accroissement de la productivité du travail. L'Opposition de gauche et le mouvement trotskyste international avaient fait la même constatation depuis fort longtemps. Mais les manifestations pratiques **du manque de rentabilité économique** de l'inégalité sociale en URSS ont pu être masquées pendant toute une époque par l'introduction massive d'une technique nouvelle dans l'industrie soviétique. C'est précisément dans la mesure où l'industrie soviétique atteint le niveau technique moyen des pays capitalistes d'Europe occidentale, où la main-d'œuvre soviétique atteint une qualification moyenne comparable à celle des travailleurs des pays avancés, que le système des salaires manifeste pleinement son rôle de frein du progrès économique en URSS.

La conférence industrielle de mai 1955, qui réunit à Moscou une partie importante de la bureaucratie « économique » et de l'aristocratie du travail, pouvait devenir l'occasion pour les dirigeants de vérifier sur le vif ces conclusions pratiques.

On y cita les exemples, déjà familiarisés par le XIXe Congrès du PC soviétique, de l'énorme gaspillage qu'implique la gestion bureaucratique en URSS. On y révéla qu'année après année, plus d'un tiers des entreprises ne réalisent pas le plan. On y souligna surtout l'apparition d'un nouveau goulot d'étranglement, celui de la pénurie de charbon, déterminé — parallèle inquiétant avec les pays d'Europe occidentale ! — par une stagnation du rendement, malgré la modernisation forcenée des installations. Ainsi, depuis 1940, le nombre des machines employées dans les charbonnages soviétiques a été décuplé, et néanmoins la productivité du travail fut en 1955 à peine supérieure au niveau de 1940 (« Pravda », 17 juillet 1955).

La conférence se conclut par un appel aux travailleurs d'URSS, les incitant à accroître la productivité du travail. Mais quelques jours après la fin de la conférence, le gouvernement soviétique décida de constituer deux commissions d'Etat, l'une dirigée par Kaganovitch pour l'étude des questions du travail et des salaires, l'autre par Malychev, pour l'étude des questions de la technique moderne. Il semble certain que la commission dirigée par Kaganovitch étudie la revision de l'ensemble du système des salaires, instauré, comme l'a rappelé à juste titre Isaac Deutscher, sous l'égide du même Kaganovitch.

REVENDICATIONS OUVRIERES...

Jusqu'à maintenant, aucune publicité n'a été donnée aux travaux de cette commission. On pourrait tout au plus en trouver des indices dans quelques articles publiés par des revues spécialisées — qui ne sont pas lues par les larges masses. Cependant, si nous voulons nous rappeler ce qui s'est passé lors de la controverse économique sur la « primauté absolue du développement de l'industrie lourde par rapport au développement de l'industrie légère » ; si nous voulons nous rappeler les plaintes sur le comportement « bourgeois » des bureaucrates, sur leur népotisme, sur les excès de leur « jeunesse dorée », il est probable que l'équipe Bulganine-Khrouchtchev s'efforcera d'exploiter à son avantage le désir d'une plus grande égalité éveillée chez des millions de citoyens soviétiques par les premières manifestations encore timides d'un esprit de critique sociale.

Dans certaines démocraties populaires, comme en Roumanie, le « cours nouveau » avait été marqué dès le début par la suppression de toute allusion au phénomène des stakhanovistes détestés par les ouvriers, voire par la suppression du phénomène lui-même. Bien des signes laissent prévoir que l'URSS suivra en cette matière l'exemple de ces démocraties populaires. Là aussi, les allusions au stakhanovisme ont disparu depuis pas mal de temps déjà de la propagande officielle. L'accent est mis exclusivement sur la « compétition socialiste par groupes », soit à l'intérieur d'une entreprise, soit entre diverses entreprises. L'accroissement du nombre des ouvriers qualifiés et l'emploi d'un équipement de plus en plus perfectionné qui supprime la possibilité d'une division de travail entre « travailleurs de choc » et manœuvres — division de travail qui fut, comme on sait, la base du stakhanovisme — enlèvent toute base objective au stakhanovisme. Aussi, les sommets de la bureaucratie peuvent-ils sans grands frais rencontrer une vieille revendication ouvrière en obtempérant au désir d'en finir avec la division des travailleurs en privilégiés et parias.

Une autre revendication ouvrière, celle d'une participation plus directe des travailleurs à l'élaboration des plans, à leur exécution et à leur contrôle, a par contre peu de chances d'être satisfaite.

En Allemagne orientale, la rentabilité de plus en plus déficiente des entreprises avait amené les dirigeants staliniens à faire quelques dangereuses expériences de « révélation des comptes économiques » dans des assemblées générales d'usine. La presse stalinienne elle-même dut rapporter « la consternation » et « l'indignation » dont les ouvriers firent état lorsqu'ils apprirent les pertes terribles provoquées par l'administration bureaucratique. Les confrères soviétiques d'Ulbricht et de Grotewohl auront certainement estimé ces expériences à leur juste valeur. « Mettre en danger le principe de la direction unique à l'entreprise », c'est jouer avec la dynamite dans la société soviétique.

C'est pourquoi les faibles voix qui se sont élevées dans ce sens à la conférence industrielle mentionnée ci-dessus, et la petite publicité donnée à « l'élaboration collective du plan par les travailleurs de l'usine Staline à Leningrad », ne devraient pas amener à la conclusion qu'on peut s'attendre à des expériences surprenantes de ce côté-là.

(1) Voir n° d'octobre 1955 de *Quatrième Internationale* : « Le Manuel soviétique d'Economie politique ».

...ET REVENDICATIONS BUREAUCRATIQUES

Bien au contraire. Alors que ces voix s'élevèrent de façon à peine perceptible, la bureaucratie réclama d'une voix de stentor de nouveaux droits et une confirmation juridique plus formelle encore de ses prérogatives à l'intérieur de l'usine. Et elle eut la satisfaction de voir ses revendications reprises par le chef officiel du gouvernement, lui-même directeur d'entreprise pendant une période importante de sa carrière. Il est symbolique que la seule interruption rapportée dans le texte que la « Pravda » publia du rapport économique de Bulganine devant le Comité Central du 4 juillet 1955, fut le cri « très juste » qui salua sa phrase insolente : « Il faut dire un mot sur les droits ou plutôt le manque de droits (!) des directeurs d'entreprise ».

En réalité, à l'occasion de la conférence industrielle et des discussions qui la précédèrent et l'accompagnèrent, les bureaucrates soviétiques ont avancé avec plus de précision que les ouvriers, et pour cause, leurs propres revendications sociales, qu'on pourrait résumer de la façon suivante :

1) «Pourquoi les entreprises n'auraient-elles pas le droit d'employer une partie des profits réalisés au-delà des prévisions du plan, dans le but d'effectuer des travaux d'investissements supplémentaires ? » (article de G. Grabovski, directeur des usines de construction mécanique de l'Oural, « Pravda » du 20 mai)

2) « Il est nécessaire de modifier la règle selon laquelle le directeur ne peut, sans une décision du ministère, se défaire (c'est-à-dire vendre) de l'équipement démonté, ni construire de l'équipement nouveau dans le sens d'une modernisation de la technique » (P.P. Pronin, premier avocat de l'usine d'automobiles « Staline » de Moscou dans « Soviétskoié Gosudarstvo i Pravo » fascicule n° 4 du volume 1955).

3) « Le plan doit prévoir des moyens que le directeur peut distribuer librement (!) pour inciter les ouvriers à améliorer le rendement » (d°).

4) « Il faut donner au directeur le droit d'enlever au fonds de roulement de façon provisoire des sommes... pour l'amélioration de la technique... Il faut accroître la part des profits réalisés au-delà des prévisions du plan qui va vers le fonds du directeur jusqu'à 50 et 70 %» (D.D. Beletski, sous-chef de section dans le ministère pour la construction de machines et appareils de l'Union soviétique , même revue).

5) « Il faut élaborer dans un bref délai un statut modèle des droits du directeur d'entreprise » (Grabovski, n° précité de la « Pravda », et le directeur de l'usine de caoutchouc de Moscou, « Pravda », 8 août 1955).

Nous retrouvons d'ailleurs la plupart de ces revendications dans le rapport de Bulganine devant le Comité Central.

Il s'agit, bien entendu, d'une confirmation juridique de droits acquis en pratique plutôt que de la revendication de privilèges nouveaux. Formellement, le fonds de roulement de l'entreprise soviétique ne peut être employé que pour le paiement des salaires et l'achat de certaines matières premières. Tout achat et toute vente de moyens de production fixes exige un accord préalable des instances centrales et un paiement par comptes bancaires et non par argent liquide. De ce fait, les instances centrales contrôlent et centralisent les investissements réels effectués dans l'industrie. En pratique cependant, et malgré les condamnations graves prononcées notamment en 1940-41, les directeurs soviétiques ont à maintes reprises acheté et vendu des pièces d'équipement d'importance secondaire — ne fût-ce que parce que sans cette violation du plan, la réalisation du plan leur serait impossible.

Néanmoins, la satisfaction apparemment accordée par le gouvernement à ces demandes de confirmation juridique d'une pratique bureaucratique courante, et surtout l'éventuelle satisfaction donnée à la demande des bureaucrates d'accroître le fonds du directeur — la source essentielle des « surprofits » obscurs des bureaucrates — représenterait un succès indéniable pour la bureaucratie, et un affront clair pour les travailleurs, dont les éléments les plus avancés réclament précisément l'évolution en sens inverse !

SYSTEME DE PRIMES ET MENACE D'INFLATION

Les desseins que poursuivent les chefs staliniens en réexaminant le système des salaires en vigueur ne semblent pas non plus inspirés par le désir d'améliorer dans l'immédiat les salaires réels de la masse des travailleurs, ou d'accroître à nouveau la part des salaires dans le revenu national soviétique.

Nous avons plutôt l'impression que, poursuivant sur un terrain plus pratique le débat théorique sur la « priorité du développement de l'industrie lourde », ils visent limiter la part des salaires dans ce revenu national, et à reprendre en partie les avantages accordés en 1953-54 à la consommation.

Cette intention apparaît nettement d'un passage du discours précité de Bulganine qui déclare qu'

« **au cours des quatre dernières années, la productivité du travail s'est accrue dans l'industrie de 33 %, alors que les salaires réels ont augmenté de 37 %. Il faut par contre... que l'accroissement de la productivité du travail dépasse l'accroissement des salaires** ». («Pravda», 17 juillet 1955).

Le même Bulganine se livra d'ailleurs dans ce discours à une critique serrée du système des salaires en vigueur, auquel il attribua nettement la faute de cette hausse « excessive » des salaires... Dans toute une série de branches industrielles, la plupart des normes sont des

normes empiriques (normes moyennes) qui ne correspondent plus au niveau technique donné ; dans l'industrie de la construction mécanique, ces normes empiriques représentent même 70 % du total. Cela provoque une disproportion entre les tarifs officiels des salaires et les salaires effectivement payés. Partout, les ouvriers touchent des salaires dépassant largement ces tarifs.

Comme Bulganine parla du « point de vue du consommateur qui prévaut à tort » — paroles fatidiques ! — il est clair qu'il propose en termes à peine voilés un accroissement général des normes et une baisse des salaires nominaux...

Ce point de vue apparaît avec plus de clarté encore dans un article spécialement consacré à la question des salaires, paru dans la « Pravda » du 27 septembre 1955. Dans cet article, il est dit que dans la plupart des branches industrielles les salaires effectivement payés sont presque le double des salaires tarifaires de base, du fait que les normes ont été « artificiellement bloquées » à un niveau déterminé des salaires. Il réclame ouvertement une révision générale des normes en rapport avec les progrès techniques réalisés. Il ajoute que le Comité Central de juillet 1955 a décidé d'établir un lien direct entre le fonds des salaires de chaque entreprise et la réalisation du plan par cette entreprise. Si une entreprise paye davantage de salaires que prévu par le plan, elle doit économiser dans les 3 à 5 mois cette somme par des réductions des prix de revient, — sinon elle se verra couper les fonds.

Mais si le gouvernement prépare effectivement le relèvement général des normes pourquoi remet-il en question par la même occasion le système des travailleurs de choc et du travail aux pièces à primes progressives ? C'est que les deux phénomènes sont étroitement liés l'un à l'autre. Le système de salaire actuellement en vigueur prévoit un salaire de base généralement très bas (quelquefois en dessous du minimum vital) que touchent les ouvriers qui ne réalisent pas la norme. La réalisation de la norme entraîne une première prime considérable. Le dépassement, même léger, de la norme implique une nouvelle prime, plus considérable encore. Le résultat de ce système est clair : une augmentation relativement modeste de la production entraîne un accroissement considérable des dépenses de salaires des entreprises. Paradoxalement, une augmentation de la production peut signifier non pas un abaissement mais un accroissement du prix de revient !

Le professeur Svorikine décrit (« Pravda », 13 août 1955) les résultats absurdes de ce système dans l'industrie charbonnière. Le contrat collectif en vigueur dans cette industrie prévoit pour environ 40 % des ouvriers du fond le système de salaires suivant : s'ils réalisent 80 % de la norme, ils touchent le salaire de base ; s'ils réalisent la norme à 100 %, ils touchent **le double** du salaire de base ; s'ils dépassent la norme, ils touchent **le triple** du salaire de base ! Un autre groupe de mineurs touche le salaire de base s'il réalise la norme à 90 % ; s'il la réalise à 100 %, il touche 150 % du salaire de base ; s'il dépasse la norme, il touche le **double** du salaire de base.

Passons sur les inégalités monstrueuses qu'un tel système implique ; on voit immédiatement ses conséquences financières effarantes que le professeur Svorikine met d'ailleurs lui-même en relief.

Si un charbonnage réalise son plan à 108 %, le prix de revient du charbon dépasse alors par tonne de 8,01 roubles le prix de revient réalisé au cas où le plan est exactement atteint et de 18,33 roubles le prix de revient obtenu si l'on n'a réalisé le plan qu'à 99 %. On voit d'ici à quelles manipulations se livrent les directeurs pour satisfaire à la fois la demande d'accroissement de la production et de réduction des prix de revient ! Svorikine parle même de directeurs qui cherchent consciemment à diminuer le rendement, afin de ne pas perdre leurs primes pour réduction des prix de revient...

L'exemple cité par un autre journal soviétique (« Komsomolskaia Pravda », 23 juillet 1955) révèle un dernier aspect de la façon dont le système des primes a été poussé jusqu'à l'absurde. Il cite l'exemple d'une fonderie dans laquelle 180 des 212 salariés touchent des primes... D'autres exemples du même genre sont couramment dénoncés par la presse soviétique.

Le rapport logique entre la tendance vers l'abolition ou la réduction des primes d'une part et la tendance à l'augmentation des normes d'autre part paraît maintenant clair. Ce sont deux aspects d'un même dessein qui vise à réduire la masse totale des salaires payés (par rapport à un niveau déterminé de production) et par l'augmentation des normes, et par la réduction des primes progressives, et par une refonte du système des salaires dans lequel le salaire de base se rapprochera du salaire effectivement payé.

Pareille refonte d'ensemble aurait en outre l'avantage de voiler une opération de **réduction effective des salaires globaux** par un mouvement d'**accroissement considérable des salaires de base.** Le régime aura bien besoin d'utiliser de tels subterfuges pour faire accepter sans protestations la réforme prévue...

VERS UNE EPREUVE DE FORCE IMPORTANTE

Lorsque Bulganine et Khrouchtchev remplacèrent Malenkov, nous avions émis l'hypothèse que sur le plan économique, le « cours vers le consommateur » inauguré par Malenkov était allé trop loin pour le régime bureaucratique, et risquait de précipiter une tendance inflationniste sans une révision d'ensemble du plan, inacceptable pour la dictature. Nous avions également émis l'hypothèse que diverses mesures tendraient à éponger le pouvoir d'achat excédentaire dis-

tribué par Malenkov. En vérité, l'hypothèse d'une légère hausse des prix alimentaires, après les baisses consécutives des années précédentes, vient d'être confirmée par une enquête sérieuse de la revue française « Études et Conjonctures » (avril 1955). Les nouveaux chefs soviétiques, poursuivant leur cours « anti-consommation », se risqueront-ils jusqu'à réduire effectivement les salaires nominaux distribués ?

Que telle ait été leur intention, il est difficile d'échapper à cette impression si l'on étudie attentivement les passages du rapport de Bulganine qui ont trait à la question. Mais pour les dirigeants de l'URSS d'aujourd'hui, il y a loin de la coupe aux lèvres ! Plutôt que se risquer à heurter de front une classe ouvrière en train de reprendre petit à petit confiance dans ses propres forces, il faut supposer que leur réforme du système des salaires s'efforcera d'enrayer des **augmentations futures de salaires** avant de supprimer des **augmentations de salaires antérieurement accordées.**

Il y a en faveur de cette hypothèse un indice important : ce qui vient de se passer en Allemagne orientale. Ayant momentanément restabilisé leur pouvoir dans ce pays, si gravement ébranlé les 16-17 juin 1953, les bureaucrates du SED ont , par un décret secret, essayé de reprendre la plus importante des concessions accordées au moment du soulèvement ouvrier : l'annulation de l'augmentation des normes. Mais ils sont restés à tel point terrorisés par le souvenir des 16-17 juin qu'ils ajoutent — dans ce décret secret non-destiné à la publication, dans lequel donc aucune intention démagogique de propagande ne peut jouer : l'accroissement des normes ne sera appliqué qu'après son acceptation par les ouvriers dans des discussions publiques. Des nouvelles reçues d'Allemagne orientale montrent que les travailleurs se sont opposés avec succès à cet accroissement dans plusieurs entreprises importantes.

Un autre pays de « démocratie populaire » où l'on en était en plein recul du « cours nouveau », la Hongrie, a vu il y a quelques mois une manifestation étonnante de « reprise ». Le 11 septembre 1955, Sandor Gaspar, président du Conseil général des syndicats, publia un article dans « Szabad Nep » dans lequel il attaqua les directeurs d'entreprise parce qu'ils ne s'intéressent pas aux droits ouvriers, garantis par les contrats collectifs, reprochant aux membres des conseils d'entreprise de ne pas résister à cette tendance des directeurs. » Nous ne connaissons pas un seul (!) cas, écrit Gaspar, où des membres des conseils d'entreprise... auraient défendu les intérêts des travailleurs ». Ce n'est pas cette constatation qui est extraordinaire; c'est le fait qu'elle ait pu être publiée et signée par un des plus hauts dignitaires du régime qui est significatif. Elle montre clairement que les milieux staliniens dirigeants sentent la perte constante de confiance à leur égard dans les milieux ouvriers, un isolement qui les alarme à juste titre, à un moment où ils sont obligés de préparer une nouvelle épreuve de force avec les paysans.

On admet en général que Khrouchtchev joue son sort politique sur la réussite de la culture du maïs sur les terres nouvellement défrichées en Sibérie. Nous pourrons ajouter aujourd'hui qu'il le joue tout autant sur l'acceptation par les travailleurs du nouveau système de salaires élaboré par l'équipe au pouvoir. Si une résistance marquée se manifeste dans les usines à l'égard du nouveau système des salaires, l'équipe gouvernante devra renverser la vapeur. Ceci ne s'effectuera pas sans changement du personnel dirigeant. En atteignant le domaine des usines, les discussions en URSS risquent de déclencher une épreuve de force importante entre différentes couches sociales, épreuve de force qui aura ses répercussions dans l'appareil bureaucratique.

5 décembre 1955

La légalisation de l'avortement

On ne saurait trop souligner la signification du décret du presidium du Soviet suprême du 23 novembre 1955, abrogeant le décret du 27 juin 1936 interdisant l'avortement.

Commençons par un peu d'histoire. Le pouvoir révolutionnaire, sorti de l'insurrection d'Octobre 1917, avait tout aussitôt aboli toutes les inégalités juridiques auxquelles était soumise la femme, notamment en matière de divorces, et lui avait reconnu le droit à l'avortement. Pendant des années, l'Union soviétique avait la législation la plus démocratique en ce qui concerne la femme. La loi ne pouvait bien entendu pas supprimer ce qui provenait de la pauvreté économique, mais elle contribuait à atténuer autant que possible le fardeau qui pesait sur la femme.

Lors de la montée du régime stalinien, nombre de conquêtes de la révolution disparurent. La bureaucratie, pour consolider son régime, et ses rangs, instituait des lois rigoureuses sur le divorce. Une discussion fut ouverte sur la question de l'avortement, en 1935-36, où les participants se prononcèrent en majorité en sa faveur, mais brusquement elle fut stoppée par le décret du 27 juin 1936 qui interdisait celui-ci, sous peine de sanctions rigoureuses.

Cette décision indiquait que toute une période de réaction allait se développer. Il suffit de rappeler que le premier grand « procès de Moscou », celui de Zinoviev-Kamenev, s'ouvrit moins de deux mois plus tard, en août 1936. Ce n'est pas un rapprochement arbitraire. La réaction sociale s'accompagnait de la destruction

de ce qui restait du parti bolchevik.

Bien entendu, c'est au nom du socialisme établi en URSS que Staline interdit l'avortement. Dans la société socialiste, où il n'y a pas de chômage, déclarait Soltz, membre de la Cour suprême soviétique, la femme ne peut pas avoir le droit de repousser les joies de la maternité !

« **Nous avons besoin d'hommes. L'avortement qui détruit la vie est inadmissible dans notre pays. La femme soviétique a les mêmes droits que l'homme, mais cela ne l'affranchit pas du grand et honorable devoir qui lui est dévolu par la nature : elle est mère, elle donne la vie. Et ceci n'est certainement pas une affaire privée, mais une affaire d'une haute importance sociale.** » (Trud, 27 avril 1936).

Tous les valets de Staline, grands et petits répétaient à qui mieux que l'URRS, étant devenue la terre du socialisme, l'aide à la famille et aux mères étant assurée par les allocations, subsides, crèches, etc... il n'y avait plus de place pour l'avortement. Nous renvoyons, à titre de référence, au livre « La femme et le communisme », préfacé par Jeannette Vermeersch et Fréville, où, défendant les dirigeants soviétiques contre les « anarchistes, trotskystes, existentialistes (qui les) accusent... d'avoir rétabli les contraintes patriarcales, la domination de l'homme sur la femme », celui-ci présentait en 1950 l'interdiction de l'avortement comme « inspirée par les idées du marxisme-léninisme. »

Mais quelles sont les raisons données aujourd'hui par les dirigeants soviétiques pour réintroduire l'avortement légal ?

Les unes, ce sont... celles-mêmes que fournit par Staline pour interdire l'avortement ; à savoir les progrès effectués dans l'aide à la maternité et à l'enfance. S'il n'y avait que cet argument, la logique serait du côté des dirigeants actuels contre Staline. La révolution avait légalisé l'avortement pour donner aux femmes une protection contre la misère et l'oppression de l'homme. Au fur et à mesure du progrès économique et social, la question de la maternité se poserait dans d'autres termes en régime socialiste. Mais, dans des conditions de progrès économique et culturel, ce qui se serait posé, ce ne serait pas l'abolition de l'avortement, mais l'abolition d'une intervention de la loi dans un tel domaine. « La vraie famille socialiste, délivrée par la société des lourdes et humiliantes charges quotidiennes n'aura pas besoin d'aucune réglementation et la seule idée de lois sur le divorce et l'avortement ne lui paraîtra pas meilleure que le souvenir des maisons de tolérance ou des sacrifices humains. » (L. Trotsky, « la Révolution trahie »).

Mais, les Khrouchtchev et les Bulganine ne sont, pas plus que Staline, guidés par des idéaux socialistes. La vraie raison de Staline, elle était dans les premiers mots de la citation donnée plus haut du « Trud » : « **Nous avons besoin d'hommes.** » La bureaucratie avait besoin de main-d'œuvre, cela entrait dans les calculs des plans quinquennaux, comme les tonnes d'acier.

Khrouchtchev et Bulganine dans leur décret reconnaissent qu'ils veulent éviter les avortements qui se font comme ailleurs de façon illégale. Cette pratique montre donc que les femmes, en URSS, pour des raisons économiques évidentes, recourent à l'avortement. Ce seul fait donne à réfléchir au « socialisme achevé » dont parlait récemment Molotov ; en tout cas il montre que l'aide à la maternité et à l'enfance est encore loin de résoudre bien des problèmes. Nous verrons plus loin que la presse soviétique commence à signaler d'énormes lacunes dans ce domaine.

Mais les considérants du décret de novembre 1955 disent qu'il y a un **réveil de la conscience et une aspiration à la culture parmi les femmes,** lesquels ont incité les gouvernants à prendre ce décret. Ces mots sont extrêmement significatifs. Les dirigeants soviétiques d'aujourd'hui se trouvent en présence d'un corps social qui prend de plus en plus conscience des mesures odieuses, du régime étouffant auxquels il est soumis. La direction soviétique jette du lest, pour pouvoir conserver son contrôle et son pouvoir sur la société.

En ce qui concerne plus précisément la question de l'avortement, le décret de Staline de 1936 n'avait pas été favorablement accueilli, même de la part de couches assez larges de la bureaucratie. Mais, pratiquement, ce sont les ouvrières qui ont le plus souffert de cette interdiction, les femmes des bureaucrates bien placés et bien payés trouvant certainement plus de moyens de tourner la loi en cette matière.

La récente mesure témoigne que les femmes, et notamment les femmes travailleuses, aspirent à un mieux-être, à de nouvelles conditions d'existence. Les dirigeants soviétiques d'aujourd'hui n'ont pas pris leur mesure récente par amour du socialisme et personne ne leur en sera reconnaissant. Ils ont agi sous la pression des masses. Leur recul sur une telle question sera considéré comme un encouragement à accentuer la lutte contre tout le régime bureaucratique, pour rétablir la démocratie soviétique et toutes les libertés démocratiques qui avaient fait la gloire de la jeune République soviétique en 1917.

Le travail des femmes

On sait qu'en face de nombreuses observations de visiteurs bourgeois, surpris de voir les femmes en URSS occupées à des travaux lourds (mines, terrasse, docks...), les domestiques du Kremlin qui sont à la tête des PC invoquaient « l'égalité des sexes » existant en URSS. Alors que le socialisme implique un régime où, grâce à la technique la plus perfectionnée, l'homme voyait sa peine dans

le travail diminuée, des journalistes dit communistes osaient présenter comme le « socialisme achevé » une société dans laquelle des femmes travaillaient aux plus lourds travaux, dans des conditions dont la classe ouvrière avait obtenu l'abolition par sa lutte dans la société capitaliste.

Mais la société soviétique réagit contre ces conditions et la bureaucratie est obligée d'en tenir compte. L'organe des syndicats, « Trud », a publié divers articles qui laissent entrevoir des changements dans le travail des femmes.

Les ministères et institutions économiques ont reçu des ordres pour retirer les femmes des travaux lourds et dangereux. De nombreuses usines, est-il dit, n'ont pas les facilités nécessaires pour les femmes travailleuses : chambres de repos, douches, etc... Les crèches de jour et les jardins d'enfants sont insuffisants. Des femmes vivent en dortoirs qui manquent du confort le plus élémentaire, avec peu ou pas de facilités pour faire la nourriture, la lessive, la toilette, etc...

« Trud » annonce que les dirigeants des syndicats ont reçu des instructions pour obliger les directeurs d'usine à prendre des mesures pour remédier à cet état de choses et obéir aux lois protégeant les conditions de travail des femmes, dont on ne tient pas compte.

Il s'agit là aussi d'un problème de la plus grande importance pour la société soviétique. En URSS, les femmes constituent une proportion de la main-d'œuvre supérieure à celle qui est employée dans les pays capitalistes occidentaux, la majorité des femmes soviétiques adultes sont employées dans l'économie hors de leur logement. La bureaucratie se trouve donc obligée de tenir compte des besoins et des aspirations — pour reprendre le terme utilisé dans le décret sur l'avortement — des femmes à une meilleure existence tant sur le plan économique que culturel. On ne saurait trop souligner l'importance du fait que les femmes travailleuses donnent de tels soucis aux bureaucrates. On a parlé du « dégel » de la société soviétique. Le mot semble faible en présence de telles manifestations. La lutte contre le pouvoir bureaucratique a commencé, elle n'a pas encore pris des formes politiques, mais elle embrasse déjà des couches sociales très importantes, et elle oblige la bureaucratie à des reculs et à des manifestations spectaculaires, qui ne feront que stimuler la marche en avant des forces progressives de la société soviétique.

Architecture et métro de Moscou

La critique sévit contre les architectes en URSS. On accuse le style de leurs constructions, les fioritures, les décorations tarabiscotées et, dans le cas du métro de Moscou, un luxe plus qu'excessif.

Il n'est pas un ouvrier communiste qui ne se rappelle les dithyrambes de « l'Humanité » et de la presse stalinienne sur le métro de Moscou, sur l'Université géante, sur toute une série de constructions massives fastueusement décorées, et les attaques contre les conceptions de construction fonctionnelle.

La critique porte aujourd'hui sur deux points principaux : le style et le temps et l'argent gaspillés pour des décorations surajoutées, au moment même où il y a pénurie d'habitations, où la crise du logement sévit plus que jamais.

On ne peut considérer cette question comme secondaire. Le métro de Moscou était présenté comme une sorte de symbole du régime. On le faisait visiter aux étrangers qui venaient en URSS. On en faisait admirer les stations remplies de marbre, etc... La critique ne frappe pas les architectes, mais le régime stalinien dont ces constructions étaient l'expression, tant dans leur gigantisme que dans leur style.

« Tout régime, **écrivait Trotsky en 1936 dans « La Révolution trahie »**, s'exprime par son architecture et ses monuments. **L'époque soviétique actuelle est caractérisée par les palais et des maisons des Soviets construits en grand nombre, vrais temples de la bureaucratie (coûtant parfois des dizaines de millions), par des théâtres bâtis à grands frais, par des Maisons de l'Armée rouge, clubs militaires réservés principalement aux officiers, par un métropolitain luxueux à l'usage de ceux qui peuvent se le payer, — alors que la construction des habitations ouvrières, fussent-elles du type des casernes, est invariablement et terriblement en retard.** »

La critique de Trotsky était dite « contre-révolutionnaire », non seulement parce qu'elle venait il y a plus de vingt ans, mais surtout parce qu'elle disait que c'était la faute de la bureaucratie. Cette couche sociale se manifestait par un accaparement de la force de travail pour construire ce dont elle avait besoin, et non ce qui était nécessaire aux ouvriers ; elle se manifestait aussi par un style qui est typiquement celui de parvenu, à mentalité petite bourgeoise, caractérisé par le gigantisme, la décoration tape-à-l'œil comme preuves de sa puissance, de sa richesse...

Détail intéressant. Le métro de Moscou portait le nom de Kaganovitch, son constructeur principal, l'actuel dirigeant de l'industrie lourde. L'agence TASS vient d'annoncer qu'à la demande des Moscovites, le métro a été rebaptisé et

(*Suite page* 42)

José Maria CRISPIM

ex-dirigeant du P. C. brésilien

adhère à la IVe Internationale

José Maria Crispim fut un prestigieux dirigeant du Parti communiste brésilien. Aux élections de 1946, il fut le député qui reçut le plus grand nombre de voix dans tous le pays. Il représenta au Parlement une circonscription de l'Etat de Sao Paulo.

En 1952, s'étant opposé comme membre du C.C. au cours à la fois opportuniste et aventuriste de la direction stalinienne, il fut exclu du Parti.

Mais son influence continue à être grande à l'intérieur du Parti, n'ayant pas cessé lui-même de lutter dans les rangs du prolétariat brésilien.

Ayant depuis lors connu et apprécié les vues du mouvement trotskyste organisé dans la IVe Internationale, il a donné récemment son adhésion à l'Internationale.

Il a motivé cet acte par les considérations contenues dans une lettre ouverte qu'il a adressée à la revue trotskyste brésilienne Frente Operaia (septembre 1955) et dont nous tirons les principaux passages suivants :

L'ORIGINE DES DIVERGENCES

En 1942, à la prison de l'Ile Grande où nombre de militants révolutionnaires étaient enfermés par le gouvernement Vargas, N. du T.] apparurent les premières manifestations d'une divergence profonde qui couvait au sein du P.C. brésilien. La discussion entre nous, prisonniers politiques, n'était qu'un faible reflet de la situation intérieure du parti...

Deux tendances s'affrontaient déjà au sein de celui-ci : l'une d'elle préconisait le soutien inconditionnel du gouvernement du **Nouvel Etat** brésilien dont la collaboration avec les Etats-Unis dans l'ONU était présentée comme un apport à la lutte de celle-ci contre Hitler et, par là, comme une aide à la résistance de l'armée soviétique et à la défense de l'URSS. Sur la base d'une telle orientation politique, cette tendance pronait ouvertement la collaboration de classe et qualifiait de « provocations fascistes » les luttes ouvrières, y compris la lutte pour les libertés politiques et l'amnistie. Le soutien inconditionnel du gouvernement n'était en somme qu'une attitude de capitulation devant un gouvernement capitulant à son tour devant l'impérialisme américain dit « démocratique » et nécessaire au « développement progressif » du Brésil.

L'autre des deux tendances rejetait le soutien inconditionnel de ce gouvernement, luttait pour l'amnistie des prisonniers politiques, pour les libertés démocratiques, l'indépendance du mouvement syndical, la légalité du P.C. brésilien. Elle demandait la convocation d'un congrès du parti où celui-ci aurait à élire sa direction, à arrêter un programme, à se fixer une ligne politique. C'était la tendance des communistes enfermés dans la prison de l'Ile Grande, donc celle de l'auteur de la présente lettre.

La plate-forme du soutien inconditionnel du gouvernement était celle de la C.N.O.P. (Commission nationale provisoire d'organisation), organisme qu'on avait constitué sans la participation de la base du parti et qui demandait indûment le droit de le diriger. La position politique de la C.N.O.P. était foncièrement antimarxiste car elle était basée sur une analyse strictement militaire de la guerre et nullement sur une analyse de classe. La C.N.O.P. ne voyait pas que la défense réelle, effective, de l'URSS ne pouvait venir que du développement révolutionnaire des masses et aucunement de la confiance aux impérialistes et capitalistes...

La plate-forme contre-révolutionnaire de la C.N.O.P. confiant la défense de l'URSS à Churchill, Roosevelt et Vargas et abandonnant ainsi la mobilisation de la classe ouvrière, le seul moyen de défendre efficacement l'U.R.S.S., se vit entérinée par Prestes qui, mettant en jeu le grand poids et l'influence dont il jouit dans le parti, érigea la C.N.O.P. en Comité Central. En échange, Prestes fut nommé secrétaire général du parti tandis que la tendance prolétarienne, en raison de son refus à reconnaître comme direction la C.N.O.P., fut qualifiée de tendance « liquidationniste ».

La ligne politique de la C.N.O.P. de soutien inconditionnel au gouvernement, de collaboration de classe, de capitulation devant l'impérialisme yankee, devint la ligne générale du parti quand celui-ci reconquit sa légalité. Et sur ces fondations politiques fut bâtie la thèse de l' « Union Nationale ».

La défaite militaire du fascisme ; le rayonnement mondial de l'URSS ; la force des idées communistes attirant toujours les grandes masses travailleuses;

la tradition combattive du P.C. brésilien qui avait survécu à la répression du **Nouvel Etat** de Vargas ; enfin la libération des prisonniers politiques au Brésil avaient présidé et assisté à la légalisation du parti qui reparaissait dans ces conditions avec une force d'attraction accrue. Les masses venaient nombreuses aux locaux du parti, ses rangs grossirent en peu de mois. Cependant la ligne capitularde de Prestes et du Comité national (constitué après la conférence du parti de 1946 et composé dans sa majorité d'éléments de la C.N.O.P.), traînait le parti derrière les partis bourgeois, le conduisait à des compromis électoraux scandaleux au détriment du parti et des travailleurs, bref à se dissocier de la mobilisation combative des masses. Ce fut alors le discrédit pour le parti, la défection de sa grande base de masse, et l'occasion pour la réaction bourgeoise de pousser le P.C. de nouveau vers l'illégalité. Les représentants parlementaires du parti — Prestes y compris — furent dépossédés de leur mandat sans que le P.C. songe à organiser une manifestation quelconque des masses pour défendre sa légalité et ses élus parlementaires.

LE TOURNANT ULTRA-GAUCHISTE

Cependant, à la veille de ces développements aussi catastrophiques pour le parti, la direction, saisie de panique, chercha un moyen pour enrayer la terrible crise intérieure du P.C. Elle se lança dans des appels dramatiques à l'adresse des masses, pourtant désillusionnées, pour qu'elles agissent contre les mesures de la réaction. Cherchant son salut, la direction prestiste esquissa alors un tournant... ultra-gauchiste ; elle épousa une position sectaire à l'égard des syndicalistes ouvriers.

Ceci coïncidait avec l'aggravation de la tension internationale, le virage de la diplomatie soviétique face à la politique belliciste de l'impérialisme yankee, le commencement de la « guerre froide ». En janvier 1950, la direction du P.C.B. publia un manifeste qui devait préparer le terrain à ce cours ultra-gauchiste, cours profilé plus tard par le célèbre **Manifeste d'Août** qui engageait la direction dans une voie aventuriste, putschiste. Ce tournant se solda par la perte de plusieurs cadres du parti (les uns assassinés, les autres épuisés sous les coups de la terreur blanche), par la destruction des cellules d'entreprises fondamentales, par la défection de nombreux militants ouvriers desquels on exigeait des actions aventuristes pour braver la répression. Ce bilan se compléta par la fatigue et le découragement de la base, le retrait des sympathisants, la diminution à chaque élection du nombre des voix au P.C. Cependant un processus commençait à s'opérer dans les masses, qui voulaient une politique défendant les intérêts de la classe ouvrière : le processus de leur rupture d'avec une direction petite-bourgeoise qui exploitait le nom du parti pour le lancer dans toutes sortes d'aventures.

Devant une telle situation, l'auteur de cette lettre — alors membre du Comité national — avança, au cours d'une réunion plénière de la direction, quelques critiques contre l'orientation putschiste, contre le manque de courage autocritique de la part d'une direction qui conduisait le parti à des désastres successifs. Plus tard, j'envoyais au Secrétariat national un long document où je renouvelais mes critiques, et abordais aussi l'autocritique. A la réception de mon document, la direction décida de me retirer, pour quelques mois, toute activité dans le parti. En même temps elle commença auprès des organismes de base, à préparer mon expulsion, au moyen d'une campagne diffamatoire, ceci avant que mon document ne soit discuté... Se refusant à discuter les questions soulevées par moi, la direction m'adressa un ultimatum. Je répondis à celui-ci par une lettre adressée au Comité exécutif, dans laquelle je renforçais mes critiques, déclarant me désolidariser des actes d'une direction qui foulait aux pieds les principes du parti, et disant ma décision de mener une lutte intérieure pour la convocation d'un congrès autocritique et pour la constitution d'un large Front unique des masses travailleuses. Ce fut alors que la direction, révélant au public ce qu'elle cuisinait à l'intérieur du parti, publia une note de mon expulsion, note truffée d'affirmations les plus stupides : j'étais un agent de Tito !...

FAISONS UNE ANALYSE GENERALE

Les critiques avancées par l'aile gauche du P.C., parce qu'elles ne sortaient pas du cadre strictement national, amenaient ces militants, dans la lutte intérieure, à embrasser des positions centristes. Cependant nous observions que d'autres Partis communistes étaient aux prises avec de telles luttes intérieures (c'était le cas en France avec André Marty ; en Italie avec le groupe « d'Action communiste », en Uruguay avec Hector Rodriguez). Et ceci nous obligea à examiner le phénomène et à généraliser la critique sur une échelle internationale. Or, la base idéologique nécessaire à la lutte pour un parti bolchevik-léniniste nous manquait. Nos conceptions staliniennes, la déformation idéologique que nous avions subie à l'école du stalinisme nous empêchait d'avoir une compréhension

profonde du marxisme-léninisme. Cependant, un contact avec la IV^e^ Internationale, l'étude que nous avons faite de ses documents politiques adoptés au 4^e^ Congrès mondial, ainsi que l'aide apportée par la discussion fraternelle que nous eûmes avec les camarades du Parti Ouvrier Révolutionnaire, nous ont permis de réexaminer, de façon autocritique, ce front de travail qui s'appelle la lutte intérieure dans le P.C. brésilien.

Avec la perspective claire de la IV^e^ Internationale, avec son expérience historique faite dans une lutte pour la conservation du drapeau du bolchevisme, avec sa défense du marxisme-léninisme servant les masses et le Parti mondial de la Révolution socialiste nous, militants du P.C.B., qui menons une lutte à l'intérieur de celui-ci, nous pouvons donc comprendre les racines, la source des erreurs aussi bien du P.C. brésilien que de tous les autres Partis communistes. Nous pouvons donc comprendre maintenant : le phénomène de la bureaucratie stalinienne, ses positions centristes, la soumission des P.C. aux manœuvres opportunistes de la diplomatie soviétique ; comprendre enfin que rien de cela ne sert la Révolution socialiste mondiale mais sert la bureaucratie stalinienne qui enraye le processus révolutionnaire.

L'exécution de Beria, accusé de forger des procès terroristes contre des citoyens soviétiques pacifiques, a démontré — grâce à cet aveu — que l'existence de la bureaucratie permet une politique de despotisme, complétée d'une falsification de l'Histoire. Un arbitraire aussi monstrueux (celui de Beria) ne pouvait certainement pas être l'œuvre d'un homme agissant de son propre chef, à l'issu du Parti et du gouvernement soviétique. Au contraire, le cas d'un Beria ne peut s'expliquer que comme une manifestation d'une bureaucratie créant cet homme-là à son service, et le broyant plus tard dans les rouages d'une machine réajustée. Ce dernier épisode démontre combien est profonde la crise intérieure qui ronge aujourd'hui la bureaucratie soviétique et le stalinisme. L'excommunication de Tito — homme présenté au début comme le « Satan »... et « béatifié » plus tard par Khrouchtchev et Boulganine — aurait été, paraît-il, l'œuvre diabolique de Beria. Si la chose était vraie, elle ne démontrerait rien d'autre que le stalinisme et la bureaucratie ne goûtent guère les scrupules. Ces faits illustreront aux militants de base des Partis communistes et aux masses partout dans le monde, l'essence contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne et son caractère aventuriste. Aux prolétaires de l'Union soviétique et de tous les pays d'exiger la révision des procès de Moscou, ces procès qui furent montés pour liquider la vieille garde bolchevik, les compagnons de Lénine et qui devaient aboutir au monstrueux assassinat de Léon Trotsky.

LENINE ET LA COEXISTENCE PACIFIQUE

Pour toute personne qui veut réfléchir politiquement, il est évident que le système capitaliste est pourri. La crise mondiale du capitalisme n'est aujourd'hui que l'agonie d'un système basé sur l'exploitation des masses ouvrières et paysannes. Au flanc de ce système qui agonise, les masses sont partout, notamment dans les pays asiatiques et en Afrique du Nord, poussées par l'élan révolutionnaire. A cette situation s'ajoute le fait que l'Union soviétique n'est plus un pays arriéré (au contraire c'est une grande puissance industrielle) pas plus qu'elle n'est isolée, comme elle le fut après la première guerre mondiale ; mais l'Union soviétique est entourée d'Etats ouvriers qui appartiennent au camp de la révolution. C'est pourquoi, dans de telles conditions, le capitalisme mondial prépare en plein désespoir de cause une guerre contre-révolutionnaire qui sera son ultime pas dans la voie l'amenant à la catastrophe.

La bureaucratie stalinienne, les directions des Partis communistes veulent inculquer aux masses l'idée utopique que la guerre peut être évitée par des négociations passées entre Etats. Mais cette idée, âme de la « coexistence pacifique », est profondément antimarxiste. Et c'est un immense outrage fait à Lénine que de lui attribuer une telle idée. Le marxiste révolutionnaire que fut Lénine ne pouvait aucunement avancer une telle thèse, car elle est opposée aux fondements du marxisme. Plus encore : Avant et après la victoire de la Révolution d'Octobre, Lénine avait traité de la question de la guerre. Dans sa brochure **Le Socialisme et la guerre**, il écrivit notamment :

« Les socialistes ont toujours condamné les guerres entre les nations parce qu'elles sont des actes barbares et féroces. Mais une question principielle nous différencie des pacifistes bourgeois et des anarchistes. Nous nous différencions des premiers en ce sens que nous comprenons le lien étroit entre ces guerres et la lutte des classes à l'intérieur de chaque pays, et nous concluons à l'impossibilité de supprimer les guerres sans supprimer d'abord les classes, sans instaurer le socialisme. Nous nous différencions des anarchistes en ce sens que nous comprenons pleinement que les guerres civiles, c'est-à-dire les guerres d'une classe opprimée contre une classe oppresseuse, les guerres des esclaves contre leurs maîtres, des serfs contre les seigneurs féodaux, du prolétariat contre la bourgeoisie sont des guerres justes, nécessaires et progressives. »

En mars 1919, Lénine disait :

« Nous vivons non pas dans un Etat unique, mais dans un monde d'Etats. Il n'est pas possible de concevoir la Ré-

publique soviétique vivant longtemps à côté des Etats impérialistes. » (Œuvres choisies, Vol. XV)

Le 27 novembre 1920, trois ans après la victoire de la Révolution d'Octobre, Lénine disait encore :

« **Nous quittons l'arène de la guerre pour entrer dans celle de la paix, mais nous ne devons pas douter que la guerre reviendra à nouveau. Aussi longtemps que le capitalisme et le socialisme existeront l'un à côté de l'autre, nous ne pourrons pas vivre en paix, l'un des deux devant en définitive l'emporter. Et une marche funèbre sera jouée soit à la mort du capitalisme mondial, soit à la mort de la République soviétique.** » (Œuvres choisies, Vol. XVII).

En présence des préparatifs accélérés de la 3e guerre de l'impérialisme, la théorie de la coexistence pacifique est non seulement une utopie petite-bourgeoise, une théorie profondément antimarxiste, mais elle est encore une politique pour narcotiser les masses ; c'est une tentative, d'ailleurs impossible, de collaboration de classes à l'échelle internationale, qui oblige les P.C. à épouser la collaboration avec leur propre bourgeoisie.

Cette thèse de collaboration, et d'autres non moins contre-révolutionnaires découlant de l'abandon du marxisme révolutionnaire de la part de la bureaucratie soviétique, sont à la base du programme du P.C. brésilien : programme de capitulation, d'étranglement du processus de la révolution brésilienne.

POUR UN NOUVEAU PARTI COMMUNISTE

Dans les conditions du monde contemporain, la question la plus décisive que le monde du travail a devant lui ressortit de l'absence d'une direction bolchevique-léniniste enracinée dans les masses. Il est clair que ce sont les masses qui, à travers leurs actions politiques, font l'histoire et qui apportent des changements radicaux au processus historique de l'humanité. Sans leur participation consciente et décisive, on ne pourra jamais terrasser le capitalisme agonisant, on ne pourra pas se frayer le chemin menant à l'instauration du socialisme. Les organisations staliniennes, de par leur origine, leur refus à la lutte mondiale pour le socialisme, leur position centriste — qui un jour les conduisent à se ranger du côté de la réaction bourgeoise, un autre jour du côté de la révolution socialiste — enfin de par leur caractère bureaucratique et despotique, les organisations staliniennes ne pourront pas, même avec la force des masses qui les suivent, conduire le prolétariat à assurer la défaite totale et mondiale du capitalisme.

Aussi, le P.C. brésilien, tout en étant le seul parti ouvrier de masses au Brésil, et tout en groupant une partie importante de l'avant-garde révolutionnaire, n'est pas historiquement la direction capable idéologiquement et organisationnellement de diriger la classe dans la voie conduisant au triomphe du socialisme. Seul un Parti marxiste-révolutionnaire de masse pourra résoudre le problème posé, à savoir donner aux amples actions des masses une direction bolchevique-léniniste.

Mais une telle direction ne s'improvise point. Elle doit surgir de l'expérience des masses elles-mêmes par rapport aux partis traditionnels (en l'occurrence le P.C. brésilien). Quand les travailleurs brésiliens, au cours de leurs luttes seront poussés par la dynamique de celles-ci à exiger un combat conséquent pour le socialisme, la base ouvrière du P.C., subissant la pression des masses, rompra inévitablement avec la direction stalinienne du P.C. Elle se regroupera alors autour du noyau bolchevik-léniniste, qui est le porte-parole d'un programme et d'une expérience basés sur le marxisme-révolutionnaire. Et alors, le Parti marxiste révolutionnaire de masse — ce parti que le monde prolétarien cherche partout dans le monde — verra le jour au Brésil aussi.

Mais la fusion de la base ouvrière du P.C. brésilien avec ce noyau ne se fera pas dans un délai pré-établi, et surtout ne se fera pas sans un contact fécond, dès maintenant, entre l'une et l'autre... »

Les récentes grandes luttes du prolétariat argentin

La situation en Argentine reste instable, fluide. La chute de Lonardi n'est pas certainement le dernier épisode dans la lutte pour le pouvoir entre les différentes fractions des classes possédantes du pays, sur lesquelles pèsent d'un côté les difficultés économiques et de l'autre la pression des masses qui sont loin de se considérer comme battues.

Lonardi était le représentant d'une tendance bourgeoise conservatrice, nationaliste, antérieurement pro-péroniste, mais liée à l'Eglise catholique.

Derrière le nouveau gouvernement d'Aramburu se trouve la fraction de l'amiral Rojas, qui représente l'oligarchie anti-industrielle, liée elle aussi à l'Eglise et à l'impérialisme britannique. Elle veut réorganiser l'économie et le commerce intérieur et extérieur du pays selon les intérêts de l'oligarchie (Plan Prebisch) et s'efforce de désorganiser complètement la CGT, foyer essentiel de la résistance des masses contre la réaction.

Afin de camoufler le caractère de son gouvernement et de parer avec un certain appui populaire à d'autres coups militaires, Rojas a constitué une « Junte consultative », dans laquelle participent les socialistes, les radicaux, les conservateurs et les démocrates-chrétiens.

L'attitude du Parti communiste est des plus déroutante et myope. Ayant applaudi à la chute de Peron, il a donné ensuite un appui indirect à Lonardi et s'est opposé aux grandioses mouvements des masses qui ont eu lieu les 22, 23, 24 et 25 septembre, ainsi qu'à celui du 17 octobre. Ceci en échange de la permission accordée par Lonardi d'imprimer son journal de jadis « La Hora ». Il a voulu ensuite adopter la même attitude opportuniste, d'expectative favorable envers le nouveau gouvernement Rojas, mais il a dû déchanter devant les attaques violentes de celui-ci contre toute la gauche, à l'exception des socialistes et des anarchistes. Rojas en effet les ménage et se sert d'eux pour désorganiser le mouvement syndical.

Il faut cependant noter que la base sociale du nouveau gouvernement est très restreinte et son appui au sein même de l'armée très fragile.

La fraction Lonardi est loin d'être éliminée, et la majorité de l'armée de terre ainsi que de l'aviation n'est nullement acquise à Rojas.

Nous donnons ci-dessous un aperçu des grandes luttes livrées dernièrement par le prolétariat argentin pour la défense de son organisation principale, la CGT. Cet aperçu est fait sur la base d'une série de témoignages vivants des militants de la section argentine de la IVe Internationale qui ont pris une part active dans ces luttes.

Les gouvernements qui ont succédé à Peron se sont fixé un but fondamental pour eux : détruire de l'intérieur ou de l'extérieur cette forteresse ouvrière qu'est la CGT argentine.

Au début (on n'avait pas encore pu dénombrer les victimes ouvrières du coup militaire de septembre), la démolition de la CGT apparaissait aux nouveaux maîtres du pays comme une entreprise relativement aisée d'une question de jours. La saignée des masses avait été si grande qu'on doutait qu'elles pourraient s'en remettre de sitôt. Ce raisonnement sommaire s'accompagnait d'un autre du même genre : Peron disparu, son «fils » (la CGT) disparaîtra à son tour sans plus tarder.

C'était oublier qu'il est des « fils » qui découvrent toute leur force, tout leur véritable caractère propre, quand le « père » manque. Et c'est bien le cas

pour la CGT argentine, libérée aujourd'hui de ce qu'on pourrait appeler l'hypothèse Peron.

Voyant que la CGT ne s'était pas embarquée dans l'avion qui emmenait Peron en exil, mais qu'elle restait sur place disposée à continuer la lutte ; voyant aussi que des bureaucrates imposés par décret à la direction de la CGT ne suffisaient pas à maîtriser les tenants ouvriers de la forteresse syndicale, le gouvernement Lonardi se décida à donner l'assaut de celle-ci, assaut qu'il considérait devoir être foudroyant, décisif.

Des bandes soi-disant incontrôlées et incontrôlables furent chargées de faire irruption dans les syndicats pour y chasser les dirigeants en place et s'ériger elles-mêmes en direction incontestée. Cette opération, censée « épurer » une CGT qu'on voulait « libre » et « démocratique », trouvait théoriquement un climat favorable dans la désaffection potentielle des masses envers une direction dont les hésitations et la couardise s'étaient montrées tout nues lors des journées sanglantes de septembre. Seulement les ouvriers ne voulaient aucunement de ces « épurations » décidées en haut lieu et imposées sans leur consentement. Aussi réagirent-ils promptement et violemment contre les chefs nouveaux venus et obligèrent le gouvernement à réintégrer dans leurs postes les dirigeants syndicaux chassés, en attendant — fit cependant savoir Lonardi — la convocation d'élections libres et démocratiques pour la désignation de la nouvelle direction.

Ce recul du gouvernement vint renforcer la confiance des travailleurs en leur propre force, mais il n'éloignait pas pour autant les menaces qui pesaient sur la CGT. Au contraire, la réaction féodo-bourgeoise multiplia ses pressions sur le gouvernement. Elles furent si poussées que la direction de la CGT vit sa propre existence directement menacée. Pour parer au danger, la tendance la plus avertie de la direction, représentée par Framini, porte-parole du textile, donna l'ordre de grève générale pour le 2 novembre sur la base de revendications ouvrières qui somnolaient toujours.

LA GREVE DU 2 NOVEMBRE

L'ordre de grève générale fut donné le 26 octobre. Il ne fut ni accompagné ni suivi de directives aux organismes de base pour organiser le mouvement. Dans l'esprit de la direction cégétiste, qui cherchait sans cesse un **modus vivendi** avec le gouvernement, l'appel à la grève n'était en effet qu'une menace, un avertissement à l'adresse d'un interlocuteur qui ne voulait plus dialoguer, et pour le forcer au dialogue. Mais le gouvernement, se refusant à tout pourparler, releva le défi et, agissant autrement que les dirigeants syndicaux, il organisa ses propres forces pour faire face à la situation.

Cette attitude résolue du gouvernement Lonardi effraya la bureaucratie syndicale en quête toujours d'un **modus vivendi**. « **El Lider** », organe de la CGT, fut la proie de l'amertume et du désespoir. « La CGT a été poignardée dans le dos ! » ; « les ouvriers ont été abandonnés ! » (par l'Etat, bien sûr !) ; « la CGT a été dissoute » (?). Une telle situation, ajoutait « **El Lider** », ne pourrait que favoriser l'anarchie dans le pays, la guerre civile, la venue des communistes ! Certes l'ennemi réel, immédiat, celui qui s'attaquait avec des tanks et des avions à la classe ouvrière n'était ni de loin les communistes (d'ailleurs ceux-ci flirtaient avec le gouvernement Lonardi dont ils espéraient l'autorisation pour légaliser leur presse). Mais « **El Lider** » songeait à effrayer la bourgeoisie avec un épouvantail (« le danger rouge ») que la bourgeoisie elle-même avait monté, en Argentine comme ailleurs, pour terrifier ses propres agents dans le mouvement ouvrier.

La grève générale avait été fixée pour le 2 novembre à 0 heure. L'ordre de grève n'était pas encore parvenu dans tous les coins du pays, que les délégués syndicaux et les militants du rang se ruèrent vers les syndicats pour demander des directives pour l'organisation du mouvement. Ils firent pression pour une lutte sur ceux des dirigeants pour qui l'ordre de grève constituait toujours une menace pour obliger Lonardi à pactiser. Et ce furent encore les ouvriers eux-mêmes qui eurent à tout improviser pour organiser le déclenchement et le cours de la grève.

Le 2 novembre, à 0 heure précise, la grève générale commençait dans le Grand Buenos Aires par l'arrêt des transports. Le gouvernement qui, à 9 heures, bravait encore la CGT, consentait quatre heures plus tard à entrer en pourparlers avec elle. Aussitôt l'ordre de grève fut rapporté par Framini. Une certaine confusion s'ensuivit dans les milieux ouvriers. On n'accordait pas beaucoup de crédit à un revirement si soudain de Lonardi. En tout cas, on ignorait sur quelles bases précises seraient entamées les négociations en haut lieu, et à plus forte raison quels seraient les résultats de ces négociations. Tandis que les ouvriers du textile rentraient par groupes au travail, les ouvriers des abattoirs, ceux de l'industrie du verre, les métallos se refusèrent à reprendre le travail avant l'intervention d'un accord donnant satisfaction aux revendications ouvrières. Ils firent savoir en outre qu'ils ne suivraient pas l'ordre de cesser la grève si cet ordre ne venait pas **d'en bas**, c'est-à-dire de la direction de leur propre syndicat.

Il faut dire, en toute objectivité, que cette déclaration publique de méfiance à l'égard de la haute direction cégétiste n'était pas étrangère aux calculs de la bureaucratie syndicale, occupée à exercer une plus forte pression sur le gouvernement en lui faisant voir combien était difficile la tâche de contrôler une masse « intransigeante ». Mais il faut dire aussi que ces avertissements de la bureaucratie syndicale n'auraient été que des bulles de savon si le gouvernement lui-même n'était pas bien conscient de l'existence réelle de la méfiance des ouvriers envers la direction de la CGT.

A 23 heures, le gouvernement cédait sur la plupart des revendications qui lui avaient été présentées. L'ordre de reprendre le travail fut donné pour la deuxième fois, mais maintenant il portait le « vu et approuvé » des délégués syndicaux.

Non, la CGT n'était pas morte, pas plus qu'elle n'avait besoin de Peron pour continuer à vivre. Meurtrie par les fusillades et les bombardements de septembre, elle avait encore assez de force pour combattre l'ennemi. Les **descamisados** écrirent à l'actif de leurs héroïques luttes une date de plus, le 2 novembre 1955.

LA GREVE DU 15 NOVEMBRE

Cependant les vaincus du 2 novembre ne pouvaient se résigner à la défaite. A leur tour les vainqueurs ne voulaient pas se contenter des revendications obtenues. Ils demandaient leurs locaux syndicaux tenus par des gens à la solde du gouvernement (à La Plata, à Rosario, à Bahia Blanca et ailleurs); ils exigeaient la libération de tous les dirigeants et ouvriers cégétistes emprisonnés depuis le mois de septembre ; ils exigeaient qu'on leur retourne le journal « La Prensa » et la levée du contrôle gouvernemental sur « El Lider ».

A ces revendications, l'organisation trotskyste argentine, le POR, dont l'influence auprès des travailleurs s'est accrue extraordinairement au cours des derniers développements, en ajoutait d'autres ressenties par l'ensemble de la classe ouvrière : l'indépendance du mouvement ouvrier par rapport à l'Etat, l'éviction des militaires des organisations syndicales, le droit pour la CGT d'intervenir en politique avec un programme à elle, un programme de classe...

A quelques jours de distance du mouvement gréviste du 2 novembre, la CGT donnait l'ordre d'une nouvelle grève pour obtenir les revendications qu'elle mettait en avant. Le mouvement fut déclenché le 15. L'arrêt du travail fut total dans plusieurs centres industriels du pays : Avellaneda, Lanus, Dock, Gerli, San Martin, Berisso, Ensenada, Tucuman, Santa Fé, etc... La « ceinture rouge » de Buenos Aires fut paralysée par la grève. En tout, plus de 1.200.000 ouvriers en grève.

Mais cette fois-ci le gouvernement n'entendit pas être en retard dans l'épreuve de force. Il chargea la presse officielle et les agences étrangères de tenir dans ce combat le front du **Mensonge** pour démoraliser les grévistes : « La grève a échoué, la CGT n'est plus suivie par les ouvriers, le calme règne partout dans le pays » — C'étaient les nouvelles qu'on fournissait au pays et à l'étranger. Et puisque la grève avait échoué... le gouvernement vida les casernes et lança les troupes à la chasse des grévistes pour les faire entrer de force au travail. Ceux qui y résistèrent furent faits prisonniers, brutalisés, amenés dans une enceinte où les soldats faisaient le simulacre de les fusiller pour intimider les ouvriers qui étaient dehors.

Plusieurs villes — Lugano, Matanzas, Liniers, Avellaneda... — furent littéralement envahies par les troupes. Parfois celles-ci s'installèrent même à l'intérieur des usines pour assurer la « liberté du travail ». Le 16 novembre, le 3e régiment de l'Infanterie de marine, soutenu par des tirailleurs et deux tanks lourds, s'empara du siège de la CGT.

La répression se déchaîna. Pour l'ensemble du pays, plus de 20.000 grévistes sont faits prisonniers. Des stades de sports sont habilités pour y concentrer les grévistes qu'on ne peut pas entasser dans les commissariats et les prisons qui sont au complet. « Le calme est toujours et partout total en Argentine ».

La combativité des grévistes se déchaîne elle aussi. Ceux qui ont été amenés de force au travail et font semblant de travailler sous l'œil vigilant des mitraillettes, profitent de la moindre inadvertance des militaires pour prendre le large. Chez les soldats, cette inadvertance n'en est parfois pas une — elle est voulue. Même des policiers sympathisent, à leur manière, avec les grévistes. On ne sait jamais... Dans cette Amérique latine vouée au diable, personne n'est sûr de ce qui arrivera demain, ou même aujourd'hui.

A Buenos Aires, les ménagères s'organisent dans des comités pour dépister les jaunes éventuels ; elles sèment de clous les rues pour rendre difficile le transport des troupes.

Dans quelques villes, notamment à Cantabrica, les journaux qui parlent de l'échec de la grève sont, en guise de réponse et dans un autodafé, brûlés par la population. Dans d'autres villes, des tramways et des cars mis en service par ordre ou par les soins du gouvernement, sont renversés ou brûlés par les grévistes.

Après trois jours de combat, la grève générale fut terminée. Cette fois-ci ce fut le gouvernement qui l'emporta dans l'épreuve de force. Cependant les ouvriers ne se considèrent nullement battus. Certes ils ont perdu une bataille. Mais c'est tout. La grève est terminée, la lutte contre la réaction féodo-capitaliste continue.

Le véritable responsable de la défaite du 15 novembre n'est autre que la propre direction de la CGT. Elle a voulu rejouer le coup du 2 novembre : faire pression sur le gouvernement. Seulement celui-ci a mesuré tout le danger du jeu et n'a pas voulu s'y prêter.

Toute l'orientation de la direction de la CGT va dans le sens d'œuvrer à une révolution de palais, autrement dit à un pronunciamiento soi-disant capable de modifier la situation actuelle. Sa collusion avec un secteur des classes dirigeantes, dit démocratique (!) qui serait représenté par la fraction Lonardi (!!), est apparue clairement lors des dernières grèves et depuis.

Quant aux **descamisados** de la CGT, ils sont en train de tirer les conclusions de la dernière grève et de se demander s'ils n'ont pas été trahis par leur direction et si une nouvelle direction révolutionnaire des masses argentines ne s'imposerait pas dès maintenant.

On peut être convaincu qu'ils recevront une réponse affirmative des prochains développements de la lutte de classes en Argentine. Le mot d'ordre : Pour un Parti ouvrier de masse basé sur les syndicats, a fait déjà un bon chemin.

♣

Au moment où ce numéro est mis sous presse, nous recevons un très important article du camarade POSADAS, donnant un aperçu d'ensemble des évènements qui se sont produits cette année en Argentine ainsi que leurs leçons.

Nous publierons la traduction de cet article dans le prochain numéro de « Quatrième Internationale ».

TJOKRO

LES ÉLECTIONS EN INDONÉSIE

190 partis ont participé aux élections en Indonésie ; quatre d'entre eux ont gagné l'appui de larges masses. Des 43 millions d'électeurs, 28 millions ont voté pour ces quatre partis dans les proportions suivantes :

P.N.I. 8.071.029 voix ;
Masjoumi 7.752.450 voix ;
Nadahtoul Oulama 6.443.465 voix ;
Parti communiste 6.005.995 voix.

D'après un calcul provisoire, le Masjoumi obtiendra probablement 68 sièges, le P.N.I. 65 sièges, le N.O. 45 et le P.C. 40, sur les 260 sièges à répartir.

Les trois derniers partis ont obtenu la majorité de leurs voix dans l'île de Java, qui compte à elle seule les 2/3 des habitants de l'archipel indonésien. Le PNI a été prédominant dans la partie occidentale de l'île, le PC dans la partie orientale, et le N.O. à la campagne. Le Masjoumi par contre a enregistré le plus de succès dans les autres îles de l'archipel !

La grande surprise des élections, ce fut le grand nombre de voix obtenu par le N.O. Il ne s'agit pas d'un parti politique à proprement parler, mais d'un groupement provenant du Masjoumi, manquant de cadres politiques et rassemblé par des chefs de villages religieux et des oulémas (professeurs de religion). C'est le parti du «petit peuple» musulman, du petit paysan qui est sous l'influence des chefs religieux des **kampongs.** La victoire électorale du N.O. exprime la rébellion du petit peuple villageois contre les « maîtres » du grand parti Masjoumi, avec ses chefs et ses intellectuels.

En ce sens, la croissance du N.O. est un pas important vers la politisation de la paysannerie indonésienne. Les masses du N.O. sont les véritables alliés en puissance d'un parti prolétarien révolutionnaire. Si un des partis ouvriers qui ont participé aux élections avait eu le courage de poser réellement le problème de la réforme agraire, il est douteux que le N.O. eut encore obtenu tant de voix, malgré l'appui direct et indirect du clergé des campagnes.

La direction du Masjoumi, l'actuel parti gouvernemental, a été fort surprise par la victoire électorale du N.O. Elle avait au contraire escompté un triomphe électoral pour son propre parti, grâce à l'apport des voix qui sont allées en réalité au N.O. C'est là une des raisons pour lesquelles ce parti pro-impérialiste, qui jouit d'un fort appui du corps des officiers, n'a pas saboté davantage l'organisation des élections, et n'a pas essayé de retarder encore ces élections jusqu'à un moment où son régime se serait davantage stabilisé ! La défaite relative du Masjoumi fut d'ailleurs également une surprise douloureuse pour les impérialistes néerlandais. La presse impérialiste avait en général escompté une victoire du Masjoumi. Ainsi le journal catholique « Volkskrant » écrivait le 25 septembre 1955 : « Il semble que le Masjoumi obtiendra une belle victoire et devancera le P.N.I. ». Le journal réformiste « Het Vrije Volk » dut par contre constater dans son numéro du 5 octobre dernier : « Les représentants des pays de la SEATO à Washington ont exprimé leur inquiétude quant au résultat des élections indonésiennes. Dans des conversations particulières, des hommes d'Etat américains ont exprimé une inquiétude similaire ! On craint que le nouveau gouvernement qui sera constitué en Indonésie n'aura pas une attitude amicale envers le SEATO ».

Le PNI (Parti National Indonésien) du président Soekarno a également été surpris par l'issue des élections. Il y a quelques mois, le président Soekarno partit précipitamment pour la Mecque afin que, pendant son absence, puisse se constituer un gouvernement du Masjoumi et du PSI (parti socialiste indonésien), appuyé par la direction de l'armée, dans lequel le PNI n'était plus représenté. Lorsqu'il rentra de voyage, Soekarno fut accueilli par quelques officiers qui l'envoyèrent pour quelques semaines en vacances parce que le nouveau gouvernement n'avait pas encore été constitué. On lui interdit même de participer à la campagne électorale — alors qu'actuellement il prend une part active à la préparation des élections pour la Constituante qui auront lieu en décembre. Il y attaque, d'une façon démagogique bien connue, les impérialistes et le Masjoumi, sans d'ailleurs désigner nommément des pays, des partis ou des personnes.

Le PNI est le parti de la bourgeoisie neutraliste, et de couches nationalistes, anti-impérialistes, de la population. Ce parti ne représente pas non plus un tout homogène, et n'existe dans une large mesure que grâce à l'opportunisme des dirigeants staliniens. Son lien interne principal, c'est la tradition établie d'avant la deuxième guerre mondiale, qui en fait le symbole de la lutte pour l'indépendance aux yeux de beaucoup de gens.

En ce qui concerne les partis se revendiquant de la classe ouvrière, les élections ont confirmé la prévision que le PC obtiendra les voix du prolétariat urbain et des travailleurs des plantations. Mais cela n'est certainement pas dû à l'attitude des dirigeants ou à la plate-forme électorale de ce parti. C'est plutôt l'expression du désir d'une révolution politique et sociale d'après le modèle des ouvriers et des paysans pauvres chinois et vietnamiens.

Le symbole électoral du PC, ce fut le drapeau avec la faucille et le marteau. Ce drapeau communiste devait voiler la nature suspecte de la marchandise électorale que les chefs staliniens présentèrent aux masses. Cette marchandise inclut entre autres l'acceptation de la « Pantjasila », les « cinq piliers » de l'Etat indonésien qui impliquent notamment la reconnaissance de l'existence du « Dieu unique ». Un autre échantillon de cette propagande opportuniste, c'est le slogan suivant : « Pour le paysan, une voix donnée au PC signifie une réduction de la rente au propriétaire foncier, une amélioration du revenu du paysan producteur, une lutte contre l'expropriation des terres. Pour l'ouvrier, une voix pour le PC c'est une voix en faveur du droit et de la liberté pour défendre ses intérêts légitimes (!) ».

L'organe théorique du PC hollandais « Politiek en Cultuur » explique plus clairement encore dans son numéro de novembre 1955 la portée opportuniste de ce programme. Il écrit : « Ces revendications (de la plate-forme électorale) sont basées sur l'orientation vers un gouvernement national de coalition. C'EST POURQUOI ELLES NE RECLAMENT PAS DE REFORME AGRAIRE EN FAVEUR DES PAYSANS ».

Plus loin, la même revue écrit : « Cela signifie que le PC indonésien exprime dans sa campagne électorale l'aspiration vers un front unique national contre l'impérialisme néerlandais et ses laquais du Masjoumi et du PSI ». Mais à peine les élections étaient-elles terminées que le PC indonésien, analysant leurs résultats, déclare : « Une coalition PNI-NO-PC-Masjoumi, voilà la meilleure solution pour l'Indonésie ! » En d'autres termes : faisons le front unique anti-impérialiste avec les laquais de l'impérialisme...

Quant au Parti socialiste de Sjarir, il a subi une défaite écrasante, et ne disposera vraisemblablement pas de plus de 5 sièges dans le nouveau Parlement. Pour expliquer les causes de cette défaite, Sjarir déclara à la presse que son parti avait mené une campagne électorale honnête et cultivée, dans le but de montrer au public qu'il devait se comporter de « façon chevaleresque ». Nous sommes heureux de constater que les ouvriers et paysans pauvres d'Indonésie n'ont pas eu beaucoup de confiance dans les qualités chevaleresques de Sjarir, qui a essayé à plusieurs reprises de vendre la révolution indonésienne aux impérialistes néerlandais.

Le fait que le Partai Murba, qui disposait de 3 sièges au Parlement, n'y sera plus représenté est moins réjouissant. Nous ne disposons pas encore des résultats définitifs des élections dans l'est de Java, où le Partai Murba aura probablement obtenu le plus de voix. Mais les résultats de la capitale Djacarta indiquent nettement l'ampleur de la défaite du Partai Murba. Alors que le PC a obtenu énormément de voix, dans le faubourg portuaire de Tandjoug Priok notamment, le Partai Murba n'a reçu en tout que 1 % des voix, 8.763 sur 790.000.

Les dirigeants du Partai Murba, dont quelques-uns ont été les collaborateurs intimes de Tan Malakka, récoltent maintenant les fruit amers de la politique peu courageuse et contraire aux principes du marxisme révolutionnaire qu'ils ont suivie depuis plusieurs années. Espérons que cette défaite électorale sera une leçon pour eux, qu'ils rompront avec l'opportunisme, qu'ils ne continueront plus d'agir comme une ombre de gauche du PC, et qu'ils élaboreront un programme marxiste-révolutionnaire, basé sur l'émancipation véritable des ouvriers et des paysans pauvres. Sur cette voie, ils pourraient compter sur toute l'aide nécessaire de la IVe Internationale.

En résumant, on peut constater que les élections représentent une victoire des tendances anti-impérialistes, staliniennes ou nationalistes-neutralistes. Les résultats obtenus par le PNI, le PC et le N.O. le démontrent, ainsi que la défaite du Masjoumi et l'écrasement du PS de Sjarir. Cela semble indiquer que la situation intérieure de l'Indonésie s'est momentanément stabilisée. Nous disons « semble indiquer » parce que la vie politique ne s'est encore nullement cristallisée, et que le développement politique des masses suit encore une courbe ascendante. Six millions de voix pour le PC indiquent de toute façon la direction que les ouvriers et paysans pauvres d'Indonésie ont choisie. Nous oserons d'ailleurs prédire que cette orientation sera précisée davantage encore au cours des élections de décembre 1955 pour la Constituante.

Si la direction de l'armée, en collaboration avec le Masjoumi et le P.S. de Sjarir, essayait de prévenir un tel développement au moyen d'un coup d'Etat, ce qui devient de moins en moins possible dans les rapports de forces actuels, l'Indonésie serait impliquée dans une guerre civile totale. Dans ce cas aussi, l'avenir pour l'impérialisme sera sombre dans ce pays et appartiendra aux ouvriers et paysans pauvres.

M. PABLO

L'U. R. S. S. a-t-elle achevé la construction du socialisme ?

Cette question n'a cessé de ressurgir dans les discussions qui ont eu lieu parmi les dirigeants soviétiques depuis que Staline, révisant sa propre affirmation contraire dans la première édition des Questions du Léninisme, a déclaré, fin 1924, possible « la victoire complète » du « socialisme dans un seul pays ».

Les termes et les arguments de la lettre « d'autocritique » de Molotov, parue dans le Communiste en octobre dernier, démontrent que la question reste toujours d'actualité, malgré les progrès économiques et culturels incontestablement énormes accomplis par l'URSS.

En un sens, c'est d'ailleurs grâce à ces progrès que la question acquiert une nouvelle actualité, le développement inégal de l'URSS dans les domaines aussi bien économique, politique, social et culturel devenant plus clair, plus frappant.

La théorie stalinienne d'un développement constant, graduel, en vase clos, sur la base des ressources propres de l'URSS, vers le socialisme achevé et même vers le communisme, fabriquée au début en tant que « consolation » des masses fatiguées et désappointées par le retard de la révolution dans les pays avancés, qui a servi ensuite comme drapeau idéologique pour l'affermissement de la position privilégiée, dominante et incontrôlable de la bureaucratie soviétique, est constamment mise en échec par le développement en réalité dialectique et contradictoire de l'URSS.

Ce développement s'achemine en effet à travers la reproduction incessante de nouvelles contradictions qui proviennent fondamentalement des disproportions existant entre les branches principales de son économie, développée en régime autarcique, en dehors de la division internationale du travail et des possibilités du marché mondial. Ces contradictions nourrissent des antagonismes sociaux entre classes et couches de la société soviétique, qui sont eux aussi loin d'être éliminés, et qui en l'absence d'un régime prolétarien démocratique, se reflètent politiquement de manière déformée dans les crises de la direction de la bureaucratie soviétique.

Certains ont voulu voir dans l' « autocritique » de Molotov un prétexte futile pour sa prochaine disgrâce, la querelle à propos des « bases du socialisme » ou « du socialisme achevé » déjà en URSS leur paraissant du pur académisme. Ils se trompent cependant lourdement. Cette querelle, probablement réelle entre tendances différentes de la nouvelle direction de la bureaucratie soviétique, divisées sur les questions intérieures, est liée à telle ou telle estimation essentiellement différente de la situation en URSS, et par conséquent aussi de l'orientation à suivre.

On connait sur quelle interprétation fallacieuse de certains écrits de Lénine Staline a basé son affirmation soi-disant « léniniste » de la possibilité de parachever la construction du socialisme dans un seul pays: les références de Lénine se rapportaient à la possibilité de la victoire de la révolution, de la prise du pouvoir par le prolétariat dans un pays pris séparément. Lénine dégageait cette possibilité de l'inégalité accentuée du développement lors de la période impérialiste. C'est dans ce sens que Lénine a parlé de « la victoire du socialisme » dans un seul pays.

D'autre part, il est à remarquer que Staline lui-même, chaque fois qu'il avait à se prononcer sur le parachèvement du socialisme en URSS, a maintenu une certaine équivoque : l'édification du socialisme n'était parachevée selon lui que dans un certain sens, sous certains aspects.

Cependant, depuis l'achèvement du premier plan quinquennal et la collectivisation de l'économie agricole, toutes les références sur cette question aussi bien de lui que des organismes du P.C. de l'URSS, mentionnées dans « l'autocritique » de Molotov, tendaient à laisser l'impression que le socialisme est effectivement achevé en URSS et qu'on aborde maintenant « graduellement » la phase supérieure du communisme.

Le contenu ainsi attribué par les staliniens au terme du « socialisme achevé » n'a en réalité rien à avoir avec celui accordé à ce terme par les classiques du marxisme, de Marx à Lénine. Tous ont compris par ce terme un régime économiquement supérieur au capitalisme le plus avancé, sous le rapport de la quantité de la production par tête d'habitant, de la qualité et du coût, politiquement caractérisé par un Etat en plein dépérissement ; socialement par l'éviction effective et non formelle, juridique, des classes.

Un tel régime n'est concevable que sur la base d'un niveau de forces productives de loin supérieur à celui du capitalisme le plus avancé, et qui côtoie déjà l'abondance.

Il suffit de mentionner ces critères pour apercevoir immédiatement à quel point l'affirmation selon laquelle l'URSS de 1955 a parachevé le socialisme et s'engage dans la construction du communisme est non moins absurde que par le passé.

L'URSS — est-il vraiment besoin de le rappeler ? — n'a toujours pas atteint économiquement le niveau de quantité de production par tête d'habitant, de qualité et de prix de revient des pays capitalistes avancés ; politiquement elle est toujours dotée d'un appareil d'Etat tentaculaire, bureaucratique et omnipotent ; socialement elle n'a pas éliminé les distinctions de classe entre ouvriers et paysans, ni la différenciation sociale au sein de ces classes, entre une bureaucratie privilégiée et les larges masses.

Afin de mieux clarifier ces questions arrivées effectivement à une maturité plus grande que par le passé, nous publions ci-dessous le texte de l'exposé fait à l'Ecole de cadres de l'Internationale tenue cet été, par le camarade M. Pablo et portant le titre : « Les questions économiques fondamentales de l'époque de transition ».

Les problèmes économiques fondamentaux de l'époque de transition

Après la prise du pouvoir par le prolétariat dans un pays donné s'édifie un **régime préparatoire au socialisme.**

Les staliniens, néo-vulgarisateurs du marxisme, parlent d'un **régime socialiste** dans le sens de la première phase « socialiste » de la société communiste, que Marx le premier a distinguée et que Lénine a nommée ensuite ainsi dans son ouvrage « L'Etat et la Révolution ».

Marx et Engels avaient envisagé très correctement, mais d'une manière nécessairement à leur époque trop générale, qu'entre la « société capitaliste » et la phase supérieure « communiste » de la société issue de la victoire mondiale sur le capitalisme, se situera toute une période, toute une époque devons-nous préciser maintenant, « de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci » (« Critique du programme de Gotha »). Nous appelons avec Lénine « socialiste » la phase inférieure de cette nouvelle société, « communiste » sa phase supérieure.

Aujourd'hui aussi bien dans le cas de l'URSS que des autres Etats ouvriers déformés issus de la deuxième guerre mondiale nous n'avons pas encore affaire même à cette phase inférieure « socialiste » indiquée par Marx, mais à un nouvel échelon plus inférieur encore, que nous appellerons **phase inférieure du socialisme**, ou phase préparatoire au socialisme.

Cette distinction tient au fait que la victoire sur le capitalisme s'est avérée historiquement se cantonner tout d'abord dans un pays, ensuite dans d'autres pays, et non pas comme un processus de victoire plus ou moins rapidement généralisé sur l'ensemble du monde capitaliste.

En outre, la marche de la Révolution mondiale qui s'étale sur toute une période, épouse une courbe qui va des pays semi-coloniaux et coloniaux à ceux de l'Europe occidentale, la victoire sur le capitalisme aux Etats-Unis devant rester, selon toute probabilité, comme la dernière à remporter parmi tous les grands pays capitalistes.

Si nous voulons par conséquent comprendre les problèmes économiques fondamentaux qui se posent dans les cas vivants des Etats ouvriers de notre époque, nous devons partir du fait que ces Etats représentent une phase préparatoire au socialisme et non pas « socialiste » dans le sens indiqué par Marx ou Lénine, en théorie, avant l'expérience concrète de la Révolution de 1917 et de l'URSS.

Nous ne comprendrons, cependant, pas bien, pas correctement cette expérience sans avoir tout d'abord assimilé les notions fondamentales que Marx avait déjà données sur la première phase « socialiste » de la société issue du capitalisme. Ces notions sont en nombre très limité, Marx ne voulant extrapoler, en partant de l'analyse de la société capitaliste, vers la société socialiste que juste dans la mesure scientifiquement permise par cette analyse. Marx s'est contenté d'esquisser quelques traits généraux de la nouvelle société, traits qui constituent une excroissance de leurs racines encore plongées dans la société capitaliste.

Pour le reste il s'en est remis, en vrai marxiste, à l'avenir et à l'apport de matière nouvelle, vivante, d'expérience nouvelle, seules capables d'alimenter un prolongement solide, scientifique de l'analyse théorique.

L'essentiel de ce qu'a dit Marx sur la période de transition, et plus particulièrement sur sa phase inférieure « socialiste », se trouve dans sa fameuse critique du programme de Gotha (1).

Faisant la distinction entre une phase supérieure « communiste » de la société issue du capitalisme, et sa première phase inférieure, Marx écrit à propos de cette phase :

> « Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de **sortir** de la société capitaliste ; une société par conséquent qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue ».

(1) C'est à Gotha que s'est réunie, du 14 au 15 février 1875, la commission chargée d'élaborer le programme d'unification de l'*Association générale allemande* de Lassalle, et du *Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne* dirigé par A. Bebel et W. Liebknecht.

Cette société, **sur le plan de la production**, se distingue, selon Marx, par la « propriété commune des moyens de production », l'étatisation de tous les moyens de production. Mais, sur **le plan de la distribution**, de la **consommation**, chaque producteur reçoit de la société l'équivalent exact de « son quantum individuel de travail » — « les défalcations une fois faite ». (2)

Marx explicite ainsi cette idée du « quantum de travail » et la manière de recevoir de la société « son équivalent » :

> « Par exemple la journée sociale du travail représente la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour, sous une autre forme ».

Ce principe de rémunération du travail, dit Marx, est « le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est échange de valeurs égales ».

La loi de la valeur, par conséquent, continue à agir dans ce domaine pendant la phase inférieure « socialiste » de la société issue du capitalisme. Mais le **fond et la forme** de cette loi sont différents, selon Marx, parce que « les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail, et que par ailleurs rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle. Mais pour ce qui est du partage de ces objets, le principe directeur est le même que pour l'échange des marchandises équivalentes: une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme ».

Ce qu'il faut retenir de l'analyse de Marx donnée dans sa critique du programme de Gotha, c'est que, tout en envisageant dans le domaine de la rémunération du travail une certaine action de la loi de la valeur, il n'envisage **ni argent ni marchandises ni marché, comme caractéristiques de cette phase.** Pour cette raison, il ne parle que « d'objets » à échanger et de « bons » avec lesquels les producteurs retirent des « stocks sociaux d'objets de consommation » l'équivalent de leur quantum de travail.

Lénine parlera, dans « **l'Etat et la Révolution** », d'un « certificat » « constatant la quantité de travail » que le producteur a fournie, et avec lequel il recevra « des magasins publics d'objets de consommation une quantité correspondante de produits ».

La répartition des objets de consommation se faisant durant cette phase de la nouvelle société « selon le travail » et non pas selon les besoins, il s'ensuit selon Marx une **inégalité de fait.** En effet l'unité de travail doit mesurer soit la « durée », soit « l'intensité » du travail. Mais les individus, étant différents du point de vue physique ou moral, peuvent fournir dans le même temps « plus de travail », ou peuvent travailler plus de temps l'un que l'autre. D'où une première **inégalité dans le rendement.** Une **autre inégalité** provient de la diversité des conditions et des besoins des différents producteurs : l'un est marié, l'autre non, l'un a plus d'enfants que l'autre, etc...

Marx reconnait la nécessité d'une rémunération **inégale** durant cette phase, mais considère qu'en partant de celle-ci la tendance d'évolution de la société est vers une **égalité plus grande**, elle-même dépassée ensuite dans la phase supérieure communiste de la société, dans laquelle la société « pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Ainsi ,pour résumer, Marx concevait la phase inférieure de la société issue de la victoire mondiale sur le capitalisme comme caractérisée économiquement par l'étatisation de tous les moyens de production, sans argent ni marchandises ni marché, la loi de la valeur agissant sous une forme limitée et spéciale dans la rémunération du travail, rémunération nécessairement inégale, mais évoluant vers une plus grande égalité, elle-même enfin dépassée dans la phase supérieure communiste de la société.

Voilà tout ce que Marx a pu dire de concret dans ce domaine et ce que Lénine a répété, sans rien y ajouter de nouveau, dans son **Etat et la Révolution.**

L'expérience concrète tout l'abord de l'URSS et, ensuite, d'autres Etats ouvriers d'aujourd'hui, réalisée dans des conditions historiques particulières, non prévues — victoires limitées sur le capitalisme et remportées dans des pays arriérés — a considérablement modifié les conditions du problème, tout en les concrétisant de manière nécessairement infiniment plus détaillée qu'auparavant.

Nous examinerons dès à présent les problèmes économiques fondamentaux de l'époque de transition, tels qu'ils se dessinent à la lumière de l'expérience déjà vécue d'environ 40 ans, et non pas selon la façon dont ils se sont présentés historiquement dans le cas de l'URSS ou d'autres Etats ouvriers. Ceci pour les considérations suivantes :

La voie de la construction du socialisme en général, du socialisme dans un pays donné en particulier, n'était donnée dans aucun ouvrage théorique d'aucun classique du marxisme. Elle restait à découvrir concrètement. Cela était aussi

(2) Les défalcations, selon Marx, comportent une partie destinée à accroître la production, à remplacer les machines, et autres frais de l'économie, et une partie destinée aux frais d'administration, d'équipement et de prévoyance sociale.

bien l'avis de Rosa (3) que de Lénine et Trotsky (4). Seul Staline plus tard a voulu chercher dans les formules du «Capital », qui concernent « une sorte de capitalisme « chimiquement pur » (Trotsky) et démontrent les tendances essentielles du capitalisme concret, entre autre « à quelle allure la dictature du prolétariat doit accomplir la collectivisation de l'économie rurale » !

La bureaucratie soviétique en URSS et ses émules dans les « Démocraties populaires » et la Chine, par le fait de leur nature bureaucratique, se sont engagés avec un empirisme encore plus plus grand qu'il n'était nécessaire dans la voie de la construction socialiste, chose qui a eu comme conséquence de rendre cette voie encore plus tortueuse, plus compliquée et plus antiéconomique.

La preuve en est dans le fait que, comme nous allons le voir, des prévisions et des indications fondamentales données par L. Trotsky et l'Opposition de gauche dans les années 1923-1933 sur la voie à suivre s'avèrent aujourd'hui infiniment plus correctes que les voies entreprises par la bureaucratie (qui fut formée et a dominé précisément dans ce processus).

Il est plus facile, en se plaçant du point de vue de l'expérience d'aujourd'hui et en épurant l'évolution historique concrète du facteur perturbateur de la bureaucratie, de dégager infiniment plus clairement la voie économique de la construction du socialisme selon la marche que suit historiquement la révolution prolétarienne à notre époque.

On peut considérer maintenant comme établi le fait que le régime économique qui s'installera dans un pays donné, après la prise du pouvoir par le prolétariat, doit procéder par l'étatisation des principaux moyens de production, dans le domaine de l'industrie ,des banques du commerce extérieur, **la question de la terre devant trouver une solution, selon le caractère du pays et les conditions internationales données.**

A l'encontre des caractéristiques indiquées par Marx pour la phase « socialiste », étant donné que nous aurons en réalité à faire avec une échelon encore plus inférieur préparatoire au socialisme, **les méthodes et les pratiques commerciales (marché, marchandises, argent) domineront pour toute une période, et devront être adoptées sans hésitation et tâtonnements inutiles dès le début.** De ce point de vue, l'étape de la NEP, **dont les méthodes et pratiques commerciales constituent un élément essentiel,** commencée en URSS en 1921 seulement, après un début hésitant suivi d'une courte période de « communisme de guerre», qui a fait vite faillite, s'avère beaucoup plus longue que Lénine lui-même ne l'avait pensé, et sous cet aspect des méthodes et pratiques commerciales, elle dure encore en URSS (5).

Lénine avait justifié la NEP. c'est-à-dire la nécessité de rétablir le marché, primordialement « par l'existence dans le pays de (vingt-cinq) millions d'exploitations paysannes isolées accoutumées à définir par le commerce leurs rapports avec le monde environnant » (L. Trotsky, **la Révolution trahie**).

Staline, effectuant en 1928 le tournant brusque à l'industrialisation planifiée et à la collectivisation forcée de l'économie agricole, crut au début pouvoir liquider ainsi la NEP.

Mais même la collectivisation est loin de conduire à la liquidation du marché. « La collectivisation ne peut être viable que dans la mesure où elle est capable d'intéresser les kolkhoz individuellement, en élaborant leurs relations réciproques, ainsi que les relations des kolkhoz avec le monde présent sur la base d'un calcul commercial. Cela signifie qu'un établissement économique correct de la collectivisation à l'étape présente (octobre 1932) devait conduire non pas à la disparition de la NEP mais à une refonte continue de ses méthodes ». (L. Trotsky, **L'économie soviétique en danger**).

Dans la **Révolution trahie,** L. Trotsky arrive à cette conclusion : « L'assainissement des relations économiques avec la campagne constituait sans nul doute (en 1921) la tâche la plus urgente et la plus épineuse de la NEP. L'expérience montra vite que **l'industrie elle-même,** bien que socialisée, avait besoin des méthodes de calcul monétaire élaborées par le capitalisme. Le plan ne saurait reposer sur les seules données de l'intelligence. Le jeu de l'offre et de la demande reste pour lui et pour lontemps encore la base matérielle indispensable et le correctif sauveur » (souligné par nous).

La notion du **marché** est liée à celle des **marchandises** et de **l'argent.** Ni l'une ni l'autre ne disparaissent dans le régime de transition, mais, au contraire. dans un sens marchandises et argent **s'épanouissent** avant justement de pouvoir disparaître.

> « L'époque transitoire entre le capitalisme et le socialisme, considérée dans son entier, exige non la diminution de la circulation des marchandises, mais bien son extrême élargissement, toutes les branches de l'industrie se transforment et grandissent, il s'en crée sans cesse de nouvelles et toutes doivent, quantitativement comme qualitativement, déterminer leurs situations réciproques.
>
> ...Pour la première fois dans l'histoire, tous les produits et tous les services peuvent être échangés les uns contre les autres ». (**La Révolution trahie**).

L'importance accrue des marchandises, c'est-à-dire des produits échangés, mesurés par le temps de travail qui y est incorporé, pendant l'époque de transition provient de la nécessité de passer de la pénurie à l'abondance par l'accroissement incessant de la richesse. Ce n'est que quand cet accroissement de la richesse qui s'effectue nécessairement sous forme de marchandises, atteindra l'abondance, que les conditions seront alors créées pour la suppression des marchandises.

Dans ces conditions,**l'argent** non plus ne disparaît pas immédiatement mais, au contraire, son importance passe par un maximum avant qu'il entre dans sa phase de dépérissement effectif conduisant à sa disparition.

Cependant, **aussi bien marchandises qu'argent** ont, au sein du **régime de transition,** des **fonctions modifiées** qu'il s'agit de saisir.

Voyons tout d'abord les modifications dans la notion de **la marchandise.** Les moyens de production, y compris les matières premières, propriété de l'Etat, cessent d'être des marchandises proprement dites et ne gardent que la **forme extérieure** de marchandises (se réglant par une **monnaie de compte** et non fiduciaire). Quant à l'argent, il cesse, dans un tel régime, de pouvoir se transformer en **capital privé** (usuraire, commercial, industriel), et cette fonction est transférée à l'Etat « commerçant, banquier, et industriel universel » (**La Révolution trahie**). Il cesse aussi de fonctionner en tant que moyen de thésaurisation privé. « Par ailleurs, les fonctions plus élémentaires de l'argent, mesure de valeur, moyen de circulation et de paiement sont conservées et acquièrent même un champ d'action plus large que celui qu'elles eurent en régime capitaliste ». (Ibid).

Nous reparlerons du rôle de l'argent lors de l'examen du Plan.

Que devient alors dans un tel système économique **la loi de la valeur** ? Nous avons vu que, selon Marx, cette loi sous une forme modifiée, agit même pendant la **phase socialiste** dans le domaine de la **rémunération du travail.** Pendant la **phase préparatoire au socialisme** son action est encore plus vaste, quoique **sous une forme modifiée.**

Le principe du plan modifie les conditions dans lesquelles opère la loi de la valeur, en éliminant la forme capitaliste de cette loi — la loi de la péréquation du taux de profit — mais elle ne la supprime pas dans tous les domaines où il s'agit des échanges de produits, échanges basés sur l'équivalence des quantités de travail.

Elle entre aussi bien dans la détermination du prix du travail que du **prix de revient** des marchandises, indépendamment de la faculté qu'a l'Etat, qui est à la fois maître de la masse des marchandises et des organes d'émission, de fixer arbitrairement les prix de vente et d'achat.

La loi de la valeur se manifeste clairement aussi bien dans les rapports de l'Etat avec les ouvriers que dans les rapports de la ville et de la campagne, et de l'ensemble de l'URSS avec le marché mondial. Elle agit cependant, répétons-le, de manière modifiée.

« L'économie planifiée de la période de transition, tout en étant fondée sur la loi de la valeur, la viole pourtant à chaque pas et établit des rapports entre les différentes branches économiques et entre l'industrie et l'agriculture en premier lieu, sur la base de l'échange inégal.

«Le budget d'Etat joue un rôle de levier pour l'accumulation forcée et la répartition planifiée. Ce rôle devrait augmenter au fur et à mesure du progrès économique ultérieur.

«Le financement à crédit règle les relations entre l'accumulation coercitive du budget et les fluctuations du marché, tant que ces dernières agissent ». (L. Trotsky, **Staline théoricien**).

D'où la différence avec le fonctionnement capitaliste de la loi de la valeur, et surtout avec les formules de Marx (second volume du **Capital**) concernant ce fonctionnement dans le cas d'un « capitalisme chimiquement pur » qui ne connaît aucune intervention « planificatrice » de l'Etat, et où agissent seules, « aveuglément », les forces du marché, disciplinées par la loi de la valeur.

De même la **rente foncière absolue** n'est point abolie ; elle est étatisée, réali-

---

(3) « Bien loin d'être une somme de prescriptions toutes faites, qu'on n'aurait plus qu'à appliquer, la réalisation pratique du socialisme en tant que système économique, juridique et social, est une chose qui reste complètement enveloppée dans le brouillard de l'avenir. Ce que nous possédons dans notre programme, ce ne sont que quelques grands poteaux indicateurs, qui montrent la direction générale dans laquelle il faut s'engager, indications d'ailleurs d'un caractère surtout négatif. Nous savons à peu près ce que nous aurons à supprimer tout d'abord pour rendre la voie libre à l'économie socialiste. Par contre, de quelle sorte seront les mille grandes et petites mesures concrètes en vue d'introduire les principes socialistes dans l'économie, dans le droit, dans tous les rapports sociaux, là aucun programme de parti, aucun manuel de socialisme ne peut fournir de renseignements. Ce n'est pas une infériorité, mais précisément une supériorité du socialisme scientifique sur le socialisme utopique, que le socialisme ne doit et ne peut être qu'un produit historique, né de l'école même de l'expérience, à l'heure des réalisations, de la marche vivante de l'histoire, laquelle, tout comme la nature organique, dont elle est une partie en fin de compte, a la bonne habitude de faire naître toujours, avec un besoin social véritable, les moyens de la satisfaire, avec le problème sa solution. » (Rosa Luxembourg, *La Révolution russe*).

(4) « Durant les premières années qui suivirent Octobre écrit L. Trotsky (*Staline théoricien*), nous nous étions souvent opposés à ces tentatives naïves de chercher chez Marx la réponse aux questions qu'il n'avait même pas pu poser. Lénine me soutenait toujours en cela. Voici deux exemples dont nous avons par hasard le sténogramme :

« Nous nous rendons compte, disait Lénine, que d'après les paroles du camarade Trotsky, nous serons obligés de faire des expériences. Personne au monde n'a encore entrepris une œuvre aussi énorme que celle que nous nous proposons. » (18 mars 1919).

« Quelques mois plus tard, il disait : « Le camarade Trotsky avait parfaitement raison en affirmant que tout cela ne se trouve pas dans les ouvrages que nous considérons comme des œuvres directrices ; cela ne découle d'aucune conception générale socialiste, cela n'est déterminé par aucune expérience, et nous devons tout vérifier par notre propre expérience. » (8 décembre 1919).

(5) Il ne faut pas oublier que le Parti en 1919 pensait sérieusement pouvoir passer du « communisme de guerre » au vrai communisme, et que son programme adopté en 1919 écrivait : « Dans le domaine de la répartition, le pouvoir des soviets persévère inflexiblement dans la substitution au commerce d'une répartition des produits organisée à l'échelle nationale sur un plan d'ensemble. »

sée par l'Etat principalement dans ses rapports commerciaux avec le marché mondial (6). Nous en reparlerons lors des problèmes que pose la collectivisation de l'économie agricole.

La notion du **profit** ne cesse pas non plus d'exister dans le régime de transition, quoiqu'elle soit **modifiée.** Le **profit** dans ce cas consiste dans la différence entre le prix de revient du produit et son prix de vente, déduction faite de l'impôt, perçu par l'Etat sur le chiffre d'affaires. C'est le plan qui détermine les profits de chaque entreprise, positifs ou négatifs, et c'est l'Etat qui capitalise en dernière analyse la masse du profit.

Le profit sert d'autre part à l'Etat comme élément de vérification de l'exécution du plan par chaque entreprise. (Loi dé la rentabilité).

(6) Malgré l'avis de Staline qui voyait dans la nationalisation de la terre l'abolition de la rente foncière.

Enfin la notion de **l'intérêt existe,** elle aussi modifiée, dans les rapports de l'Etat avec les particuliers (sous forme d'intérêt des emprunts à long terme et sous la forme d'intérêt des dépôts à court terme). Ele existe aussi entre l'Etat et les entreprises pour leurs emprunts à court terne, mais juste pour rémunérer le travail bancaire, pour couvrir les frais de l'administration qui s'en occupe.

Quant aux fonds destinés aux investissements, et qui proviennent du budget, l'Etat les verse aux entreprises non seulement sans intérêt mais aussi à fonds perdus, les investissements étant incorporés au capital statutaire de l'entreprise. Tous ces points importants sont en général totalement négligés par ceux qui assimilent plus ou moins le capitalisme au « capitalisme d'Etat » soviétique.

(à suivre)

Architecture en U. R. S. S.

(*Suite de la page* 26)

portera le nom de Lénine, tout comme le nouveau métro de Leningrad ; et Kaganovitch se contentera de donner son nom à une station.

Il y aura en URSS d'autres critiques et d'autres changements que ceux auxquels la bureaucratie procède actuellement. C'est une révolution politique qui mûrit dans le pays.

Voici des extraits significatifs de la déclaration du C.C. du P.C. de l'URSS et du Conseil des Ministres de l'URSS sur les problèmes de l'architecture :

« **...afin d'éviter l'extravagance et l'amateurisme, nos architectes et ingénieurs doivent devenir les partisans de tout ce qui est neuf et progressif en construction et en modèle. Le travail de construction doit être accompli conformément aux modèles standards, les plus économiques, élaborés sur la base des méthodes de production industrielle. La simplicité, la sévérité de la forme et l'économie dans l'exécution doivent être appropriées à l'architecture soviétique. L'aspect attrayant des constructions doit être obtenu non par l'application d'ornements parés et étendus mais par la relation organique des formes architecturales avec l'objet de la construction, par leurs bonnes proportions, et aussi par une utilisation correcte des matériaux, des structures et des détails, et par la haute qualité du travail.** »

Le centenaire d'Eugène DEBS

la plus grande figure du socialisme américain

Dans la citadelle capitaliste des Etats-Unis, au moment où les organisations syndicales de l'AFL et du CIO ont fusionné pour former un mouvement syndical fort de 16 millions de membres, le retard politique a trouvé son expression la plus éclatante dans le fait que ce mouvement syndical a ignoré le centième anniversaire de la naissance d'Eugène Debs ; ce sont seulement les petits groupes d'avant-garde isolés qui ont rappelé que le 5 novembre 1955 était né celui qui fut un pionnier du syndicalisme d'industrie et *la plus grande figure dans l'histoire du socialisme aux Etats-Unis.*

Né dans une famille ouvrière, Eugène Debs commença à travailler comme employé sur les chemins de fer à 15 ans. Il rejoignit une organisation syndicale de type corporatif en 1875, à l'âge de 20 ans. Depuis lors, toute sa vie fut consacrée à la lutte de classe. En 1893, un des premiers, il renonce au syndicalisme de métier pour le syndicalisme d'industrie, organise une fédération nationale de cheminots dont il sera nommé président. Dirigeant des grandes grèves de cheminots en 1894-95, il sera emprisonné pour la première fois pendant 6 mois.

A la sortie de prison, il rejoignit le mouvement socialiste dont il sera en Amérique le propagandiste le plus infatigable et le plus talentueux. Qui pourrait croire que, comme candidat socialiste à la présidence de la république, de 96.000 voix en 1900 il parvint à recueillir 901.000 voix en 1912 et près de 920.000 voix (soit 6 % du corps électoral) en 1920 ?

Il fut violemment opposé à la guerre de 1914, et fut condamné et emprisonné en raison de la propagande qu'il mena contre elle. Le jeune gouvernement soviétique essaya en vain d'obtenir sa libération en échange de la libération d'un soldat américain qui avait été emprisonné en Russie.

Debs affirma sa solidarité avec la révolution russe et les bolcheviks, mais il ne rejoignit pas les rangs du P.C. américain tout en regrettant que le P.S. n'ait pas donné son adhésion à la 3e Internationale. Il n'y a pas d'explication satisfaisante pour cette contradiction, car de tout son être, il était avec les communistes. Il le dit en termes éloquents:

« *Lénine et Trotsky ont été les hommes de l'heure et, sous leur direction intrépide, incorruptible et intransigeante, le prolétariat russe a tenu contre les assauts combinés de toutes les classes dirigeantes dans le monde. C'est un spectacle magnifique. Il réchauffe le sang et le cœur de tout révolutionnaire et il suscite l'admiration du monde... De ma tête aux pieds, je suis un Bolchevik et je suis fier de l'être.* »

Sorti de prison en 1921, il vécut encore quelques années ; mais un nouveau chapitre de l'histoire des Etats-Unis s'était ouvert, qui a commencé par une éclipse du mouvement socialiste et qui finira par le triomphe de celui-ci aux Etats-Unis, dernier bastion du monde capitaliste. Le nom de Debs a été entraîné dans cette éclipse. Il est pratiquement inconnu aux Etats-Unis, alors que sa renommée y était jadis très grande parmi les amis comme parmi les ennemis du socialisme.

A quoi Debs devait-il une telle célébrité ? Dans son autobiographie, Trotsky qui avait connu Debs en dit quelques mots très saisissants :

« *Le vieux Eugène Debs se détachait nettement... par un feu intérieur, inextinguible d'idéalisme socialiste. Sincère révolutionnaire, mais romantique et prédicant, pas du tout homme politique et leader... Personnellement, Debs produisait une impression captivante...* »

Debs était le type le plus remarquable de ces socialistes d'avant 1914, qui étaient avant tout des *propagandistes* expliquant à la classe ouvrière son exploitation par le capitalisme, la nécessité de s'organiser comme classe, de pratiquer la lutte de classe et l'internationalisme prolétarien, et lui ouvrant

la perspective alors indéfinie d'une société socialiste. Debs parcourut tout le territoire des Etats-Unis, se trouvant toujours là où des ouvriers étaient en lutte, les animait par son courage exemplaire et par des dons oratoires exceptionnels. A sa gloire, il faut souligner, qu'à la différence des grands chefs de la 2e Internationale, il résista au social-patriotisme en 1914 et se solidarisa avec Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, avec Lénine et Trotsky.

Les révolutionnaires du monde entier s'associeront à l'avant-garde américaine pour célébrer la mémoire d'Eugène Debs. Il n'est pas de termes meilleurs pour le faire que de citer ce qu'il dit en 1915, en face de la vague patriote montant :

« Je ne suis pas un soldat du capitalisme. Je suis un révolutionnaire prolétarien... Je suis opposé à toute guerre sauf une ; je suis pour celle-ci de tout mon cœur et de toute mon âme, et c'est la guerre mondiale de la révolution sociale. Dans cette guerre, je suis prêt à lutter de n'importe quelle manière que la classe dirigeante rendra nécessaire, jusques aux barricades même. Telle est ma position... »

Fernand LÉGER

Un primitif d'un âge nouveau

par Jean DELOT

Nos lecteurs apprécieront le point de vue intéressant, personnel, que notre ami Jean Delot présente sur l'art de Fernand Léger. « Quatrième Internationale » ne peut qu'enregistrer avec satisfaction toute contribution à l'élaboration d'une compréhension plus totale, par là même plus marxiste, de la création artistique, c'est-à-dire qui tient compte à la fois de l'importance de chaque facteur pris isolément et de l'interaction de l'ensemble des facteurs d'ordre objectif et subjectif dont résulte la création artistique, création d'un genre unique, dotée de ses propres lois.

Il est certes imprudent d'essayer de définir ce que pourra être l'art de la société socialiste. Comme tout autre, cet art sera lié aux diverses traditions esthétiques (locales ou nationales) de cette société, à la sensibilité et au caractère particuliers, produits de l'histoire et du milieu naturel, propres à chacun des groupes humains qui la composeront, enfin à cette inconnue anarchiste que constitue toujours — et fort heureusement ! — le « coefficient personnel » de l'artiste. C'est dire que cet art aura des aspects variés et... imprévisibles, et qu'il sera aussi justiciable de cette analyse effectuée à la fois aux niveaux sociologique, historique et psychologique (autrement dit : des points de vue marxiste et freudien), à laquelle on n'a pas suffisamment soumis, pour en comprendre la signification et la portée, tous les phénomènes de ce type, nécessairement négligés pour l'instant par les théoriciens et historiens révolutionnaires.

Mais si ces aspects futurs nous échappent, il semble possible d'imaginer quel esprit les animera, puisqu'à chaque moment de l'histoire un art valable (et *valable*, précisément, pour cette raison) paraît avoir pour mission essentielle d'exprimer par les moyens qui lui sont propres la position prise par une société donnée en face du monde et d'elle-même — la recherche du Beau comme but de l'art ne pouvant jamais être que le médiocre objectif d'un *académisme*. Cette prise de position constitue toujours la dominante à la fois intellectuelle et affective de la société considérée.

Dominer techniquement la nature en vue de la satisfaction des besoins humains et, ce faisant, libérer l'homme des contraintes du monde physique, porter très haut le niveau de vie et de culture et substituer, en conséquence, des rapports de solidarité technique et humaine aux rapports de classes, remplacer pour la multitude la peine par la joie de vivre, tel semble bien être, en fin de compte, ce sans quoi une société ne peut se définir comme socialiste. — Que dans une telle collectivité future certaines sensibilités inadaptées ou réfractaires en viennent à créer, peut-être inconsciemment, un art de refus, un romantisme d'évasion, n'empêchera nullement à un art qu'on pourrait appeler d'adhésion, de naître sur la base de ces nouvelles relations de l'homme avec son milieu, de l'homme avec son semblable — et il y a beaucoup de chances pour que ce langage neuf, probablement d'accent populaire, soit marqué de puissance, de liberté, de sérénité, de générosité et de gaieté et qu'il laisse passer en lui quelque chose de la haute technique et de la fraternité de l'époque.

Tous ces mots, ce sont précisément ceux qu'on pourrait employer pour caractériser l'œuvre de Fernand Léger, grand peintre français mort à Gif-sur-Yvette le 17 août de cette année, à l'âge de 74 ans. Considéré comme un des quatre grands cubistes (les autres étant Picasso, Gris et Braque), il occupa dès le départ une place tout à fait originale dans la peinture

d'aujourd'hui. Et cette place singulière, il la dut à l'adhésion sans réserve qu'il accorda à son époque, à la faculté qu'il eut de découvrir des raisons d'émerveillement et de joie dans la prodigieuse puissance technique de celle-ci, au fait qu'il sut rendre hommage comme personne, dans une langue vigoureuse, colorée, précise ou savoureuse, au monde de la machine et à son peuple de travailleurs. D'autres, au même moment, avaient certes été saisis, eux aussi, par l'intensité et la nouveauté de la « civilisation machiniste » : les *futuristes* italiens (dont l'influence fut grande en Russie) et les *néo-plasticiens* hollandais en furent même les zélateurs les plus ardents. Mais les premiers, subjugués surtout par le mouvement, donnèrent dans le romantisme d'anticipation, l'exaltation de la puissance, puis sombrèrent dans le patriotisme belliqueux en 1914, avant de s'anéantir dans le fascisme mussolinien ; les seconds, séduits par l'exactitude impeccable et les qualités plastiques de la machine, se consacrèrent à la recherche d'une pureté désincarnée, abstraite, absolue, qui eut une grandeur certaine mais fut aristocratique, hautaine à l'excès. — Chez Léger, l'amour fut à la fois plus simple et plus total : c'est en instinctif, en sensuel qu'il s'adonna à son époque, tout simplement comme on vit, comme on cède à un plaisir qui s'offre. D'extraction populaire, peu porté et peu rompu au maniement des idées, Léger n'eut ni le désir de refaire, ni celui de parfaire : il prit le monde tel qu'il l'avait trouvé et en nourrit son œuvre. Œuvre d'aujourd'hui et, en un sens, de demain.

Ce que partage la peinture de Léger avec l'art le plus valable et le plus représentatif de ce temps, c'est le goût de l'*invention* et le mépris corrélatif du naturalisme « illusionniste », étroitement respectueux des apparences du monde extérieur. A des artistes soumis à la nature succédèrent des *créateurs* (l'emploi habituel et récent de ce mot, dans le domaine qui nous occupe, est significatif) qui, à l'inverse des premiers, éprouvèrent le besoin de se la soumettre et se sentirent les possibilités de le faire. Léger fut de ceux-ci — et il est remarquable que le mot *inventé* soit revenu si souvent dans sa conversation et qu'il occupe (avec *invention*, qui désigne la forme actuelle de l'imagination) une place de choix dans le vocabulaire « technique » des critiques et des artistes d'aujourd'hui, comme si la relation qui semble bien exister entre les libertés prises par ces derniers à l'égard du monde des formes *données* et celles que l'ingénieur conquit techniquement sur la nature, était confusément sentie par tous. — La notion tout récente du *tableau-objet*, que Le Corbusier appela aussi « machine à émouvoir », est à rappeler ici, puisque ce tableau, qui procède du monde, s'en sépare néanmoins par le fait d'une relative autonomie due, précisément, à cette importante part d'invention qu'il contient. Il exprime comme la machine, et aussi clairement qu'elle, le haut niveau technique de la société capitaliste, autrement dit : les rapports de celle-ci avec son milieu.

Mais ce qui distingue radicalement la peinture de Léger de celle des autres, surtout entre 1917 et 1929-32, est le fait qu'elle ne se libère des apparences de la nature que pour se soumettre à celles de la machine. Car elle admet non seulement la figuration, parfois assez naturaliste, d'objets mécaniques (moteur, hélice, machine à écrire, compas, clé, etc...), mais elle donne alors à tout, êtres et choses, une apparence mécanique : la fleur et le nuage deviennent métal et l'homme, désindividualisé, privé de toute expression (comme il l'est d'ailleurs si fréquemment dans l'art contemporain), mécanisé, apparaît comme un robot coincé de toutes parts dans un monde fabriqué. L'aliénation subie par l'homme dans la société capitaliste s'exprime ici, comme symboliquement. Et Léger la sanctionnait involontairement, sur le plan théorique, lorsqu'il affirmait ne pouvoir et ne vouloir attacher plus d'importance à un visage qu'à un boulon ou à une pomme, et qu'il écrivait en 1945 : « Tant que le corps humain sera considéré en peinture comme une valeur sentimentale ou expressive, aucune évolution nouvelle ne sera possible dans les tableaux à personnages. » — Il y a plus ! Dans ce même article de 1945 Léger poursuivait ainsi, en reprenant une idée qui le hantait : « L'objet, dans la peinture moderne actuelle, devait devenir *personnage principal* et détrôner le sujet. Si donc à son tour, le personnage, la figure, le corps humain, deviennent eux aussi un objet, une liberté considérable est offerte à l'artiste moderne. » L'objet fabriqué ou naturel fascina en effet Léger et domina de sa présence toute une période de sa production (1926/27-1932). Et ce souci de donner à tout l'impassibilité de l'objet ne quitta jamais l'artiste, même après que les années 30 eurent fait prévaloir dans son œuvre à la fois la figure humaine et la courbe. Que

ce souci de Léger ait été, au moins partiellement, un effet de sa pudeur, satisfaite du pas ainsi accordé à l'*objectif* sur le *subjectif* (car toute la question, en définitive, est ici) ne peut guère être contesté. Mais on est en droit de croire que cette pudeur aurait utilisé d'autres moyens pour se manifester si l'objet-marchandise, produit neutre d'une société divisée, ne lui avait suggéré celui-ci. Et le rapport qu'il semble convenable d'établir entre ces deux ordres de choses, apparaît comme certain quand on sait combien Léger était sensible à l'art de parer, de présenter la marchandise, de la mettre en évidence et comme sur le pavois, et qu'on connaît l'influence profonde qu'il eut sur l'étalage et l'affiche publicitaire.

L'œuvre de Léger apparaît donc comme une des expressions les plus valables de la société capitaliste d'aujourd'hui, bien que le côté noir de celle-ci ne s'y laisse jamais voir. Membre du P.C.F. depuis 1945, le peintre sentait pourtant clairement les contradictions du moment qui, dans sa peinture, avaient pris la forme plastique du *contraste*, contraste grâce à quoi, prétendait-il, il « tenait » à son époque. Il se déclarait aussi « le primitif d'une époque à venir » et espérait l'éclosion, l'explosion. Mais de l'angoisse de ce siècle, des guerres, des luttes du prolétariat, rien ne passa dans son œuvre, car Léger avait trop de vigueur, trop de vitalité, trop d'optimisme pour s'intéresser profondément aux aspects dramatiques de l'existence. C'est au « coefficient personnel » de son auteur qu'une peinture qui plonge pourtant des racines profondes dans une époque déchirée doit d'être si entraînante, si joyeuse, si tonique. Et c'est le même comportement particulier de l'artiste qui explique que l'homme du peuple n'apparaisse dans sa peinture qu'en sportif, qu'en joueur d'accordéon, qu'en promeneur ou en campeur du dimanche. Lorsqu'on le rencontre au travail (*Les constructeurs* - 1951), il ne donne jamais l'impression de l'accablement. C'est pourquoi la peinture de Léger, tout entière et tout d'un bloc tournée vers l'extérieur, sans dessous et raffinements compliqués, puissante, éclatante et physiquement agissante, possède une si indiscutable saveur populaire et évoque davantage le prolétariat triomphant de demain que le prolétariat combattant d'aujourd'hui.

Ce qui porte Léger vers les masses travailleuses est plus un mouvement du cœur qu'une adhésion de l'esprit : sa culture politique, comme celle de Picasso, était nulle. Le comportement de l'ouvrier lui semblait parent du sien, et le goût qu'il avait du travail d'équipe, le besoin qu'il éprouvait de composer de grandes œuvres, collectives par leur réalisation et leur destination, rendaient plus évidente encore cette parenté. Mais plus que tout, c'est sûrement l'amour de la vie et de la liberté qui porta Léger vers une classe qui ne peut être conformiste et porte donc la vie en elle.

Le prochain N° de « QUATRIEME INTERNATIONALE » paraîtra en mars 1956.

Abonnez-vous !

Envoyez des noms d'abonnés possibles !

Commandez-nous nos livres !

Notre C.C.P. P. Frank 12648 - 46, Paris — 64, Rue Richelieu.

DOCUMENTS

Rapport sur la situation internationale

présenté au 16e Plenum du Comité Exécutif International

par le Camarade M. PABLO (extraits)

Je me propose d'examiner dans ce rapport :

a) les développements auxquels la situation internationale est arrivée récemment et les perspectives de celle-ci ;

b) certaines situations et évènements particuliers qui se sont produits depuis notre dernier Plénum.

J'inclurai d'autre part, dans ce rapport, une partie sur nos tâches à l'étape actuelle.

POINTS CARDINAUX DE NOTRE ANALYSE DEPUIS LE 3e CONGRES MONDIAL

La Conférence de Genève **n'a pas produit, elle a consacré** ce qu'on appelle actuellement « l'esprit de Genève », qui s'acheminait dans les développements de la situation internationale depuis un certain temps déjà.

Une impression s'est produite d'un dégel « soudain » de la guerre froide, d'un éloignement de la menace de la guerre générale et des débuts d'une « ère nouvelle » qu'on interprète généralement comme pouvant être celle de la « coexistence pacifique » prolongée sur toute une période entre l'impérialisme et l'alliance des Etats ouvriers.

Je ne crois pas nécessaire de m'appuyer sur telle ou telle citation des textes des 3e et 4e Congrès Mondiaux, des différents Plénums qui ont eu lieu depuis 1951, ou de nos écrits dans « Quatrième Internationale » pour épauler le résumé que je ferai des fondements de notre ligne, de notre raisonnement de base en ce qui concerne l'appréciation de la situation internationale et ses perspectives. Car il ne s'agit pas de citations seulement, qu'on pourrait étaler par dizaines, mais de la lettre et de l'esprit de ces documents tout entiers.

Il s'agit d'un raisonnement d'ensemble et non pas d'appréciations et de prévisions éparses.

Notre appréciation fondamentale de la situation internationale créée depuis la guerre de Corée précisément, **de la période dans laquelle nous entrions**, était basée sur l'estimation **d'un rapport global des forces** désormais **favorable** à la Révolution, défavorable à l'impérialisme, et qui, en tant que tel, **ne saurait changer fondamentalement pour tout l'avenir prévisible.** De cette estimation de base, nous avions dégagé le caractère **fondamentalement révolutionnaire** de toute la période devant nous.

Cette idée, à cette époque, apparaissait osée, même discutable, car la force de l'impérialisme — de l'impérialisme américain en particulier — était considérée à l'époque par beaucoup, y compris dans nos rangs, comme étant encore déterminante. Mais maintenant, précisément à l'occasion de la Conférence de Genève et depuis, cette idée est devenue plus ou moins courante. C'est là, je le répète, un point de départ fondamental, aussi bien pour la compréhension de notre ligne que pour l'appréciation du caractère révolutionnaire inchangé de la période.

Sur la base d'une telle appréciation du rapport des forces global, la question suivante s'était posée à nous déjà au 3e Congrès Mondial : faut-il en conclure que la guerre, c'est-à-dire l'action violente, armée, de l'impérialisme pour changer ce rapport de forces défavorable et arrêter une nouvelle avance dangereuse de la révolution devenait désormais impossible ? c'est-à-dire : la guerre devait-elle se concevoir comme dans le passé, comme possible seulement en cas d'écrasement préalable du prolétariat ? Nous avons répondu : non, et ceci pour les raisons suivantes :

Il n'y aura plus de guerres inter-impérialistes majeures, mais une lutte entre l'impérialisme coalisé et la révolution sous toutes ses formes : Etats ouvriers, révolution coloniale, mouvements ouvriers des métropoles. Le heurt violent avec l'impérialisme, en particulier avec l'impérialisme américain, désormais base essentielle de tout l'impérialisme, une fois réarmé, reste toujours la probabilité la plus grande, pratiquement inévitable, **aussi bien en cas de menace de crise économique majeure ou de nouvelle avance dangereuse de la révolution.**

Nous avions pratiquement exclu l'éventualité d'une avance soi-disant désormais « pacifique » de la révolution, l'impérialisme — y compris l'impérialisme américain — capitulant devant elle sans lutte. Un tel cas, avions-nous souligné au 3e Congrès Mondial, est pratiquement impensable, sauf en cas d'action révolutionnaire des masses au Etats-Unis qui paralyse et terrasse l'impérialisme dans sa propre citadelle.

Dans ce raisonnement, nous avions souligné les points suivants : la force de

l'impérialisme, de l'impérialisme américain en particulier, toute relative qu'elle soit devenue par rapport à la force globale de la révolution, n'est pas négligeable ; l'éventualité de voir l'impérialisme réarmé se lancer dans la guerre, dans l'épreuve armée, était liée à la menace de crise économique majeure ou à une nouvelle avance dangereuse de la révolution. La question des **délais** était liée à ces conditions.

Dans les thèses du 3e Congrès Mondial la question des **délais** fut posée de la manière suivante :

Considérant que « dans un tel rapport de forces » (celui analysé par la Thèse V) « la victoire de l'impérialisme deviendrait problématique » en cas de conflit majeur, la Thèse VI concluait ainsi :

« **Pour cette raison, il est beaucoup plus probable que l'impérialisme prolongera la période de la préparation (de la guerre) jusqu'à ce qu'il atteigne la limite de sa capacité d'amortir la crise économique et de maintenir son contrôle sur les masses américaines.**

« **Il lui sera d'autre part d'autant plus possible de poursuivre cette ligne que la bureaucratie soviétique, soucieuse elle aussi, pour ses raisons propres, d'éviter le déclenchement d'une guerre générale, se prêtera à la conclusion de compromis partiels, limités ou plus étendus, à la politique d'un partage de zones d'influence, et d'avantages réciproques** ».

Au 12e Plenum (octobre 1952), nous avons précisé qu'à partir de la fin de 1953 environ, l'impérialisme se trouverait sérieusement réarmé, et qu'à partir de cette date **nous entrerions dans une période critique, qui pouvait s'étaler sur quelques années, et pendant laquelle la guerre — sans qu'elle se déclenche nécessairement — devenait possible.** Possible en cas de réalisation d'une des conditions précitées ou d'une combinaison de ces conditions.

Soumettons cette appréciation et cette perspective à l'épreuve de la condition d'une nouvelle avance dangereuse de la révolution. Dans deux cas déjà depuis la fin 1953, celui du Vietnam et de la bataille de Dien-Bien-Phu, et celui de la crise dans le détroit de Formose, la situation internationale est effectivement arrivée à deux doigts de la guerre. Il aurait suffi, dans ces deux cas, que soit le Viet-Minh soit Pékin fasse encore un pas plus audacieux ou que le danger de crise économique pèse plus lourdement sur les capitalistes, pour que les dernières hésitations de certains d'entre eux tombent et qu'ils se précipitent dans la lutte armée. Des stratèges en chambre ou des prophètes capables de scruter l'avenir dans le marc de café, c'est-à-dire des francs-tireurs n'assumant aucune responsabilité, peuvent dire maintenant a posteriori que ce danger n'existait pas. Mais il n'y a pas un seul homme responsable, soit du camp bourgeois, soit du camp adverse, qui pouvait alors assumer une telle responsabilité, car l'éventualité de la guerre était tout à fait réelle et sa réalisation dépendait de peu de choses, d'une conjonction de certains facteurs que personne ne pouvait alors être sûr de pouvoir contrôler.

Jugée de ce point de vue, la situation reste **encore maintenant fondamentalement la même. C'est-à-dire qu'en cas d'une nouvelle avance importante de la révolution dans le monde, l'impérialisme réarmé est susceptible** (c'est toujours le cas le plus probable) **de riposter par la guerre. Cela, il y a en réalité peu de gens qui oseront le contester.**

Il y en a par contre une quantité pour dire ouvertement, et surtout pour penser secrètement, qu'en réalité **il n'y aura pas une telle éventualité tout simplement parce qu'il n'y aura pas, pour toute une période, une nouvelle avance dangereuse de la révolution.** Il y aurait maintenant plus ou moins maintien du **statu quo** actuel. Je reviendrai plus loin là-dessus.

Reste à examiner la condition liée à la menace de crise économique majeure. C'est là, à mon avis, la question capitale, aussi bien pour la compréhension du passé que pour les perspectives d'avenir. Cette question est d'autre part liée, au moins en partie, aux perspectives révolutionnaires.

Dans toutes nos analyses concernant les délais de guerre, la question de la conjoncture économique a joué, et pour cause, un rôle fondamental. Nous n'avons jamais écrit ou dit que l'impérialisme se lancerait dans la guerre par hasard, par accident ou par supériorité manifeste dans le rapport des forces. Nous avons écrit et dit, et ceci à satiété, que l'impérialisme se lancerait dans la guerre par nécessité, afin d'éviter le pire, en quelque sorte pris à la gorge.

L'évolution de la conjoncture économique vers une crise majeure serait incontestablement aussi mortelle pour l'impérialisme qu'une nouvelle avance très importante, très dangereuse, de la révolution : elle amènerait une telle avance. Placé devant cette éventualité, l'impérialisme préférerait, avons-nous soutenu, se lancer dans la guerre. D'autant plus que cela se produirait dans le cadre d'une situation révolutionnaire, d'un rapport de forces qui, même avant l'éclatement de la crise, est défavorable à l'impérialisme. Cette éventualité n'a pas été réalisée jusqu'à maintenant, et par conséquent nous n'avons pas la preuve pratique des réactions de l'impérialisme dans ce cas. C'est un aspect de la question. L'autre aspect est que nos pronostics concernant l'évolution économique ne se sont pas vérifiés jusqu'ici, et celle-ci a même pris maintenant une tournure nouvelle, réellement inattendue, dont il s'agit d'examiner toutes les implications sur l'évolution future de la situation internationale dans son ensemble.

Les pronostics économiques établis lors du 3e Congrès Mondial et précisés davantage au 12e Plénum étaient qu'à partir de la fin de 1953 environ, c'est-à-dire à partir du moment où les dépenses d'armement aux Etats-Unis commenceraient à plafonner, on risquait de voir se précipiter la menace de crise économique. Le 4e Congrès Mondial, tout en ayant attiré l'attention sur un étalement encore plus

long des délais pour une crise économique majeure, étalement possible surtout à cause du rôle interventionniste de l'Etat, n'a pas prévu un retournement aussi spectaculaire de la conjoncture économique que celui auquel nous assistons, surtout depuis un an déjà.

Nous pensions — **plus prudents à ce propos que quiconque au sein du mouvement ouvrier** — que la « récession » américaine, commencée effectivement à partir de l'été 1953, pouvait plafonner pour toute une période, sans se précipiter dans une crise économique majeure, qu'une nouvelle reprise pouvait même se réamorcer en cas de nouvelles dépenses étatiques surtout d'ordre militaire ; mais nous n'avons pas prévu qu'elle pouvait bientôt laisser la place à un véritable boom, aussi bien de l'économie américaine que de celle de l'Europe occidentale, comme celui auquel nous assistons maintenant.

J'examinerai plus loin les causes de ce retournement de la conjoncture économique et ses perspectives. Retenons pour le moment le fait que le climat économique est redevenu prospère pour le capitalisme mondial, et que ce facteur a énormément influencé aussi le climat politique. Car quelles sont les raisons de « l'esprit de Genève » et en quoi consiste exactement le sens de celui-ci ?

Le retournement qui s'est opéré dans les relations entre l'impérialisme et l'URSS est venu du côté de l'impérialisme, de l'impérialisme américain en particulier. Par contre, l'attitude de la bureaucratie soviétique est conforme à sa ligne du passé, clarifiée mieux que jamais, et accentuée dans ce sens. Elle confirme pleinement ce que nous avons avancé, contre tous nos adversaires, que s'il est vrai que la bureaucratie cherche un compromis avec l'impérialisme, elle le cherche actuellement sur la base de la division présente du monde, du **statu quo**, et ceci y compris sur la question de l'Allemagne. Je répète : il n'y a rien de nouveau en cela de la part de la bureaucratie soviétique, il y a au contraire confirmation pleine et entière de notre appréciation de la ligne de conduite de la bureaucratie soviétique depuis la dernière guerre, et plus particulièrement depuis le triomphe de la révolution chinoise. Ce qu'il y a de nouveau de la part de la bureaucratie soviétique, c'est ceci : la nécessité pour elle, encore plus impérieuse que par le passé, de gagner encore et toujours du temps afin de faire face aux problèmes posés par la succession du long règne absolutiste de Staline dans tous les domaines (rapport de la bureaucratie soviétique avec les masses soviétiques et internationales, avec la Chine et les « démocraties populaires », problèmes économiques résultant des disproportions dans l'agriculture et l'industrie légère par rapport à l'industrie lourde). Ceux-ci incitent la bureaucratie à rechercher encore plus ardemment le compromis avec l'impérialisme. Combinant ses atouts forts avec une diplomatie plus souple, la bureaucratie soviétique est parvenue incontestablement à créer un facteur qui contribue considérablement au climat de la « détente ».

La vraie question soulevée plus concrètement par Genève reste cependant celle du retournement dans l'attitude de l'impérialisme. Pourquoi celui-ci, l'impérialisme américain en particulier, s'est-il décidé « brusquement » à « causer », à se résigner provisoirement au **statu quo** et à entrer lui aussi dans la voie de la recherche de compromis limités avec l'alliance des Etats ouvriers ?

Dire que ceci est le résultat de la conscience qu'il a acquise, depuis les défaites de Corée et au Vietnam, du rapport des forces global à lui défavorable, ne suffit pas. Car nous avions envisagé ceci dès la guerre de Corée, sans en déduire l'impossibilité pour l'impérialisme désormais de se lancer dans de telles conditions dans la guerre. Dire que c'est le résultat de la possession de la bombe H également par l'URSS, de la peur qu'il aurait désormais d'une guerre également destructrice, « sans vainqueur », par suite d'inévitables réprésailles, ne suffit également pas. **Car la possession d'une arme si destructive soit-elle de part et d'autre, ne doit aboutir logiquement qu'à l'éventualité de la neutralisation de cette arme, le combat étant mené le cas échéant avec toutes les autres armes, y compris les armes atomiques tactiques.** Et c'est effectivement dans cette direction que s'engagent les uns et les autres.

La possession de la bombe H par l'URSS également a joué et joue incontestablement en tant qu'**élément supplémentaire, très important, dans le changement du rapport de forces, défavorable à l'impérialisme, mais non pas en tant qu'obstacle désormais absolu au déclenchement de guerres partielles ou d'une guerre générale.** Lors de la crise de Dien-Bien-Phu et de la crise de Formose, l'impérialisme était prêt à commencer une guerre limitée, avec des armes atomiques tactiques visant des objectifs militaires. Nous savons, bien sûr, qu'une telle guerre risquait énormément de se généraliser à plus ou moins brève échéance. Mais cette considération n'excluait ni la possibilité de voir commencer une guerre limitée, ni l'inévitabilité dans une guerre généralisée d'utiliser les bombes H.

Considérer que l'impérialisme agit sur la base de calculs absolument logiques, selon un plan réfléchi et sans contradictions, c'est méconnaître sa véritable nature de classe, aussi bien du point de vue économique que politique ; celle-ci l'empêchant précisément d'apprécier la situation à la manière des marxistes et d'agir en conséquence. Placé devant l'éventualité d'une progression dangereuse de la révolution au Vietnam et ensuite à Formose, l'impérialisme réarmé a esquissé une réaction dans le sens de la guerre. Voilà le fait, voilà ce qui compte et qui ne doit jamais être oublié. Il n'est pas allé jusqu'à la déclencher, reculant juste à la toute dernière minute, surtout parce que cette avance dans le cas du Vietnam n'a pris malgré tout qu'une ampleur limitée, et qu'elle n'a pas été réalisée du tout dans le cas de Formose.

D'aure part, le climat économique ne poussait pas, ne talonnait pas du tout l'impérialisme ; au contraire. Se développant en une nouvelle prospérité, une des plus importantes depuis les années 20, ce climat le remplissait de confiance et d'optimisme quant à ses possibilités de se mieux préparer pour entreprendre plus tard le combat, et l'incitait à jouir pour le moment, au jour le jour, des avantages de cette prospérité.

Le retournement de l'impérialisme à Genève est le résultat de l'interaction du facteur du rapport de force défavorable à l'impérialisme et de l'attitude conciliante de la bureaucratie soviétique, dans un climat de prospérité économique pour le capitalisme.

Le retournement de l'impérialisme n'est cependant pas définitif, dans le sens qu'il abandonnerait désormais le recours à la guerre, et ne signifie pas non plus qu'il accepte désormais le **statu quo** actuel. Ce retournement est conjoncturel et dépend toujours de l'évolution de la conjoncture économique et des perspectives révolutionnaires. **Aucun des problèmes litigieux de la « guerre froide » n'a trouvé une solution à Genève : ni ceux d'Extrême-Orient ni ceux d'Europe, l'Allemagne en premier lieu, ni le problème du désarmement.** Nous reviendrons là-dessus.

De toute manière, l'évolution de la conjoncture économique doit être considérée comme un facteur fondamental dans l'évolution de la conjoncture politique et il est nécessaire d'examiner pour quelles raisons la « récession » s'est retournée en nouveau boom aux Etats-Unis, ainsi que les perspectives de son évolution.

LES RAISONS DU RETOURNEMENT DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET SON ETAT ACTUEL

La « récession » commencée en 1953 aux Etats-Unis s'était résorbée vers le début de l'automne 1954. Elle n'a eu qu'une ampleur limitée et a peu affecté la situation économique de l'Europe occidentale. Epaulée par les dépenses militaires toujours énormes, l'économie américaine a amorcé une nouvelle reprise par les industries du bâtiment et de l'automobile.

L'industrie de l'acier qui stagnait, après avoir reculé considérablement lors de la « récession », n'a naturellement pas tardé à suivre le mouvement déclenché par l'activité grandissante des deux branches ci-dessus.

Le boom de l'industrie du bâtiment n'a en réalité pas cessé durant toute la période de la « récession ». A chaque moment où il semblait plafonner, une nouvelle extension des facilités de crédit par les banques lui impulsait un nouvel élan. C'est particulièrement par le crédit que cette industrie connaît toujours un essor ininterrompu.

C'est aussi par le crédit que l'industrie de l'automobile s'est mise en marche et se développe à nouveau impétueusement. L'extension considérable du crédit, se surajoutant aux dépenses militaires et autres dépenses de l'Etat (pour les travaux publics ou sous forme de subvention aux produits agricoles, etc.), est à la base du fait de l'ampleur limitée prise par la « récession » et de la nouvelle reprise.

On évalue le crédit total accordé actuellement aux consommateurs de produits de toute sorte à plus de 34 milliards de dollars (1), soit une hausse de l'ordre de 6 milliards environ depuis l'automne 1954. Et plus de 83 autres milliards de dollars sont toujours prêtés aux acheteurs et constructeurs privés d'habitations, soit une hausse de plus de 7 milliards de dollars pour le 1er semestre 1955, par rapport au 1er semestre 1954 (2). Dans cet ensemble de conditions : énorme intervention économique de l'Etat et du système de crédit bancaire, il n'est pas étonnant que l'économie américaine ait pu à nouveau éviter aussi bien une crise économique majeure qu'une stagnation prolongée. **D'autant plus que cette aide lui vient à temps, d'une manière en quelque sorte réfléchie et planifiée, sur la base de l'expérience empirique dégagée du passé par les cadres dirigeants de l'Etat capitaliste, expérience facilitée et complétée par l'observation quotidienne à laquelle ces cercles soumettent la marche de l'économie.**

Que ceci ne suffise pas à la longue pour altérer le cours fondamental de l'économie capitaliste américaine et mondiale vers la crise économique majeure, c'est certain. Mais que cette intervention, pour un certain temps et dans certaines limites, soit importante et efficace, c'est aussi certain maintenant.

Par le fait que la « récession » américaine n'a eu en réalité qu'une ampleur limitée, elle a peu affecté la conjoncture économique de l'Europe occidentale. Les exportations en direction de la zone dollar n'ont subi aucune diminution notable, ni non plus l'aide militaire en commandes off-shore et autres formes d'aide aux pays européens. Par contre, l'industrie européenne a bénéficié, en partie précisément à cause de la « récession » américaine, de prix stables ou même en baisse des matières premières qu'elle importe.

Epaulée par l'aide américaine, les dépenses militaires, l'activité de l'industrie

(1) Contre 5,7 milliards de dollars seulement en 1945.

(2) Crédit aux consommateurs et dettes contractées pour l'amortissement d'habitations achetées ou construites ont ensemble augmenté de 24 milliards de dollars en fin 1945 à 110 milliards en 1955. Le total des dettes privées a passé dans cette même période de 140 à 360 milliards de dollars.

D'autre part les avances consenties par les banques à des entreprises commerciales donnent à présent un total d'environ 9 milliards de dollars, « soit le chiffre record jamais atteint précédemment ».

du bâtiment, et aidée par la libération des échanges inter-européens, l'industrie de l'Europe occidentale a enregistré dernièrement un progrès ininterrompu, plus particulièrement depuis le milieu de 1954 environ. Ce progrès fut stimulé par l'élargissement à la fois du marché inter-européen et du marché d'exportation en direction de l'Amérique latine, de l'Afrique, de l'Asie, des Etats-Unis et du Canada. Il porta plus particulièrement sur les biens d'équipement et les biens de consommation durables (voitures particulières, motocycles, équipement ménager, appareils électriques, quincaillerie, meubles, textiles pour usages domestiques).

Biens d'équipement et biens de consommation durables furent demandés par le marché intérieur et le marché d'exportation. Les clients en étaient, à l'intérieur : les paysans ayant bénéficié de bonnes récoltes en 1953 et 1954 ; les ouvriers ayant bénéficié de hausses de salaires; les industries ayant accumulé des profits élevés dont une partie était investie dans la modernisation et l'extension des entreprises ; à l'extérieur : les pays ayant amorcé une industrialisation notable depuis la dernière guerre.

La reprise de l'économie européenne porta par conséquent sur l'industrie de production et de transformation des métaux en premier lieu, ainsi que sur l'industrie chimique. Par contre l'industrie textile a connu un recul qui ne semble toujours pas surmonté.

Passons maintenant à une analyse détaillée de l'état actuel de l'économie aux Etats-Unis et en Europe occidentale.

Etats-Unis. — La production industrielle est actuellement à l'indice 140, contre la moyenne de 125 en 1954 et 134 en 1953. L'industrie de l'acier travaille à plus de 90 % de sa capacité contre 60 % en moyenne en 1954. La production d'automobiles pour cette année a déjà battu tous les records dans l'histoire des Etats-Unis et il n'est pas impossible qu'elle atteigne un chiffre voisin de 8 millions d'unités (une unité toutes les 3 secondes, nuit et jour, en mars-mai 1955).

Le revenu national s'élève actuellement au taux annuel de plus de 380 milliards de dollars (contre 364,5 en 1953 et 360,5 en 1954), les revenus personnels au taux annuel de plus de 300 milliards de dollars.

Les investissements en nouvelles installations industrielles et équipement atteindront probablement cette année 28 milliards de dollars, soit 3 % supérieur au niveau calculé antérieurement.

Enfin le nombre des personnes employées a atteint en août le chiffre record de 65 millions (contre 62 en 1954) et le chômage officiel est descendu en août à 2.250.000 contre 3.400.000 en août 1954.

Par contre, les exportations n'ont pas beaucoup dépassé la moyenne mensuelle de 1954 (en contraste avec une augmentation relativement plus importante des importations) et ceci malgré une forte reprise des importations des pays de l'Europe occidentale en provenance de la zone dollar et des Etats-Unis en particulier.

Les points noirs dans ce tableau sont : la surproduction agricole, l'extension démesurée du crédit aux achats et à la consommation, le développement démesuré de la capacité de production de l'appareil productif par rapport à la capacité d'extension du marché, le chômage, la nouvelle poussée inflationniste.

La surproduction est maintenant un fait chronique qui impose à l'Etat une charge croissante, à cause de sa contribution pour le soutien des prix agricoles (soutien rigide ou flexible) et des frais qu'il assume quotidiennement pour l'emmagasinement des surplus agricoles (un million de dollars environ par jour pour environ 8 milliards de surplus). Malgré le soutien de l'Etat, le revenu des paysans ne cesse de baisser (environ 10 % en 1954 par rapport à 1953, à nouveau 4 % dans le premier semestre 1955 par rapport à 1954).

Nous avons déjà noté l'expansion du crédit qui continue, malgré les élévations successives du taux d'intérêt décidées encore cette année par le Federal Reserve Board qui contrôle les quelque 6.700 banques américaines. L'extension du crédit aux consommateurs particuliers et aux commerçants a joué incontestablement un rôle déterminant dans la nouvelle reprise. La moitié environ des prêts accordés aux combattants de la dernière guerre pour l'achat d'appartements a été faite entièrement sur la base d'un crédit payable dans une durée de 25 ans. La contribution d'un crédit non moins libéral pour l'achat d'automobiles est à la base du démarrage foudroyant, cette année, de cette industrie.

Le développement de la capacité de production de l'appareil productif de l'économie américaine est un autre facteur qui pèsera, à une longue échéance, sur l'avenir de celle-ci. Sous la pression d'une concentration accélérée du capital et des entreprises, et de la concurrence avivée entre les monopoles géants, la capacité de production de l'économie américaine ne cesse d'augmenter. Elle est actuellement de 60 % supérieure à ce qu'elle était en 1945, tandis que la productivité du travail, selon une étude non encore publiée du Federal Research Department, pourrait avoir atteint en 1954 un pourcentage compris entre 4 et 8 %, contre le pourcentage normal de 3 %. L'introduction de l'automation et bientôt de l'énergie atomique que les grandes concentrations monopoleuses sont obligées d'envisager — sur une échelle limitée certes — afin d'être mieux armées dans la concurrence à mort qu'elles se font (comme c'est déjà le cas avec l'automation dans l'industrie de l'automobile et de l'aviation, etc.) ne pourra qu'accentuer ces développements dans la production et la productivité.

La contradiction avec un marché qui ne se développe pas en conséquence ne pourra, du même coup, que se trouver exacerbée.

La tendance au chômage chronique, technologique, à s'accentuer dans de telles conditions vient d'être prouvée, précisément au cours de la nouvelle reprise phénoménale, qui n'a pu absorber que partiellement celui légué par la « récession ». Il reste égal à environ 3,5 % du total de la main-d'œuvre disponible et aura tendance à s'accroître dans le proche avenir. C'est du moins là, entre autre, le pronostic des économistes des syndicats.

La poussée inflationniste quoique toujours modérée, a repris en 1955, tranchant avec la stabilité relative très grande en 1953 et 1954. C'est elle, entre autre, qui a incité les autorités à intervenir pour limiter le crédit par l'élévation du taux d'intérêt de l'argent.

Si nous examinons maintenant l'économie de l'Europe occidentale, nous apercevons les traits et les tendances suivantes :

La production industrielle dans l'ensemble a continué à progresser pendant le premier semestre 1955, mais à un rythme plus lent qu'en 1954 et inégal selon les pays. L'expansion économique est plus marquée en Allemagne occidentale, en Autriche, en Italie, moins en France, en Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves. D'autre part, ce sont toujours les industries du bâtiment, et de la production et de la transformation des métaux qui restent en tête dans cette avance, et en deuxième lieu les industries chimiques. Par contre, la crise persiste dans l'industrie textile. L'agriculture connaît en Europe une surproduction.

L'essor de l'industrie du bâtiment s'explique par la reconstruction non encore terminée dans les pays comme l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, à laquelle vient s'ajouter, depuis l'automne 1954, une importante partie de constructions industrielles. Cependant le rythme de la construction d'appartements a maintenant plutôt tendance à plafonner et même à reculer, particulièrement dans les pays qui, dans ce domaine, avaient pris une avance initiale importante, comme la Grande-Bretagne l'Italie et même maintenant l'Allemagne occidentale.

L'essor des industries de production et de transformation des métaux est toujours dû à la demande intérieure et extérieure en biens d'équipement et biens de consommation durables. Un facteur particulier qui agit actuellement dans ce domaine, c'est qu'en automne 1954, plusieurs industries attisées par l'expansion économique de 1954, ont décidé de faire d'importants investissements pour la modernisation et l'expansion de leurs installations, qui commencent actuellement à se réaliser. Vu le niveau de la demande dans ce domaine et les carnets de commande archi-remplis, on prévoit difficilement un recul important possible de ces industries avant la fin de l'année 1956.

Les commandes off-shore ont, dans les années passées, joué un rôle important dans le développement de ces industries en France, Italie, Angleterre, Belgique, mais à peu près nul dans le cas de l'Allemagne. On évalue qu'il reste encore à livrer 1,5 milliard de dollars de commandes (qui suffiront à maintenir le stimulant que ces commandes représentaient pour l'industrie de ces pays durant toute l'année 1955). Par contre, c'est le réarmement de l'Allemagne qui pourra remplacer en partie la diminution des commandes off-shore. En effet, il est possible que l'Allemagne occidentale, désireuse de ne pas perdre ses marchés d'exportation actuels, décide de passer une grande partie des commandes concernant son réarmement à d'autres pays européens.

L'expansion économique de l'Europe occidentale, avons-nous déjà noté, est due en grande partie au développement du commerce intereuropéen et aux exportations en direction des pays sous-développés. Il est maintenant intéressant de placer l'économie européenne dans son contexte véritable du marché mondial et d'examiner particulièrement de quelle manière elle est influencée par la nouvelle conjoncture de boom de l'économie américaine.

On enregistre depuis le milieu de 1954 une hausse importante dans les importations européennes en provenance de la zone dollar, dépassant considérablement les exportations en direction de cette zone. Ainsi, durant les 5 premiers mois de 1955, les importations européennes en provenance de la zone dollar ont été de 50 % supérieures à celle de la période correspondante de 1954, contre une hausse de 6 % seulement des importations provenant des pays se trouvant hors de cette zone. Les exportations européennes en direction de ces pays du coup ont baissé, car ces pays, en général producteurs de matières premières, ne peuvent augmenter leurs achats en biens d'équipement et biens de consommation durables que si les pays industriels leur fournissent les devises nécessaires en contre-partie de leurs importations en provenance de ces pays.

Un tel fonctionnement actuel du commerce européen a naturellement la tendance à augmenter à nouveau le déficit en dollars de l'Europe, qui a passé effectivement de 256 millions de dollars dans le premier trimestre de 1954 à plus de 546 millions de dollars dans le premier trimestre de 1955. La principale raison de l'augmentation des importations de la zone dollar pour à peu près tous les pays européens se trouve dans les mesures prises pour libéraliser les importations en dollars, afin de procurer à l'industrie européenne une série de matières premières qui manquent actuellement : charbon, acier, pâte à papier, coton, nickel (canadien), etc... Une partie plus restreinte des importations en provenance des Etats-Unis est représentée par des machines et divers produits chimiques. Une autre partie est constituée même par des produits agricoles, puisés dans les surplus agricoles que les Etats-Unis s'empressent de liquider. C'est là le résultat de l'essor inégal à l'étape actuelle de l'économie européenne, qui a atteint presque le plein emploi de ses machines et de ses ouvriers, ce qui l'oblige en quelque sorte à s'approvisionner sur le marché le plus capable de lui fournir immédiatement le nécessaire, c'est-à-dire les Etats-Unis et en partie le Canada. Mais cette orientation du commerce européen comporte les risques graves suivants : Perdre une partie des marchés

d'exportation que représentent les pays sous-développés faute de les soutenir en important surtout de chez eux, sans pouvoir compenser ces pertes par une augmentation adéquate des exportations européennes en direction de la zone dollar, diminuer ainsi le volume global des exportations européens et accroître démesurément à nouveau le déficit en dollars de l'Europe.

La situation économique des pays sous-développés producteurs de produits agricoles de consommation et de matières premières continue à rester difficile, et même dans certains cas à être angoissante. Tel est plus particulièrement le cas des pays d'Amérique latine producteurs de café (Brésil, Colombie, Républiques d'Amérique centrale), de blé, de viande ou de laine (Argentine, Uruguay) qui, tous, à des titres divers, subissent les effets déprimants d'une saturation du marché dans ces produits et de la crise mondiale des textiles. D'autre part, un pays comme le Chili, par exemple, qui pourrait bénéficier actuellement de la pénurie de cuivre et de sa hausse de prix sur le marché mondial, n'en profite presque pas par le fait que la production est monopolisée par quelques compagnies américaines.

Le commerce extérieur de tous ces pays est en baisse. Leur endettement envers les pays fournisseurs de biens d'équipement et de consommation durables s'accroît. Leur rythme d'industrialisation se ralentit. Et l'inflation ne cesse de pousser. D'où la grande instabilité sociale et la tension politique qui, dans ces derniers temps, ont marqué la vie de plusieurs d'entre eux.

Leur tentative de remédier à cette situation par une diversification de la production nationale et par le commerce multi-national n'a pas donné des résultats appréciables. Leur dépendance semi-coloniale envers les Etats-Unis les empêche de pouvoir se libérer des impératifs de la conjoncture économique dans ce pays qui influence l'ensemble du marché capitaliste mondial, impératifs qui, à l'étape présente, ne favorisent guère ni l'écoulement de la production agricole des pays de l'Amérique latine ni leur industrialisation d'une façon tant soit peu libre et harmonieuse.

En ce qui concerne la situation économique de l'URSS et des « démocraties populaires » d'Europe, les faits suivants sont à noter :

Selon les rapports préliminaires qui sont maintenant disponibles pour le premier trimestre de 1955, l'augmentation de la production industrielle marque un rythme plus rapide que pour la période correspondante de 1954, dans le cadre d'un dépassement général des objectifs du plan. La part des biens de consommation dans cette augmentation s'avère plus grande que celle prévue par le plan. Durant les 18 mois qui ont précédé cette année, l'accent a été mis partout sur une augmentation immédiate des biens de consommation. Sauf dans le cas de l'URSS, partout ailleurs on n'a pas pu noter un changement à ce propos pour l'année en cours.

Dans les plans annoncés pour 1955, la proportion entre biens d'équipement et biens de consommation reste à peu près la même que pour l'année passée. Dans la plupart des cas (Hongrie, Pologne, Roumanie, Albanie, Allemagne orientale) on peut même noter une réduction des investissements.

Par contre, l'agriculture a reçu partout, à l'exemple de l'URSS, une attention particulière. De nouvelles surfaces ont été livrées à la culture, celle du maïs en particulier, et plusieurs mesures sont envisagées pour fixer une plus grande partie de la main-d'œuvre à la terre et favoriser les paysans (entre autre une substantielle hausse des prix, en particulier en Roumanie, Tchécoslovaquie, Bulgarie). La création de collectifs de production agricole se développe de manière générale, mais à un rythme assez modéré et qui varie d'un pays à un autre.

J'insisterai un peu plus sur la situation économique en URSS :

La production industrielle globale aura augmenté en Union soviétique, au cours du plan quinquennal actuel, d'environ 80 % au lieu de 70 % prévu par le plan. L'accroissement sera d'au moins 84 % pour la production de moyens de production (au lieu de 80 % prévus), et de 72 % pour la production d'objets de consommation (au lieu de 65 %).

On envisage la réalisation du plan avant terme.

L'Union soviétique compte produire, à la fin de cette année, 33 millions de tonnes de fonte, 45 millions de tonnes d'acier, 390 millions de tonnes de charbon, 70 millions de tonnes de pétrole, 166 milliards de Kwh d'électricité.

Dans le printemps 1955, on a semé 21 millions d'hectares de plus qu'au printemps 1954. La surface totale cultivée est montée à 183,1 millions d'hectares contre 166,1 millions en 1954, surtout grâce à l'appoint de quelque 20 millions d'hectares de terres nouvelles en Sibérie et au Kazakstan.

On prépare maintenant activement l'élaboration du 6e plan quinquennal, dont le 20e Congrès du P.C. russe convoqué pour le début de l'année prochaine aura à discuter. Il sera naturellement intéressant de connaître bientôt la structure de ce plan, la place qu'y occuperont l'énergie atomique et l'automation, la manière dont il sera articulé avec les plans des « démocraties populaires » et de la Chine, etc. Cette articulation est maintenant décidée et prendra effet à partir des nouveaux plans quinquennaux.

Les indications données par le discours de Boulganine au dernier C. C. du P.C. de l'URSS sont en partie révélatrices des préoccupations dominantes à l'heure actuelle chez les dirigeants de la bureaucratie soviétique. Boulganine a mis l'accent sur la nécessité de s'occuper désormais de rationaliser le développement de l'industrie et d'augmenter sa productivité, grâce à sa modernisation et à une meilleure organisation du travail. Il a d'autre part attiré l'attention sur la nécessité d'économiser désormais la main-d'œuvre et les matières premières, de réduire les gaspillages et les faux frais de toute sorte, de penser au coût de revient.

L'accent est mis sur le rendement quantitatif et qualitatif de la production,

en comparaison avec les niveaux internationaux, et non pas sur les chiffres globaux dans le cadre d'une économie se développant en vase clos.

Boulganine a mis en lumière la disproportion encore énorme qui existe entre le niveau technologique et productif des diverses entreprises au sein d'une même branche, et entre les diverses branches de l'industrie, admettant que 40 % des entreprises dépendant des ministères industriels de l'Union et des Républiques n'ont pas atteint les chiffres fixés en 1954 en ce qui concerne la productivité du travail. Les méthodes avec lesquelles les dirigeants soviétiques pensent remédier à ces insuffisances et atteindre les nouveaux objectifs sont naturellement toujours celles qui sont le plus à la portée de leur mentalité de bureaucrates techniciens : introduction d'une meilleure technologie, pouvoirs accrus des directeurs des entreprises par rapport à l'administration centrale, une certaine élasticité dans la planification, mais aussi une définition plus rigoureuse des normes du travail, et une plus stricte liaison des salaires à la productivité (3). Nous sommes toujours loin d'une participation démocratique des travailleurs à la gestion de l'économie — seul remède véritable à ses tares bureaucratiques.

PERSPECTIVES ET TACHES

Les incidences de la conjoncture économique sur l'évolution de la situation politique sont naturellement importantes et doivent retenir toute notre attention. Elles posent les questions fondamentales suivantes :

Assistons-nous à nouveau, comme entre 1923 et 1929, à une nouvelle stabilisation relative du capitalisme, qui éloigne à la fois la perspective de la crise économique, de la guerre et de la révolution ?

Sommes-nous entrés dans une longue période de « coexistence pacifique » qui s'étalera par exemple sur toute la durée de la prochaine décade ?

Les deux questions sont liées dans la réalité, et pas seulement dans l'esprit de ceux qui ont déjà opté pour une telle évolution de la situation comme étant la plus probable.

En effet la perspective de la « coexistence pacifique » prolongée présuppose que la prospérité capitaliste dure et que le **statu quo** actuel entre les Etats et entre les classes se maintienne. L'interaction de l'un des éléments sur l'autre est du reste évidente. Une prospérité capitaliste prolongée ne peut que diminuer l'acuité des luttes sociales dans les métropoles, éloigner les perspectives révolutionnaires, et faciliter le maintien du **statu quo.**

D'autre part, une altération grave du **statu quo** actuel ne peut que nuire à la conjoncture économique actuellement favorable au capitalisme.

Pour répondre aux deux questions posées ci-dessus, il est par conséquent nécessaire d'examiner ces différents facteurs chacun en soi et dans leur interaction.

Les perspectives économiques sont actuellement celles d'un essor, aussi bien de l'économie américaine que celle de l'Europe occidentale. Les caractéristiques de cet essor sont le quasi plein emploi de l'appareil productif (machines et hommes) en Europe, et une tendance analogue, mais toujours en retard par rapport au développement incessant de la capacité de l'appareil productif aux Etats-Unis, développement actuellement éperonné par l'emploi de l'automation et de l'énergie atomique. La production des biens d'équipement et des biens de consommation durables garde une avance importante par rapport à toutes les autres branches industrielles. La hausse des prix reprend un peu partout. L'extension du crédit se surajoute aux dépenses étatiques pour stimuler l'élan de l'économie. La surproduction agricole est généralisée. Le chômage technologique, important aux Etats-Unis, peut se manifester bientôt aussi en Europe, surtout avec les progrès de l'automation.

Normalement une telle situation devrait conduire rapidement à la crise classique, avec effondrement des prix, tarissement brusque du crédit, augmentation brusque du chômage.

Seulement, ce qui compte pour une perspective plus précise, c'est d'un côté les délais d'un tel tournant éventuel de la conjoncture économique, et la question de savoir si les formes classiques de la crise peuvent se reproduire face à une économie épaulée par le gigantesque secteur des armements, les investissements dans les nouvelles industries d'énergie atomique et de l'automation (limitées pour le moment aux Etats-Unis et en Angleterre), et le nouveau rôle économique que joue actuellement l'Etat capitaliste.

Le tournant défavorable de la conjoncture économique est incontestablement plus proche — quoique pas encore immédiat — aux Etats-Unis qu'en Europe occidentale, et à l'intérieur de celle-ci il est plus proche pour les pays comme l'Angleterre, la France et l'Italie que pour l'Allemagne occidentale.

---

(3) Cependant les tendances au dépassement du stakhanovisme, et à une plus grande « égalisation » des salaires ne font que se renforcer en URSS et exercer une pression accrue sur la bureaucratie. La nouvelle réforme des salaires qui a été décidée peut en apporter la preuve.

La lutte entre la bureaucratie défendant ses privilèges et voulant augmenter la productivité aux dépens des ouvriers, et ceux-ci qui exigent un « effort de travail normal », le « raccourcissement de la journée de travail » sans diminution du salaire, et la revision du système « du salaire aux pièces » est d'ores et déjà engagée en URSS.

L'économie de l'Europe occidentale risque plutôt de plafonner bientôt à un niveau voisin du niveau actuel, à cause d'une série de goulots d'étranglement qui se manifestent actuellement (disette d'énergie, de certaines matières premières, de main-d'œuvre), que de sombrer dans une crise.

D'autre part, l'économie des Etats-Unis paraît avoir pris un élan qui pourrait se soutenir jusqu'à la fin de 1956 environ à un niveau légèrement déclinant par rapport à celui de 1955. Les formes exactes que prendra ensuite l'évolution de la conjoncture économique, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe occidentale, ne sont pas prévisibles.

Face aux moyens toujours importants dont dispose l'Etat capitaliste en matière de dépenses et de subventions de toute sorte, et de contrôle du crédit, et vu l'étude empirique constante à laquelle il soumet quotidiennement la marche de l'économie, il est plus probable que la nouvelle dépression économique que préparent inéluctablement tous les processus actuels, prendra plutôt la forme d'une « récession » plus accentuée et plus profonde que les précédentes, mais non pas d'une crise classique brusque et catastrophique dès le début.

Dans le cas d'une telle évolution probable de la conjoncture, économique, les luttes ouvrières aux Etats-Unis et en Europe occidentale auraient tendance à se circonscrire dans le cadre de revendications **portant sur une plus grande part du revenu national, et surtout des profits capitalistes accrus, et sur une diminution des heures de travail (afin de restreindre au minimum le chômage qui résultera des progrès de la productivité).**

La conjoncture économique, en valorisant davantage la force de travail (avec le plein emploi et le manque de main-d'œuvre), loin de constituer un frein absolu aux luttes ouvrières, stimule dans certaines conditions (celles d'une direction en particulier) les luttes revendicatives, portant sur des objectifs nouveaux et audacieux pour le mouvement ouvrier (semaine de 40 heures et même moins, salaire annuel garanti, congés payés plus longs), comme le prouvent les exemples récents de l'Angleterre, de la France, de la Belgique, des Etats-Unis et même de l'Allemagne.

La reconstitution de la conscience de la force sociale et syndicale du prolétariat à travers ces luttes, se traduit, dans le cadre de la situation générale actuelle du capitalisme, en un stimulant important aussi pour l'activité politique du prolétariat. La classe ouvrière est partout intacte, consciente de sa force, face à un capitalisme qui est moins apte que jamais à engager une épreuve décisive avec celle-ci.

Cette considération acquiert toute son importance quand on examine les perspectives politiques et révolutionnaires du capitalisme placé dans son contexte international. Les perspectives économiques ne peuvent être envisagées en faisant abstraction de ce cadre.

L'équilibre économique du capitalisme, qui a déjà reçu un coup irréparable à la suite de l'amputation de son marché mondial d'un secteur de 900 millions d'hommes représenté par le groupe des Etats ouvriers, est entamé d'autre part par la progression de la révolution coloniale.

Celle-ci ne connaît toujours aucun arrêt global, et ce fait détériore non seulement les finances des pays impérialistes directement impliqués dans la répression de la révolution coloniale (comme c'est le cas actuellement pour la France, et en partie pour l'Angleterre elle-même), mais aussi leur puissance économique en général, ainsi que celle de l'impérialisme en général.

Certains évoquent le processus d'industrialisation favorisé par l'émancipation plus ou moins complète des colonies et ses répercussions plutôt favorables sur l'essor qui porte avant tout sur les biens d'équipement et les biens de consommation durables.

A courte échéance, de telles répercussions sont possibles pour l'impérialisme dans son ensemble. A plus longue échéance, de tels processus ne peuvent qu'aggraver la crise générale du capitalisme, tout en aggravant dans l'immédiat déjà la situation des pays capitalistes possesseurs de colonies.

De toute manière, la progression continue de la révolution coloniale est un facteur qui, indépendamment même de la conjoncture économique dans les métropoles, joue aussi bien contre le **statu quo** international que contre le **statu quo** social des pays impérialistes. Elle est un facteur puissant de crises révolutionnaires sur une échelle nationale ou même internationale. Les répercussions de la révolution coloniale, actuellement en plein développement en Afrique du Nord, sur la situation intérieure française sont déjà évidentes. Par ce seul facteur, celle-ci évolue vers une crise révolutionnaire majeure.

D'autre part, le calme actuel en Extrême-Orient n'est que relatif. Ni la question de la Corée, ni celle du Vietnam, ni même celle de Formose n'ont encore trouvé aucune solution. L'échéance d'une crise majeure sur la seule question des élections au Vietnam se place déjà dans le très proche avenir. La situation au Japon est d'autre part toujours loin d'être stabilisée.

Dans ces conditions, et en présence d'une Chine lancée déjà dans la reconstruction planifiée de l'économie, l'accélération de l'industrialisation et la collectivisation de l'agriculture, affirmer qu'il est possible de prévoir une stabilisation prolongée de ce secteur, sans risque de conflits majeurs avec l'impérialisme — l'impérialisme américain en particulier — est une perspective aussi peu probable pratiquement que par le passé.

Dans les rapports entre l'impérialisme coalisé et les Etats ouvriers, deux autres questions fondamentales restent toujours une source de tension et même de crise : celle de l'Allemagne et celle du désarmement.

Dans la mesure où se confirme l'intention du Kremlin d'imposer le fait de « deux Allemagnes » et de n'envisager la réunification que fondamentalement à travers un processus aléatoire de pourparlers entre le gouvernement de Bonn et celui de Pankov, l'impérialisme ne se lassera pas de maintenir le climat de la « guerre froide ».

Les divergences sur le désarmement, toujours inconciliables sur le fond, fourniront l'autre élément de justification de cette attitude. Il n'est pas question pour l'impérialisme de « désarmer » dans le sens de réduire à un minimum les dépenses militaires, de détruire ses stocks d'armes atomiques et d'interdire désormais leur fabrication. Réduire ses dépenses militaires à un minimum signifierait enlever le soutien et le stimulant N° 1 de son économie générale. Détruire ses stocks d'armes atomiques et interdire désormais leur fabrication signifierait supprimer sa défense principale (brandie comme une menace) devant une nouvelle avance importante de la révolution.

L'apparence d'un certain compromis possible sur le « désarmement » qui s'esquisse actuellement, a ceci comme base : des réductions de la force numérique des armées et de l'armement classique sont devenues possibles et même nécessaires, par suite de l'adaptation à l'armement atomique qui se généralise ; d'autre part, une fois maintenant généralement admise « l'impossibilité » d'une destruction effective des stocks d'armes atomiques, et même de l'interdiction de leur fabrication, on s'oriente vers un contrôle limité afin d'éviter « l'attaque surprise ».

Sous le couvert de telles discussions et de tels compromis et « progrès » dans le désarmement, on continue de plus belle la course aux armements. L'Allemagne et le Japon sont lancés maintenant eux aussi dans cette course. Autres exemples : ceux des budgets stabilisés à leurs sommets actuels ou en augmentation, et de l'utilisation militaire de projets en apparence utilitaires (par exemple les satellites de la terre et découlant des progrès dans les fusées téléguidées intercontinentales).

Ainsi, de quelque manière qu'on envisage l'évolution possible de la situation internationale, **sur une période plus longue on ne peut responsablement affirmer qu'il existe une perspective, pratiquement la plus probable, d'une « coexistence pacifique » synonyme d'une prospérité économique prolongée du capitalisme, ainsi que d'un éloignement des perspectives révolutionnaires et de l'éventualité de la guerre dans de telles conditions, c'est-à-dire de la riposte de l'impérialisme à la Révolution.**

La question de l'éventualité d'une nouvelle stabilisation du capitalisme analogue à celle de 1923-1929 qui serait soi-disant déjà commencée, trouve du coup sa réponse : dans les conditions d'une période dans laquelle le rapport des forces global reste toujours favorable à la Révolution, il est insensé de parler d'une telle éventualité pour le capitalisme.

L'aspect actuellement favorable de la conjoncture économique pour le capitalisme n'a qu'un caractère provisoire et limité dans le cadre des conditions politiques et sociales internationales éminemment défavorables à l'impérialisme, et qui ne risquent pas de changer en tant que telles fondamentalement.

Dans la définition de notre tactique entriste au sein des grandes organisations de masse, nous avons tenu compte du fait qu'en partie à cause du caractère de la période tendue vers l'épreuve décisive entre l'impérialisme et la Révolution, il ne fallait pas s'attendre pour une période à des scissions importantes au sein de ces organisations ou à leur abandon par les masses, mais plutôt à des crises et des reclassements à l'intérieur de ces organisations. Pour toute une période, avons-nous soutenu, le processus de maturation politique de la classe ouvrière passera par les organisations social-démocrates ou staliniennes.

Nous avions prévu, d'autre part, à cause du rapport de forces favorable à la révolution et du caractère révolutionnaire de la période, l'apparition inévitable, dans ces conditions, de courants de gauche dans ces organisations.

Dans le cas plus particulier des organisations staliniennes, nous avons soutenu que l'évolution de la situation vers la guerre imposerait un gauchissement, y compris de la politique de leur direction. Mais nous avions pris soin, en même temps, de souligner dès le 3e Congrès Mondial déjà qu'il ne fallait pas le comprendre comme un processus rectiligne, mais comme un processus lié aux changements de la conjoncture politique.

> « Les limites de ce cours gauchiste sont maintenant plus claires. Dans la mesure où un compromis étendu avec l'impérialisme est plutôt exclu et où les préparatifs de guerre de la bourgeoisie iront en s'accélérant, ce cours persistera fondamentalement. Il connaîtra néanmoins des oscillations de gauche à droite et vice-versa, toujours sur la base de cette ligne fondamentale, selon les possibilités de compromis limités et éphémères, et à chaque offensive de « paix » que la bureaucratie soviétique ne cessera de lancer jusqu'au conflit ». (Résolution politique du 3e Congrès Mondial)

L'expérience a complètement vérifié tous ces pronostics. Nous n'avons effectivement pas assisté à un abandon des grandes organisations social-démocrates ou staliniennes par les masses, ni à des scissions importantes dans leurs rangs.

Effectivement, nous avons assisté, plutôt à des crises, des tendances et des reclassements contenus dans leur sein. Ces phénomènes, dans le cas plus particulier des organisations staliniennes, connaissent depuis la mort de Staline un développement dépassant les prévisions les plus optimistes.

Effectivement, nous avons assisté, sous la pression de la situation objective, du rapport de forces global défavorable à l'impérialisme, de la radicalisation des masses, à l'apparition de courants de gauche au sein des organisations de masse,

pas limités seulement à la base mais s'étendant jusqu'à des éléments les plus haut placés de la direction.

Effectivement aussi nous avons assisté au phénomène d'un certain gauchissement de la politique de la direction dans son ensemble, des Partis communistes de masse, lors des moments de tension accrue dans les rapports internationaux, et de poussée importante des masses de leur base, et de la classe. Il faut toutefois reconnaître que son ampleur n'a été que des plus limitées.

Personne, cependant, je pense, ne doute de l'importance qu'aurait prise ce phénomène en cas de déclenchement d'un conflit majeur. Dans tous ces domaines, nous avons serré la réalité aussi étroitement que possible. Faut-il maintenant, dans le cadre des récents développements internationaux, reviser notre tactique entriste ?

Cette question aussi doit être réexaminée à fond. Je pense qu'en réalité notre mouvement tient plus que jamais à elle, ayant fait les preuves pratiques de sa justesse et de sa réussite. Si changement il y a dans ce domaine, le changement se place sur le point suivant : que même dans certains cas où nous avions cru pouvoir agir indépendamment, nous avons compris qu'il fallait mieux observer l'expérience concrète de la classe, les formes même élémentaires qu'elle a créées, et nous insérer dans son mouvement réel, poser la question du Parti révolutionnaire là aussi de manière transitoire, en partant de cette expérience et de ces formes, comme en Argentine, comme au Chili, comme aux Etats-Unis, comme même en partie en Bolivie.

Nulle part nous n'avons d'indices suffisants pour conclure que les masses sont en train d'abandonner les grandes organisations dans lesquelles nous avons décidé de nous insérer. Au contraire.

D'autre part, aussi longtemps que le caractère de la période restera **révolutionnaire** (et notre perspective est qu'un changement fondamental de ce caractère est toujours pratiquement improbable, exclu), il est inévitable que des courants de gauche se manifestent dans ces organisations, y compris jusqu'à des éléments de leur direction, et que la politique de celle-ci ne cessera d'être, en partie au moins, soumise à la pression des masses radicalisées (de sa base et de la classe). Elle doit par conséquent en partie tenir compte de cette pression.

Mais, indépendamment de la politique des directions dans leur ensemble, l'important pour nous comme par le passé reste l'apparition inévitable de courants de gauche exprimant le processus de maturation politique de la classe, à travers ces organisations.

Notre mouvement était, dans une mesure, préparé à accepter la politique entriste au sein des organisations social-démocrates, dans un ensemble de conditions même moins favorables que celles que nous avons vu et que nous voyons toujours se réaliser. Il était par contre beaucoup plus réticent par rapport à l'entrisme dans les organisations staliniennes de masse.

Or, et je crois exprimer en ceci l'opinion maintenant unanime des camarades, la situation dans ces organisations est en train de devenir plus intéressante que jamais, et a dépassé, comme je l'ai déjà souligné, les espoirs et les prévisions les plus optimistes.

La crise du stalinisme, en tant que crise de direction et que crise idéologique, a pris une ampleur inouïe depuis la mort de Staline, accélérant son déclin. Il n'est pas nécessaire dans ce rapport d'insister sur cet aspect fondamental de la nouvelle situation créée depuis dans le mouvement révolutionnaire international, ni de rappeler tous les faits que même nous, avant mars 1953, aurions eu de la peine à croire comme pouvant se réaliser dans de si brefs délais depuis cette date.

Les directions staliniennes ont perdu leur mordant, leur assurance ainsi que les moyens de terroriser leurs organisations. La fermentation, l'esprit critique et une certaine tolérance se développent au sein de celles-ci, rendant le travail entriste, à la fois plus facile et plus rentable. **De prochains reclassements idéologiques importants se préparent incontestablement au sein des organisations staliniennes, beaucoup plus qu'au sein des organisations social-démocrates, ce qui exige de nous une attention plus grande que jamais à cette évolution et un nouveau développement de notre travail entriste.**

Ce que j'aurais à dire à ce propos s'applique du reste aussi bien pour notre travail au sein des organisations social-démocrates de masse, et pour tout autre travail entriste.

Actuellement l'intégration dans les organisations de masse est partout terminée et plusieurs éléments trotskystes sont devenus soit des organisateurs directs de tendance de gauche, soit les meilleurs stimulants de telles tendances.

Le nouveau pas dans le travail de masse doit maintenant consister :

a) en une meilleure coordination du travail indépendant avec le travail entriste proprement dit, ceci dans le cas plus particulier des organisations staliniennes ;

b) en une meilleure qualification politique de tous nos membres et cadres, afin qu'ils puissent jouer pratiquement leur rôle de dirigeants de secteurs donnés de leur classe, dans les entreprises, les syndicats, les partis politiques ;

c) en une amélioration et un développement de notre presse et notre littérature en général.

La situation présente et la période devant nous sont fondamentalement de caractère révolutionnaire, la politisation des masses est poussée de tous les côtés. Ceci se réflète en un niveau naturellement supérieur dans l'avant-garde du mouvement ouvrier, qui bénéficie en outre actuellement du « dégel » du stalinisme et à son déclin.

Une intense vie idéologique est en train de se développer à nouveau dans le mouvement ouvrier d'avant-garde. Elle prendra pour une période la forme de la renaissance d'importants courants centristes, allant dans tous les sens. Ce que nous devons retenir de cette situation, c'est que le monolithisme bureaucratique est brisé, que le terrain devient plus malléable, plus propice à la pénétration de nos idées, à condition que nous soyons en mesure de les présenter aussi fréquemment, aussi clairement et aussi sérieusement que possible.

Faute de quoi, la combinaison du travail entriste, qui par sa nature est activiste, pratiquement absorbant, sur un bas niveau théorique et politique, avec un climat idéologique général centriste, risque non seulement de ne pouvoir faire assimiler de nouveaux éléments au marxisme révolutionnaire, mais de faire perdre à certains leur propre « âme » dans cette ambiance.

La nécessité de développer au maximum la quantité, la fréquence et la qualité de notre presse et de notre littérature, devient plus grande que jamais. Il est nécessaire de consacrer à la rédaction de nos organes de presse actuelle un soin beaucoup plus grand que par le passé, de les confier à des équipes de camarades parmi les plus capables politiquement, qui auront à cœur de ne pas écrire en tant que journalistes mais en tant que dirigeants révolutionnaires éduqués, étudiant sérieusement chaque question, l'approfondissant, capables de la présenter au mieux pour le public auquel ils s'adressent.

Nos journaux, nos revues doivent devenir encore plus substantiels, répondant de manière fondamentale aux questions posées par la situation, et acquérir une supériorité écrasante par rapport au reste de la presse ouvrière.

Des améliorations dans ce sens sont possibles aussi bien pour la presse « entriste » que pour notre presse indépendante. Mais naturellement la qualité idéologique de notre mouvement ne pourra se manifester surtout que dans des organes 100 % trotskystes, de caractère théorique.

La parution de tels organes, si cela était possible, dans chaque pays, est maintenant évidente, aussi bien pour différencier du centrisme une aile vraiment marxiste révolutionnaire que pour éduquer nos propres membres et cadres.

Les langues officielles à Ceylan

(Une déclaration du Parti Lanka Sama Samaja)

A Ceylan vient de surgir avec acuité la question des langues officielles du pays. Cette île, ancienne colonie britannique, avait obtenu son indépendance politique en 1948, en même temps que sa grande voisine, l'Inde.

Sur le territoire ceylanais vivent des populations de races et de langues différentes, principalement les Cinghalais et les Tamils. Ces derniers sont d'origine indienne et constituent une très importante partie des travailleurs des plantations.

Quand la question des langues officielles commença à se poser (il faut noter que l'anglais est encore la langue officielle, alors que 7 % de la population seulement la parlent), nos camarades du Parti Lanka Sama Samaja, section ceylanaise de la IV^e^ Internationale, furent les seuls à défendre la proposition de donner un statut égal aux deux langues principales du pays. Cela leur valut des attaques de toute part, et récemment un de leurs meetings fut agressé à la fois par des bandes religieuses cinghalaises et par les forces de police. Des bombes lacrymogènes furent lancées ; des camarades furent blessés, l'un d'eux, le camarade Reginald Menghis eut sa main gauche amputée. Mais la fermeté de nos camarades pour cette cause démocratique commence à porter ses fruits.

Nous reproduisons ci-après la déclaration du L.S.S.P. sur la question des langues, en raison de sa valeur théorique. Elle montre la question des langues d'abord sous sa forme de revendication démocratique, puis elle la place dans le cadre de la nation ceylanaise qui commence à se développer et veut échapper à l'emprise impérialiste; et elle démontre que cette revendication démocratique élémentaire, sans laquelle il est très difficile pour ne pas dire impossible aux masses de contrôler l'activité de l'Etat, et la véritable libération

nationale ne trouveront pas de solution dans le cadre du régime capitaliste, mais seulement sous la direction du prolétariat qui, à Ceylan, combat en grande majorité sous le drapeau du LSSP.

Le Parti Lanka Sama Samaja s'est toujours prononcé pour que le pays soit administré dans les langues cinghalaise et tamil, qui sont les langues de la grande majorité de la population de Ceylan.

Il y a lieu de rappeler que dès 1937, comme premier pas dans cette voie, les représentants du Parti au Conseil d'Etat de l'époque ont soumis des résolutions demandant que les poursuites devant les tribunaux inférieurs soient menées en cinghalais et en tamil et que l'on assure les moyens de faire des déclarations dans ces langues dans les postes de police. Ces résolutions constituaient un effort pour mettre en application devant l'Assemblée législative du pays la « demande immédiate » suivante que le Parti avait formulée dans son premier Manifeste en 1935 à la fondation du Parti : « Emploi des langues indigènes devant les tribunaux inférieurs et dans les déclarations enregistrées par les postes de police, et extension de cet emploi à tous les services gouvernementaux. »

Vu de manière rétrospective, on ne peut pas ne pas se demander combien la transition à une administration ceylanaise eut été aujourd'hui plus simple si ces suggestions anciennes avaient été acceptées à l'époque et si on avait agi conformément à elles.

La revendication du Parti Lanka Sama Samaja que le cinghalais et le tamil soient les langues officielles, disons-le clairement dès le début, découle d'une très réelle préoccupation pour les intérêts de la population qui parle ces langues et non de quelque simple intérêt académique pour ces langues. La langue officielle à Ceylan continue à être l'anglais, en dépit du fait qu'à peine 7 % des habitants ont une connaissance quelconque de cette langue. Pratiquement les autres 93 % ne parlent que le cinghalais ou le tamil. Ces personnes ne sont pas seulement gênées dans leur vie quotidienne, elles sont aussi privées de la possibilité de suivre clairement la façon dont elles sont gouvernées, du fait que l'administration du pays se fait dans une langue qu'elle ne comprennent pas. Parler de démocratie dans de telles conditions est une farce. Perpétuer une telle situation sept ans après le transfèrement du pouvoir des impérialistes britanniques est outrageant.

C'est la nécessité impérieuse de gouverner le peuple dans une langue qu'il comprend qui suscite la revendication du L.S.S.P. pour que les langues officielles de Ceylan soient le cinghalais et le tamil. Car, bien que la majorité des 93 % mentionnées ci-dessus ne connaisse que la langue cinghalaise, une importante minorité ne connaît que le tamil. Ce n'est qu'en réalisant ce changement que le peuple pourra défendre sa cause.

L'U.N.P. [le parti dirigeant] a été obligé aujourd'hui d'admettre la justesse de cette demande que les langues officielles de Ceylan soient le cinghalais et le tamil. Mais, comme parti des capitalistes, il est lié d'une part aux intérêts existants et, d'autre part, il craint les masses qui joueraient certainement un rôle plus vigoureux en politique lorsque l'administration sera conduite dans une langue qu'elles comprennent. Par suite, le gouvernement U.N.P. ne reconnaît que du bout des lèvres la cause du cinghalais et du tamil comme langues officielles du pays. Il ne prend aucune mesure décisive pour la réaliser ou même pour en préparer sérieusement la transition, mais il suit au contraire une politique oscillante et incohérente dont le résultat est de reculer indéfiniment le jour d'un tel changement.

Par conséquent, la motion du camarade N. M. Perera demandant que la Constitution soit amendée pour reconnaître le cinghalais et le tamil comme langues officielles du pays dévoile le bluff de l'U.N.P. Si l'U.N.P. était vraiment pour faire du cinghalais et du tamil les langues officielles et non pour maintenir le **statu quo**, il n'y aurait pas de raison pour qu'il objecte à l'insertion d'une telle clause dans la Constitution. L'inclusion d'une telle clause dans la Constitution aurait au moins pour effet de donner une forte impulsion au gouvernement pour qu'il prenne les mesures nécessaires à la réalisation d'un tel changement. Elle aurait aussi pour effet d'aider à dissiper les suspicions de la minorité parlant le tamil, et selon lesquelles cette langue ne recevra pas le même statut que le cinghalais comme langue officielle.

Mais, il est apparu récemment une autre partie d'hommes politiques à Ceylan, ceux du S.L.F.P. (1) et le parti de M. Philip Gunawardene (2) qui sont pour le cinghalais comme seule langue officielle à Ceylan, avec le tamil comme langue régionale dans les régions parlant le tamil (et aussi, selon le S.L.F.P., comme langue autorisée au Parlement). C'est une nouvelle proposition dans le domaine politique à Ceylan, et l'objet principal de cette déclaration est de rendre publiques les vues du L.S.S.P. au sujet de cette proposition.

Il est tout d'abord nécessaire de souligner que la question de savoir si la langue officielle sera le cinghalais ou bien le cinghalais et le tamil, a déjà cessé d'être simplement une question de proposition plus ou moins praticable ou plus ou moins concevable. Il serait tout à fait irréaliste de n'y voir simplement qu'une question de langue officielle. C'est déjà devenue une question de communauté, dans laquelle se trouve impliquée la question plus vaste, celle de souder les différentes races à Ceylan en une seule nation ceylanaise.

(1) Parti bourgeois issu d'une scission de l'UNP (N. de la R.).
(2) Groupe oscillant entre le LSSP et les staliniens (N. de la R.).

Nous vivons dans une période où une nation ceylanaise est née. Ce processus constitue un pas en avant naturel et progressif de notre développement. Toutefois ce processus est obstrué et mis en danger par le communalisme, qu'il soit cinghalais ou tamil. Il faut dire que, comme on pouvait s'y attendre, les sentiments communalistes se sont particulièrement renforcés parmi les populations parlant le tamil, parce qu'elles constituent une minorité. Les leaders communalistes et séparatistes ont réussi à semer chez elles la crainte d'une domination cinghalaise. Il est vrai qu'une partie des politiciens cinghalais influents veulent effectivement établir une telle domination. Cependant, le point important est non de décider si ces craintes sont justifiées, et dans ce cas dans quelle mesure elles le sont, mais de trouver le moyen de dissiper ces craintes et de poursuivre le processus de croissance de la nation ceylanaise sans obstacle.

A ce sujet l'Inde nous fournit une expérience valable. Les partisans du cinghalais comme langue nationale voudraient nous faire croire qu'il existe un parallèle avec l'Inde, où le Hindi a été adopté comme langue nationale et les langues provinciales comme langues des gouvernements provinciaux. Cette comparaison est erronée. L'Inde a une forme fédérale de gouvernement dans laquelle, exception faite pour certains sujets réservés, l'administration quotidienne est assurée principalement par les gouvernements provinciaux. L'Inde n'a pas, comme le peuple de Ceylan, deux langues mais elle en a une multitude. Enfin, l'Hindi n'est pas la langue maternelle d'une majorité linguistique, mais une sorte d'esperanto commode. Nous demandons aux partisans du cinghalais comme langue officielle de dire s'ils sont pour que Ceylan forme un Etat fédéral comme le voudraient certains partisans du tamil ? Ceux qui sont pour le fédéralisme, soit parmi les tamils soit parmi les cinghalais, doivent comprendre que loin d'assurer la parité de statut à chaque langue à travers le pays, ils sont en réalité pour confiner le cinghalais dans une partie du pays et le tamil dans une autre, chaque langue ayant une position subordonnée sur une partie de territoire.

Le véritable parallèle avec l'Inde ne se trouve pas dans la question de la langue mais dans la question du communalisme. Cette question qui se manifeste à Ceylan comme une question raciale entre Cinghalais et Tamils prit en Inde la forme religieuse de la question Hindou-Musulman. La minorité musulmane craignait la domination de la majorité hindoue. La direction de la majorité hindoue n'ayant pas été capable de dissiper ces craintes, le tragique résultat en fut la division de l'Inde en deux Etats, l'Inde et le Pakistan.

Le continent indien était assez grand pour que les deux Etats résistent au choc de cette division, bien que le Pakistan en conséquence tombe de plus en plus sous l'influence des impérialistes. Mais il est incontestable qu'une division semblable de Ceylan en deux Etats, cinghalais et tamil, signifierait la fin des deux et impliquerait un retour aux temps de la domination impérialiste directe. Ceci deviendrait une possibilité réelle si nos dirigeants étaient assez sots pour faire du cinghalais la seule langue officielle contre le désir de la minorité de langue tamil. Cette minorité de langue tamil est aujourd'hui violemment opposée au cinghalais comme seule langue officielle et considérerait inévitablement une telle mesure imposée à elle contre sa volonté comme une confirmation de sa crainte d'une domination cinghalaise.

Il faut ici souligner que cette question ne peut être convenablement tranchée par une simple majorité numérique. Ce n'est pas une méthode démocratique que de simplement compter des voix et de découvrir des majorités numériques pour décider des problèmes de relations entre races dans un pays ou une nation. La démocratie dans de telles questions consiste précisément à remplacer les majorités par l'égalité raciale.

L'exemple de la Suisse est instructif à ce sujet. Malgré des différences de races, de langues et de religions, les Suisses ont réussi à se souder en une seule nation ayant un remarquable degré de solidarité nationale. Leur politique de donner à chaque groupe linguistique des droits égaux a certainement contribué à ce résultat. Il y a quatre groupes linguistiques en Suisse, à savoir l'allemand, le français, l'italien et le romanche. Sur une population globale de 4.5 millions d'habitants, les proportions pour chaque langue sont les suivantes:

— l'allemand 74 %
— le français 21 %
— l'italien 4 %
— le romanche 1 %

Le romanche fut fait langue officielle avec l'objet précis de maintenir cette langue développée et qui a une littérature propre. Mais il faut noter que les Suisses, dans l'intérêt de l'unité nationale, ont fait de l'italien une langue officielle, bien qu'il ne soit la langue maternelle que de 4 % seulement de la population !

Nous ne devons jamais oublier que les langues cinghalaise et tamil sont aussi les langues de différentes races et, en outre, que ces races occupent des parties différentes et distinctes de notre pays. Par conséquent, une fois que des tendances séparatistes auraient acquis la possibilité de naître et de se développer, celles-ci pourraient aisément aboutir à la division du pays en deux Etats séparés.

C'est pourquoi la question des langues officielles n'est pas seulement une question de langues mais une question qui implique la construction d'une nation ceylanaise et spécifiquement la fusion des parties parlant le cinghalais et le tamil en une nation ceylanaise qui progresse. Ce processus ne peut être accompli que par l'adoption du cinghalais et du tamil comme langues officielles de Ceylan avec un statut paritaire dans tout le pays.

Ceci ne signifie pas du tout que la langue tamil sera imposée aux Cinghalais dans les régions de langue cinghalaise et vice-versa. Il n'y a pas de doute que, dans la pratique, les régions de langue cinghalaise seront administrées en cinghalais et celles de langue tamil en langue tamil. Mais un Cinghalais dans une région de langue tamil, et un Tamil dans une région de langue cinghalaise auront le droit de traiter leurs rapports avec le gouvernement dans leur propre langue. Telle est la signification précise de la parité, dans cette question de la langue officielle.

Aux partisans du cinghalais comme langue officielle, nous demandons ce qui serait réellement perdu en accordant ce statut à la langue tamil. Pourquoi, de leur part, insistent-ils tellement pour que le cinghalais jouisse seul de ce statut, alors que le processus de formation d'une nation ceylanaise en serait sérieusement menacé ? La seule signification que nous puissions attribuer à leurs actions est qu'ils sont réellement non pour une nation ceylanaise mais pour une nation cinghalaise.

Nous voudrions rappeler à ces Messieurs que, si tel est vraiment leur objectif, ils sont en retard de quelques siècles. Les Cinghalais continueront sans doute à avoir leurs propres langue, coutumes, etc... tout comme les Tamils. Mais la formation d'une nation cinghalaise est une chimère. Cette idée même est aujourd'hui réactionnaire. La seule façon dont les Cinghalais peuvent progresser aujourd'hui à Ceylan est d'agir en accord avec les autres habitants permanents de races variées en tant que Ceylanais.

Le L.S.S.P. qui est pour l'émancipation de tous les travailleurs de Ceylan, indépendamment de leur race, religion ou caste, est pour la construction d'une nation ceylanaise. Il continuera à s'opposer au communalisme, qu'il soit de variété majoritaire ou minoritaire. Il souligne que la croissance du communalisme à Ceylan, sept ans après le transfert du pouvoir par les impérialistes, est la preuve de l'incapacité de la classe capitaliste à construire une nation ceylanaise et le témoignage de la faillite de la direction capitaliste. La tâche de construction d'une nation ceylanaise, tout comme les autres tâches politiques et sociales posées devant le peuple de Ceylan, ne sera résolue que sous la direction de la classe ouvrière et de son parti, le Lanka Sama Samaja.

Octobre 1955.

Brésil

APRÈS LES ÉLECTIONS

Kubitschek et Goulart viennent d'être élus respectivement Président et vice-Président de la République, suivis de près par les candidats de l'extrême-droite. Il est à remarquer que Goulart, candidat du Parti Travailliste de Vargas, a reçu environ 18 % de voix de plus que Kubitschek.

Il y a eu un nombre important d'abstentions, ainsi que de bulletins blancs ou nuls. La victoire du tandem Kubitschek-Goulart fut incontestablement favorisée sinon assurée par les votes du P.C. dans les grands centres urbains du pays.

Inquiète de ce résultat, l'oligarchie, liée à l'impérialisme, a esquissé la tentative d'un premier coup d'Etat pour empêcher l'ascension de Kubitschek à la Présidence. Mais l'unanimité des forces armées était loin de se faire sur cette ligne. Une partie de l'armée, donnant son appui à Kubitschek, représentant de la bourgeoisie industrielle, a réagi, ce qui démontre le poids acquis par celle-ci au sein des classes dirgeantes du pays.

Protégé par cette partie de l'armée, Kubitschek se prépare à accéder à la Présidence. Il n'en reste pas moins prisonnier de ses protecteurs. Les apparences constitutionnelles du régime semblent sauvées, tandis que toute velléité à une démagogie « ouvriériste » à la Vargas, de la part du nouveau Président, et surtout de son vice-Président redouté, est déjà tuée dans l'œuf. Comme gage de leur modération tous deux chargent déjà à fond contre le « péril communiste ». Sous la bénédiction de l'armée, on s'oriente ainsi vers une solution « nationale » qui permettra à la bourgeoisie d'affronter avec plus de stabilité la situation économique et financière difficile du pays. De nouvelles surprises d'ici janvier ne sont pas exclus. Reste naturellement le facteur de réaction des masses. Leur vote en faveur du tandem Kubitschek-Goulart avait surtout la signification d'une mesure défensive contre la menace qui planait déjà avant les élections d'une dictature militaire. Mais il est loin d'exprimer un enthousiasme tel que celui qui s'était manifesté dans l'élection triomphale de Vargas.

Les masses sont méfiantes envers les représentants de la bourgeoisie, même s'ils sont appuyés par le PC. Encouragées par le résultat des élections, il est possible qu'elles porteront maintenant leur principale activité dans le domaine des luttes économiques et de l'organisation syndicale. On signale plusieurs grèves sporadiques dans le pays, accompagnées dans certains cas de l'occupation des usines.

A Volta-Redonda, la principale entreprise métallurgique du pays, les ouvriers ont dressé des barricades pour défendre leur syndicat, et ont émis l'idée d'une **Union Intersyndicale Nationale**, d'une Centrale syndicale.

Un très grand pas en avant pour le mouvement ouvrier brésilien sera fait si cette idée se réalisait à travers un congrès national des syndicats, et si ceux-ci obtenaient leur autonomie par rapport au Ministère du Travail qui les contrôle actuellement.

Les trotskystes brésiliens agissent activement en ce sens.

Un agent du Guépéou à démasquer complètement

Dans sa recherche d'espions soviétiques, l'administration américaine a mis la main sur un agent soviétique qui a travaillé pendant des années comme informateur du Guépéou dans les rangs de la IVe Internationale.

La commission du Sénat américain à la sécurité intérieure a interrogé un nommé Marc Zborowski, âgé de 48 ans, demeurant aux Etats-Unis depuis 1941, auteur d'un livre « La vie est avec le peuple » paru dans ce pays en 1952.

Au cours de ces interrogatoires, placé devant les révélations d'un ancien haut fonctionnaire du Guépéou, Marc Zborowski a reconnu avoir servi le Guépéou dans le mouvement trotskyste à Paris où il était connu sous le nom d' « Etienne ».

Né en 1907 en Russie, il fut emmené par ses parents à Lodz en Pologne pendant la révolution russe. Plus tard, il adhéra au P.C. et, à la suite d'une arrestation, il parvint à s'enfuir et vint habiter en France vers 1930. C'est vers cette époque que commença probablement son activité pour le Guépéou.

En 1934 il adhéra au mouvement trotskyste. Gagnant la confiance des camarades, il appartint au petit groupe de langue russe qui, autour de Léon Sedov, fils de Trotsky, assura la publication du « Bulletin de l'Opposition ». Il participa à diverses conférences du mouvement trotskyste, notamment au Congrès de fondation de la IVe Internationale en 1938.

Dans ses déclarations, Marc Zborowski a reconnu avoir informé verbalement et par écrit le Guépéou sur l'activité de Trotsky, de Sedov, du mouvement trotskyste. Ses rapports étaient lus personnellement par Staline.

Il déclare avoir informé le Guépéou de l'hopital où Léon Sedov fut emmené en février 1938 et où il mourut dans des circonstances étranges quelques jours plus tard, après avoir été opéré de l'appendicite.

Il déclare avoir donné des indications au Guépéou sur l'installation des archives de Trotsky à l'Institut International d'Histoire Sociale, 7 rue Michelet, à Paris, où ces archives furent volées le 7 novembre 1936.

Il déclare avoir indiqué au Guépéou que l'ex-dirigeant du Guépéou, Ignace Reiss, qui rompit avec Staline pour rejoindre la IVe Internationale, devait se rendre un certain jour à Reims, jour où une équipe de tueurs l'y attendit.

Il déclare aussi avoir rencontré W. Krivitsky, autre haut fonctionnaire soviétique qui rompit avec le régime stalinien en 1937, et en informa le Guépéou qui tenta de tuer Krivitsky à Marseille.

Zborowski arriva en 1941 à New-York et poursuivit quelque temps encore, selon ses déclarations, son activité parmi les trotskystes et les émigrés russes. Il déclare qu'en 1945, il fut affecté à d'autres tâches, puis qu'il rompit avec ses activités.

En ce qui concerne ses témoignages sur son activité dans le mouvement trotskyste, on notera qu'il présente chaque fois son activité comme celle d'un informateur, qui n'est jamais mêlé dans aucune circonstance où il y a eu crime d'agents du Guépéou contre des trotskystes. Il a donné des indications mais n'a pas volé les archives ; il a dit l'hopital où se trouvait Sedov, mais se tait sur les conditions de la mort de celui-ci. Il n'a rien dit sur la disparition de Rudolf Klement, en juillet 1938, à Paris, avec qui il était lié et qui fut assassiné par le Guépéou peu avant le Congrès de la IVe Internationale dont il assurait la préparation.

Il n'y a pas de doute que Zborowski ne dit pas toute la vérité sur son activité policière, criminelle, dans le mouvement trotskyste, et ne dit pas tout ce qu'il sait sur l'activité du Guépéou contre les trotskystes dans cette période marquée par les infâmes procès de Moscou.

Le mouvement ouvrier ne peut faire le moindre crédit à l'administration américaine pour parvenir à connaître la vérité sur la partie de l'activité de Zborowski dans des organisations ouvrières et révolutionnaires.

Le Secrétariat International de la IVe Internationale s'adresse aux organisations d'avant-garde des Etats-Unis pour qu'elles créent une commission d'enquête afin d'obliger Zborowski à répondre à toute question relative à son activité d'agent du Guépéou dans le mouvement trotskyste.

Le 15 décembre 1955.

Le Secrétariat International.

LES LIVRES

De la Guerre, *de Carl von Clausewitz* [1].

« De la guerre » de Clausewitz est un des grands livres apocalyptiques et, pour le bien ou pour le mal, son influence sur les affaires humaines n'a pas été d'un iota inférieure à l'Origine des Espèces de Darwin ou au Capital de Marx».

C'est en ces termes que le major-général britannique Fuller, le père des tanks, présenta le livre de Clausewitz au public de langue anglaise. Si l'on fait abstraction du qualificatif d'apocalyptique, ce vieil officier réactionnaire, fascisant, rejoint, pour des buts diamétralement opposés, la pensée des plus grands marxistes.

Ce livre, plus un recueil de notes qu'une œuvre achevée, possède une telle valeur parce que l'auteur a traité la guerre comme une manifestation de l'activité sociale des hommes, avec une vue philosophique si profonde que, presque seulement sur la base des guerres de la Révolution et de l'Empire, il a atteint le cœur de la question très en avance sur son époque. Plus de 120 ans se sont écoulés depuis que ce livre a été écrit. Les guerres ont pris une ampleur que Clausewitz ne pouvait pas soupçonner. Mais, cette ampleur n'a fait que montrer avec un plus grand relief toute la puissance de la pensée de Clausewitz.

Il ne peut être question d'en faire un compte-rendu à la manière d'un livre courant. C'est un livre à étudier. Il n'est pas un seul chapitre qui ne soit sans intérêt, même quand il traite de questions particulières liées aux conditions matérielles de la guerre à l'époque où Clausewitz écrivait ce livre. La vigueur de sa pensée se manifeste tout particulièrement quand il traite du rôle de la population dans les guerres et des rapports entre la défensive et l'offensive.

Mais toute la profondeur de sa pensée se trouve dans sa méthode pour définir la guerre, pour en saisir l'essence : il rejette tout ce qui a été dit au sujet d'une théorie de la guerre avec des vérités absolues, valables pour tous les temps et tous les lieux. Sa méthode est éminemment dialectique ; les mêmes évènements — ceux de la Révolution française — agirent sur sa pensée et celle de Hegel, à peu près à la même époque. Mais si Hegel embrassa l'ensemble des connaissances humaines à travers sa pensée idéaliste géniale, Clausewitz en s'attaquant à ce phénomène si concret qu'est la guerre, ne pouvait laisser de place à des dissertations idéologiques.

Comment Clausewitz étudie-t-il la guerre ?

« Nous nous proposons d'étudier d'abord les différents éléments de notre sujet, puis ses diverses parties ou divisions et, enfin, l'ensemble dans sa connexion interne ; nous irons ainsi du simple au complexe. Mais ce sujet, plus que tout autre, nécessite un coup d'œil préliminaire sur la nature de l'ensemble, car ici plus qu'en tout autre domaine la partie et le tout doivent être considérés ensemble» , ainsi commence ce livre.

Et, quand il arrive à l'ensemble, quand il conclut sur cette définition de la guerre universellement connue, « la politique qui continue par d'autres moyens», il montre toute l'audace de la pensée en termes difficilement égalables :

« La guerre est un conflit de grands intérêts réglés par le sang, et c'est seulement en cela qu'elle diffère des autres conflits. Il vaudrait mieux la comparer, plutôt qu'à un art quelconque, au commerce qui est aussi un conflit d'intérêts et d'activités humaines ; elle ressemble encore plus à la politique, qui peut être considérée à son tour, du moins en partie, comme une sorte de commerce sur une grande échelle. De plus, la politique est la matrice dans laquelle la guerre se développe ; ses linéaments déjà formés rudimentairement s'y cachent comme les propriétés des créatures vivantes dans leurs embryons. »

Un commerce où on paye avec du sang ! Cette pensée n'est peut-être plus si extraordinaire en 1955, mais quelle pénétration d'esprit il fallait pour la dire en 1830 !

On comprend fort bien à la lecture de ce livre l'influence qu'il a exercée sur les plus grands penseurs marxistes. Il est vraiment dommage que soient inconnues en français la plupart des pages de Trotsky sur les questions militaires, notamment ses discours et écrits de 1922 contre une prétendue « doctrine militaire prolétarienne » que voulaient fabriquer de jeunes officiers ardents mais manquant de formation marxiste. On y retrouverait toute une série d'idées de Clausewitz, reprises et enrichies par la conception marxiste des sociétés humaines.

Les idées de Clausewitz sur les rapports entre la défensive et l'offensive ont été largement élaborées sur une étude approfondie de la campagne de Russie de Napoléon et de la stratégie de Koutousov. Dans les premières années qui survirent la fin de la guerre, l'Armée rouge, encore sous la direction de Trotsky, et sous l'impulsion de chefs comme Toukhatchevsky, était orientée sur une première phase défensive en cas d'agression impérialiste en provenance d'Allemagne. Mais, ultérieurement, Staline avec sa conception du « socialisme dans un seul pays » bouleversa ces plans et

(1) Editions de Minuit, Paris.

organisa la résistance tout au long de la frontière pour affronter aussitôt les troupes allemandes au lieu de les épuiser graduellement et de leur faire allonger dangereusement leurs lignes de communication. Aussi, les premiers chocs d'Hitler allaient provoquer des pertes considérables aux troupes soviétiques. Au lendemain de la guerre, Staline s'empressa d'attaquer Clausewitz. Quand on sait que chez lui la théorie était la servante de ses objectifs immédiats, on ne peut avoir de doute qu'il visait ces officiers soviétiques qui avaient tiré de la première période de la guerre des leçons peu flatteuses pour son « génie » ; d'ailleurs, tout récemment, des voix se sont fait entendre parmi les officiers soviétiques pour faire valoir ces leçons. Pour Staline, Clausewitz était condamné parce qu' **« en l'espace de trente ans, l'Allemagne a par deux fois imposé au monde une guerre sanglante et les deux fois elle s'est trouvée battue... En ce qui concerne en particulier Clausewitz, il a vieilli en tant qu'autorité militaire. Clausewitz a été, à proprement parler, le représentant de la période manufacturière, dans l'histoire de la guerre. Mais aujourd'hui, la guerre est entrée dans la période du machinisme. Il est évident que cette nouvelle période demande de nouveaux idéologues militaires. Il est ridicule aujourd'hui de prendre des leçons chez Clausewitz... »** (23 février 1946).

Quelle ignorance et quelle fatuité ! Et quel critère : l'échec de l'impérialisme allemand entraînant ipso facto la condamnation de Clausewitz ! Dans cette même lettre, Staline expliquait aussi que Lénine avait une très haute appréciation de Clausewitz, mais que Lénine n'était pas un spécialiste des questions militaires ! Parmi toutes les manifestations que Staline a données de la médiocreté de sa pensée, il en est peu qui soit aussi éclatante. Et on ne saurait mieux conclure qu'en citant les dernières lignes de la préface de Camille Rougeron à l'édition récente de l'œuvre de Clausewitz :

« Nous devons classer Staline et son opinion (sur Clusewitz) dans ces « phénomènes momentanés » auxquels la consommation de dix millions de combattants n'ajoute aucune valeur particulière, et conclure avec Lénine : «Clausewitz est un des écrivains militaires les plus profonds, l'un des plus grands, l'un des plus remarquables philosophes et historiens de la guerre, un écrivain dont les idées fondamentales sont devenues aujourd'hui le bien incontesté de tout penseur. »

P. F.

Le Tome V des "Œuvres" de Staline

C'est sûrement par inertie que la direction du P.C.F. a publié la traduction en français du tome V des « Œuvres » de Staline. Car, en U.R.S.S., il est de moins en moins question de ce « génie » sur lequel ses successeurs tiennent à faire le moins de bruit possible. Mais, plus on s'éloigne de Moscou, et moins les dirigeants staliniens sont sensibles à ce tournant.

Le tome V porte sur les années 1921 à 1923, c'est-à-dire la fin de la guerre civile, la NEP, les premières années de relèvement de la société, la veille des grandes discussions dans le parti bolchevik. Il fait vraiment peine à voir, quand on pense qu'à la même époque Lénine, déjà malade, écrivait quelques-uns de ses plus profonds articles (Sur la coopération...), que Trotsky abordait au 12e Congrès du parti bolchevik la question des rapports entre les prix industriels et les prix agricoles (ciseaux). Dans ce tome V on trouve assez peu de choses et il a fallu le remplir avec une brochure qui ne fut jamais publiée jusqu'alors, un médiocre travail qui, à l'époque a dû être jugé à sa véritable valeur pour qu'il soit resté dans un dossier de Staline.

1921-1923, ce furent aussi des années de vie intense de l'Internationale communiste, avec ses 3e et 4e Congrès, la discussion sur le mouvement de mars 1921 en Allemagne, le front unique en France. On n'a même pas trouvé quelques lignes de Staline à ce sujet ; il n'a commencé à s'occuper de l'I.C. que pour l'empêcher de devenir une direction révolutionnaire et pour la détruire.

Le livre ne présente guère d'intérêt, mais la direction du P.C.F. a chargé Fréville d'en faire des louanges dans « l'Humanité ». Et ce rédacteur qui n'a pas l'excuse d'ignorer la vérité historique s'est empressé d'accumuler mensonge sur mensonge dans sa chronique.

« Le Comité Central du Parti s'était rendu compte que le communisme de guerre avait fait son temps », écrit-il au sujet des premiers mois qui ont suivi la fin de la guerre civile. Mensonge, il fallut le soulèvement de Cronstadt pour que Lénine et la direction du parti comprennent qu'il fallait tourner et qu'ils improvisent littéralement la NEP.

« Les trotskystes... voulaient continuer la politique du communisme de guerre », dit-il encore. Mensonge. Il n'y avait pas alors de « trotskystes », et Trotsky avait, quelques mois avant la NEP, proposé des mesures allant dans le sens de celle-ci, et il soutint celle-ci.

« Des groupements hostiles [à la NEP] attaquèrent la politique du C.C. par le biais d'une discussion sur les syndicats ». Mensonge. La discussion sur les syndicats précéda la NEP. Le soulèvement de Cronstadt fit comprendre au parti bolchevik que la discussion syndicale n'était qu'un aspect très particulier d'un problème plus général.

Staline fut un guide en matière de démocratie du parti, ose écrire Fréville ! Il est vraiment dommage qu'on ne puisse espérer une réponse sincère sur ce

point de Molotov, Khrouchtchev, Bulganine et Malenkov ; ils en savent plus que quiconque sur les procédés démocratiques de Staline.

« Le 3 avril 1922, le C.C., sur la proposition de Lénine élisait Staline secrétaire général». Mensonge. Staline fut élu secrétaire malgré Lénine, qui déclara alors que « ce cuisinier ne nous fera que des plats épicés ». Et Staline fut maintenu secrétaire, en dépit des dernières déclarations de Lénine, proposant son élimination de ce poste. Fréville connaît fort bien ce qu'on appelle le « testament de Lénine », document dont Staline eut par deux fois l'occasion d'admettre l'authenticité.

Staline « démasquait les nationalistes géorgiens, soutenus par les trotskystes ». Mensonge. Ces « nationalistes » étaient des communistes encouragés par Lenine qui préparait un dossier contre Staline, au moment où la maladie le terrassa définitivement.

« A partir de la fin de 1921, Lénine dut interrompre son travail, et c'est Staline qui assuma la direction du Parti ». Mensonge. Quand Lénine fut frappé par la maladie, la direction resta, comme de son temps, une direction collective, celle du B.P. C'est alors que se forma dans celui-ci une fraction contre Trotsky. Staline était alors associé à Zinoviev et Kamenev.

Le tome V s'achève par une intervention de Staline dans la première discussion où le trio Zinoviev-Kamenev-Staline lança une offensive contre Trotsky en inventant le « trotskysme ». Staline n'y brille certainement pas par la clarté et la loyauté. Mais on est frappé par sa prudence. Il est beaucoup plus violent contre des opposants de seconde catégorie et ménage Trotsky, parce qu'il n'est pas encore sûr jusqu'où il peut aller.

Nous avons quelque doute de voir se poursuivre la parution de ces « œuvres complètes » qui ne présenteront même pas grand intérêt pour l'historien de la période stalinienne.

L'autocritique attendue, *d'Auguste Lecœur*

Lecœur, ancien secrétaire d'organisation du PCF, il y a quelques mois fut suspendu de ce parti pour un an, parce qu'il avait refusé de faire son « autocritique ». Il vient de publier avant l'expiration de ce délai une brochure d'environ 70 pages « L'autocritique attendue ». Quelque temps après cette publication, une session du Comité Central se tient... sur la question paysanne ; elle dure deux jours ; le compte-rendu de « l'Humanité » laisse toutefois penser que la discussion sur la question paysanne a duré bien moins de temps. Quelques semaines après le C.C., une brève note paraît dans «l'Humanité » annonçant que le C.C. a exclu Lecœur pour sa brochure. Il s'est donc passé quelque chose entre temps. Quoi ? Les membres du P.C., la classe ouvrière n'en sont pas informés. Par contre, des bulletins de presse, des agences qui ont sans aucun doute des accointances avec des services policiers déclarent, en donnant des précisions de noms, que la direction du PCF a envoyé une délégation auprès de Lecœur pour parvenir à un compromis avec lui, mais qu'il n'en a pas accepté les termes. Peu importe le détail qu'il est impossible de contrôler ; mais le délai qui s'est écoulé entre la session du C.C. et l'annonce de l'exclusion est la preuve qu'il y a eu de la part de la direction du PC une tentative de compromis.

Pourquoi une telle démarche ? Comment se fait-il que cette direction qui avait agi avec tant de brutalité envers Marty a ensuite commencé à agir avec plus de souplesse ? Pourquoi a-t-elle cherché un compromis avec Lecœur ? Et pourquoi sa nouvelle tactique ne lui a-t-elle pas réussi dans le cas de Lecœur ? Pourquoi la direction du PC semble-t-elle avoir été plus inquiète de la brochure de Lecœur que du livre de Marty alors que Lecœur n'a jamais eu un crédit personnel comparable à celui du Marty auprès des membres du parti et de la classe ouvrière ?

Marty écrivit son livre ouvertement en direction des ouvriers du 13e arrondissement de Paris qui l'avaient élu, c'est avant tout l'opposition d'une ligne politique à celle de la direction du PC. Par contre, Lecœur a écrit sa brochure en pensant à l'appareil, aux permanents, aux cadres parmi lesquels il a vécu tant d'années. C'est à eux beaucoup plus qu'aux ouvriers communistes qu'il s'adresse. Et ce qu'il dit correspond certainement davantage à la façon de penser et aux préoccupations présentes de ces gens.

« La politique du parti est fondamentalement juste », écrit Lecœur ; ceci dit, il soulève une série de questions qui mettent en cause la justesse de cette ligne et bien d'autres choses encore. Mais, n'est-ce pas ce qu'on observe dans le PC : tout le monde dit et presque tous pensent que la ligne est juste, et puis combien de critiques partielles qui mettent en cause la ligne ?

Quels sont les reproches de Lecœur à l'égard de la direction du parti ?

Tout d'abord, il indique qu'au dessus des organismes réguliers, y compris du CC et du BP, il y a un noyau omnipotent, un Secrétariat Général, il met en cause le trio Thorez-Duclos-Vermeersch qui considéreraient le parti comme leur chose personnelle. Il déclare que chaque membre du CC est redevable de son élection à l'appareil du parti. Il parle même des membres du « **personnel de maison** » du Secrétariat Général qui existent dans les organismes supérieurs du parti. D'une façon indiscutable, il ressort de la brochure de Lecœur que la marche de ce parti, sa politique, le choix de ses cadres, sont entre les mains de quelques hommes.

Lecœur se plaint du mode de sélection des membres de l'appareil, à qui on ne demande que d'approuver en toute occasion la direction. Sans le vouloir, Lecœur donne par lui-même, par sa brochure, un exemple effarant de cette sélection. Sa brochure est faite d'une suite de paragraphes sans cohésion de pensée. Il dit quelque chose sur un point, passe à autre chose, aborde une troisième question, sans qu'il y ait le moindre lien interne dans la pensée.Et dans quel style : Jean-Jacques Rousseau a dit, Saint-Just a écrit,... ! Parmi les perles, qui donnent toute la mesure d'un Lecœur, citons le reproche à Picasso de ne pas peindre « selon les directives du 12e Congrès du parti » !!!

Ce qui est le plus important dans cette brochure, ce sont — exprimées sous la forme très particulière à Lecœur — des idées qu'il a très probablement élaborées depuis son conflit avec la direction, mais qui doivent certainement se développer dans des couches assez larges de l'appareil, sous la pression de la situation générale et des membres du parti. Lecœur dit qu'entré dans le parti sous l'impulsion de la Révolution russe, il ne discutait jamais ce qui venait de l'URSS ; mais que les membres du parti venus bien plus tard ont une autre façon d'aborder les questions. Pour lui, les choses étaient très bonnes autrefois, et à ce sujet il ne fait qu'approuver l'attitude passée de Thorez et d'une façon générale tout ce que Staline a fait en URSS, dans les PC et dans l'Internationale communiste. Il ne lui vient même pas l'idée qu'il faudrait peut être réexaminer ce qui s'est passé : tout était bien, tout était faire pour le mieux. Mais, dit Lecœur, les temps ont changé. Il approuve l'évolution de la direction nouvelle en URSS, sa façon de rétablir les rapports avec Tito. Et son reproche essentiel à Thorez est qu'il n'évolue pas avec la nouvelle situation, qu'il veut diriger le parti comme par le passé.

Au fond, Lecœur continue à penser la question du parti en bureaucrate, il ne voit que par l'appareil. Mais en bureaucrate qui, ayant de plus en plus de difficultés à la base, se tourne contre la très haute direction qui ne l'impulse plus comme autrefois. Lecœur ne pose pas comme Marty la question d'une nouvelle direction révolutionnaire pour faire triompher les grandes luttes qui s'annoncent ; il veut de nouveaux rapports dans l'appareil ; il veut une certaine démocratie dans l'appareil, pour mieux diriger le parti. Ce n'est pas en ces termes qu'il s'est exprimé ; mais telle est sa pensée au fond. Si Marty par son livre peut toucher les ouvriers d'avant-garde du PC, ceux qui pensent qu'on a loupé le coche à plusieurs reprises, la brochure de Lecœur sera probablement plus accessibles à des couches plus larges de permanents du parti et de la C.G.T., de responsables qui, élevés dans l'école stalinienne, jugent moins du point de vue politique que du point de vue d'organisation.

Les quelques hommes qui dirigent le PC ont probablement senti un danger plus immédiat pour leur autorité dans une révolte de palais menaçante dans la brochure de Lecœur que dans un soulèvement de masse appelé par le livre de Marty.

La direction du PC a donc voulu tenter d'apaiser Lecœur . Son échec probablement est dû en partie à certains traits de caractère de Lecœur. Mais, bien plus que des raisons d'ordre personnel, c'est la situation elle-même qui va à l'encontre du régime bureaucratique et de ses manœuvres. L'autorité, la hiérarchie stalinienne se décomposent. Lecœur cite dans sa brochure le nom de Thorez presque autant de fois qu'il le faisait dans ses articles d'hier, mais avec des sentiments absolument opposés. Là où il avait vu les capacités politiques éminentes, il voit le désarroi et les manœuvres en face d'une situation nouvelle.

La brochure de Lecœur est un témoignage de la crise du stalinisme, crise dans les idées et crise dans l'autorité de la direction. Elle indique la confusion dans laquelle cette crise se développe. Elle n'aura pas de solution dans le cadre où se place Lecœur parce que la situation ne permettra pas d'édifier un nouveau système bureaucratique. A travers une série d'étapes encore imprévisibles, le résultat final ne peut faire de doute : l'avant-garde construira un parti révolutionnaire sous le drapeau du marxisme révolutionnaire, de la IVe Internationale.

***

Lecœur vient de publier une seconde brochure en réponse à un article de Duclos. Son style est plus sobre que celui de la première. L'intérêt essentiel en est qu'il publie quelques lettres qui lui ont été adressées par des membres ou d'anciens membres du P.C. Le problème qui se retrouve partout, c'est la lassitude d'être un pion, le besoin de démocratie. Dans beaucoup de confusion, c'est une aspiration très progressive.

P. F.

LIVRES REÇUS

Silvio FRONDIZI — LA RÈALIDAD ARGENTINA (Buenos Aires)
Jean HYPPOLITE — ETUDES SUR MARX ET HEGEL (Librairie Marcel Rivière)
H. CHAMBRE — LE MARXISME EN UNION SOVIETIQUE (Editions du Seuil)
G. CASTELLAN — D.D.R. ALLEMAGNE DE L'EST (Editions du Seuil)
A. CORNU — K. MARX ET F. ENGELS (P.U.F.)

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Le 16e Plenum du Comité Exécutif International

Le 16e Plenum du C.E.I. s'est réuni du 22 au 24 octobre 1955.

A son ordre du jour figuraient les questions suivantes :

a) Rapport politique sur les récents développements de la situation internationale, présenté par le cam. M. Pablo.

b) Rapport sur l'Amérique latine et la préparation de la Conférence latino-américaine.

c) Rapport et résolution sur la situation politique en Allemagne et les tâches.

d) Rapport sur le fonctionnement du S.I.

e) Rapport sur les finances de l'Internationale.

Adresse aux Membres de la Section Argentine

Le 16e Plenum, après avoir entendu le rapport sur l'Amérique latine dont une grande partie a été consacrée aux récents événements d'Argentine et à l'action de nos camarades membres de la section argentine de la IVe Internationale a unanimement senti le besoin de leur exprimer la solidarité agissante de toute l'Internationale dans leur combat, si important aussi bien pour l'avenir du mouvement trotskyste en Argentine que dans toute l'Amérique latine.

Il salue au nom de toute l'Internationale l'héroïque classe ouvrière d'Argentine qui est en train de faire, à travers les luttes actuelles, un important pas en avant dans sa maturation politique de classe et dans la formation d'un parti ouvrier de masse basé sur les syndicats.

Il salue les membres de la section argentine de la IVe Internationale qui ont su s'intégrer à temps dans le réel mouvement de masse de leur pays et qui ont joué un rôle de premier plan au cours de la mobilisation de leur classe.

France

LE XIe CONGRES DU P.C.I.
(Section française de la IVe Internationale)

Le 11e Congrès du P.C.I. s'est tenu au début de novembre 1955.

A son ordre du jour étaient inscrites les questions suivantes :

a) Rapport sur la situation internationale.

b) Rapport sur la révolution coloniale en Afrique du Nord et les tâches du parti.

c) Rapport sur la situation française.

d) Rapport d'organisation.

Dans la discussion qui a suivi chacun des rapports sont intervenus la plupart des délégués. La discussion du substantiel rapport qui fut présenté sur la révolution coloniale en Afrique du Nord a été des plus animées et des plus intéressantes.

Tout le long du Congrès on a pu constater les progrès réels de l'organisation dans son travail de pénétration dans la classe, la maturité et le sérieux de ses cadres et militants. Le Congrès a aussi enregistré un certain recrutement effectué par le parti au cours des mois passés.

Outre les camarades délégués et les membres de la section ont assisté aux travaux du Congrès des camarades de l'Internationale et des observateurs fraternels du mouvement d'émancipation d'Afrique du Nord.

Le Congrès a laissé une impression excellente à tous les participants. Sa tenue est un gage des progrès futurs de l'organisation française.

Grande-Bretagne

« THE FOURTH INTERNATIONAL »

En octobre a commencé à paraître en Angleterre « The Fourth International », organe de l'Internationale en langue anglaise, dans le but d'œuvrer au regroupement de la section britannique de la IVe Internationale.

C'est une publication mensuelle, ronéotée, et qui contient surtout les traductions en anglais d'articles parus dans « Quatrième Internationale » et de documents de l'Internationale. Elle se donne pour objectif de se transformer en organe théorique imprimé de l'Internationale pour tous les pays de langue anglaise.

Le deuxième numéro, celui de novembre, marque une nette amélioration technique par rapport au numéro précédent.

Depuis la parution de « The Fourth International » sont parvenues de très nombreuses lettres attestant que cette publication était attendue.

Le S.I., avec l'aide des camarades anglais et de toute l'Internationale, maintiendra et améliorera constamment cette publication.

Japon

LA FUSION DES DEUX PARTIS SOCIALISTES

Les deux partis socialistes au Japon, le PS.. de gauche et le P.S. de droite, ont décidé de fusionner. La décision a été acquise après de pénibles négociations, entamées l'an dernier, lors du voyage d'Aneurin Bevan à Tokio. Ces négociations ont été marquées par des marchandages dénués de principes et souvent odieux. C'est ainsi que le P.S. de gauche, fort d'un bien plus grand nombre d'adhérents, a accepté de sacrifier son programme qui se revendiquait du marxisme, en échange de la prédominance au sein du comité directeur unifié. La fusion socialiste présente ainsi l'aspect étonnant de s'effectuer sous la bannière d'une doctrine de collaboration de classe tout en représentant objectivement l'aboutissement d'une phase de lutte de classe aigue dans l'histoire du Japon.

Les commentateurs bourgeois, observant que les deux partis réactionnaires ont à leur tour fusionné, ont prédit, avec complaisance, l'établissement d'un système parlementaire bipartite au Japon, sur le modèle du système britannique.

Ils oublient que le système britannique représente le produit d'une tradition d'extraordinaire stabilité capitaliste et de l'essor du mouvement ouvrier dans une économie caractérisée par d'importants superprofits coloniaux. Rien de cela ne se retrouve au Japon. Son capitalisme, venu trop tard au monde, a dû se lancer pour conquérir sa « place au soleil » en alliance étroite avec des forces semi-féodales ; il ne s'est « libéré » de cette alliance que pour subir l'étreinte encore plus brutale de l'impérialisme américain. Loin de pouvoir corrompre une partie de la classe ouvrière grâce aux avantages d'une position prédominante sur le marché mondial, il ne peut prétendre à celle-ci qu'en continuant la tradition des bas salaires. C'est précisément dans la mesure où le mouvement ouvrier japonais n'est plus prêt à accepter de tels salaires que le pays a connu une crise sociale quasi ininterrompue au cours des dernières années.

Est-ce à dire que la fusion socialiste, suivant une parole célèbre de Marx prononcée à l'occasion d'une autre fusion socialiste, doit être jugée davantage d'après les effets pratiques qu'elle exercera sur le développement du mouvement ouvrier du pays que de par ses imperfections programmatiques ? Il serait prématuré de tirer une telle conclusion optimiste de l'événement. Ce qui manquait au mouvement ouvrier japonais, ce n'est pas tellement la perspective politique que lui ouvre la fusion socialiste, qu'une direction adéquate capable de concentrer et de faire aboutir les immenses énergies combattives dont a fait preuve la classe ouvrière. La formation de cette direction avait été favorisée par la constitution du P.S. de gauche, par la différenciation idéologique qui s'opérait en son sein, par les liens étroits entre ce parti et la centrale syndicale militante SOHYO. Le risque de collusion entre les tendances réformistes et centristes de droite à l'intérieur du parti unifié ; la confusion et le découragement que son idéologie droitière sèmera dans l'avant-garde ouvrière ; le relâchement des liens avec les syndicats les plus combattifs — toutes ces conséquences négatives de la fusion risquent de retarder la cristallisation d'une tendance marxiste-révolutionnaire au sein des organisations de masse et de retarder ainsi la création de la nouvelle direction révolutionnaire dont dépend l'avenir du prolétariat et du peuple japonais.

Est-ce dire que la fusion socialiste ouvrira une période de stagnation ou de recul pour le mouvement ouvrier japonais? Il est peu probable qu'il en soit ainsi. En définitive, la réalité sociale s'avèrera plus puissante que les illusions réformistes des chefs socialistes de droite, et cette réalité sociale repousse, chaque fois à nouveau, la classe ouvrière sur

la voie de la lutte anti-impérialiste. Le P.S. de gauche était opposé à l'alliance américaine et à la remilitarisation sous toutes ses formes, favorable à la reconnaissance de la République populaire de Chine et partisan d'une forme particulière de neutralité japonaise, sur le modèle de la politique yougoslave. Toutes ces positions ont disparu du programme du parti socialiste unifié. Mais cela n'a pas empêché le parti de déclencher une violente campagne contre les projets de remilitarisation accélérée du pays élaborés actuellement par le gouvernement Hatoyama. Cela n'a pas empêché non plus quelques députés socialistes de gauche d'entamer des négociations avec Pékin. On peut espérer que les effets négatifs de la fusion s'estomperont progressivement devant les impératifs que la lutte réelle imposera aux militants d'avant-garde. Sur la base de l'expérience de ces luttes, une nouvelle gauche se constituera inévitablement au sein du parti unifié. Et la lutte pour la cristallisation d'un courant marxiste révolutionnaire reprendra tôt ou tard dans ce nouveau cadre avec une vigueur redoublée, car vers elle convergent les conclusions que les meilleurs militants ouvriers tireront de leurs défaites passagères et de leurs victoires partielles.

Etats-Unis

L'UNIFICATION SYNDICALE

Les deux grandes centrales syndicales américaines, l'AFL et le CIO, viennent de fusionner. Ainsi se trouve constituée une organisation nationale des syndicats américains qui, au départ, groupera entre 16 à 18 millions d'adhérents, soit environ le quart de la classe ouvrière américaine. Cette unification entrainera certainement dans la centrale unifiée d'autres organisations syndicales actuellement indépendantes et constituera un pôle d'attraction puissant sur les travailleurs encore non organisés.

Notre revue a récemment traité de la situation générale aux Etats-Unis (numéro de mars et juin 1955) et c'est dans cette situation qu'il y a lieu d'examiner l'unification syndicale, comme cela fut fait dans ces articles. Nous serons donc relativement brefs ici.

La scission de l'AFL s'était produite en 1936, de la part d'un courant favorable au syndicalisme d'industrie contre le syndicalisme de métier. Le CIO nouvellement constitué menaça de l'emporter sur l'AFL. Mais celui-ci à son tour s'adapta partiellement au syndicalisme d'industrie. En même temps, les dirigeants du CIO se bureaucratisèrent. Depuis quelques années, les deux appareils syndicaux étaient très proches. La fusion a pu se faire, en ne présentant que quelques difficultés mineures, sur une base politique et organisationnelle sans dangers apparents ni pour les bureaucrates syndicaux ni pour le capitalisme américain. Eisenhower et le cardinal Spellman ont salué ce congrès...

Il est certain que cette unification ne s'est pas faite sous la pression de la base. Mais même pour la bureaucratie, c'était une mesure de défense après des années d'agression patronale contre le mouvement syndical. Même pour cette bureaucratie, c'était une mesure destinée à assurer une meilleure défense ouvrière contre les prétentions patronales. L'unification prend tout sa signification du fait qu'elle stimulera la classe ouvrière et, de façon à peine moins directe, les autres catégories exploitées et opprimées aux Etats-Unis. Formellement, l'appareil bureaucratique a pris ses précautions et entend encore renforcer ses positions dans le mouvement syndical ; de même, il n'est pas question d'une gauche et, encore moins, de courants révolutionnaires ; l'idée même d'un parti ouvrier basé sur les syndicats est honnie de tout ce qui constitue l'appareil de ce gigantesque mouvement de près de 18 millions d'êtres humains ; l'anti-communisme y sévit tant et plus. Le seul signe un tant soit peu positif est la désignation à la vice-présidence de la centrale unifiée du noir Randolph.

Mais tout cela n'est qu'un moment, qu'un petit moment dans une situation qui englobe en elle tout ce qui est explosif dans ce monde. L'appareil syndical vit sur la prospérité sans précédent des Etats-Unis, une prospérité qui repose sur un monde instable. Même aux Etats-Unis les travailleurs n'ont en fait qu'une confiance très relative dans cette prospérité.

L'unification a été aujourd'hui conçue par les bureaucrates pour mieux défendre leurs positions contre un patronat aggressif. Mais cette unification va en même temps stimuler la classe ouvrière tout entière, la rendre plus revendicative, lui donner une plus grande confiance en elle-même et une plus grande conscience d'elle-même. Et c'est pourquoi tous les révolutionnaires salueront cette unification. Elle donnera des résultats autres que ceux que ses promoteurs recherchent. Elle sera une étape de la classe ouvrière américaine sur la voie de la création d'un parti ouvrier, sur la voie du socialisme.
Au congrès d'unification il a beaucoup été question de l'intervention des syndicats dans la vie politique, bien que ce fut dans le cadre des deux partis bourgeois. Elle ne pourra rester dans ce cadre.

Bolivie

VERS DES ELECTIONS EN 1956

Une vive agitation règne dans tous les milieux politiques et les masses. La situation économique reste caractérisée par une nouvelle poussée d'inflation (5000 bolivianos le dollar) et des prix, et par la baisse de la production minière dont le coût de revient est supérieur au prix de vente.

Le gouvernement cherche une issue grâce aux prêts et à l'afflux de capitaux nord-américains, auxquels il vient de concéder les gisements pétrolifères et ferreux du pays. Des entreprises yankees prolifèrent maintenant un peu partout dans le pays.

Cette véritable invasion économique à laquelle procède actuellement l'impérialisme américain est naturellement accompagnée par une pression acrue de la droite bolivienne qui cherche à abolir toutes les conquêtes de la révolution d'avril 1952.

A la tête du regroupement de la droite se trouve la fraction du MNR dirigée par Siles-Guevara qui, dans les élections récentes des directions départementales du M.N.R., vient d'enlever celles de quatre centres urbains contre une d'un centre minier enlevée par la « gauche » du M.N.R. Cette dernière, qui groupe surtout la haute bureaucratie syndicale dirigée par les trois ministres « ouvriers » Torres, Chavez, Butron, vient de former le « Bloc ouvrier-paysan du M.N.R. » afin de résister à la pression de la droite et maintenir l'influence du M.N.R. sur les masses.

Le gouvernement prépare des élections pour l'année prochaine. Le congrès national du M.N.R., convoqué pour le 5 janvier, aura à discuter de la préparation du parti pour les élections, dans un climat de crise intérieure et de fractionnisme aigu. Des ruptures lors de ce congrès ne sont pas improbables.

En janvier aussi aura lieu la 13e conférence nationale du POR (section de la IVe Internationale) annoncée déjà par la presse. Le POR profite actuellement largement de la désaffection accrue des masses par rapport au M.N.R. et sa « gauche ». En même temps, conscient des dangers que présente l'offensive de la droite appuyée par l'impérialisme, il s'efforce d'établir le plus large front unique possible pour la défense des conquêtes de la révolution, de la C.O.B. (Centrale Ouvrière Bolivienne), des Milices, de la réforme agraire.

Il a recruté plusieurs nouveaux membres et multiplie ses moyens d'expression malgré les mesures de répression prises principalement contre lui par le gouvernement. Plusieurs de ses militants sont en effet en prison et la police entrave toujours la libre impression et la diffusion de sa presse.

Sa conférence de janvier lui permettra entre autres de mettre définitivement au point la tactique pour les prochaines élections.

Moyen-Orient

ETAT DU MOUVEMENT OUVRIER

LIBAN - SYRIE

Le développement industriel de ces deux pays depuis la guerre a créé une classe ouvrière assez nombreuse surtout en Syrie, qui n'existait auparavant qu'à l'état embryonnaire. Le prestige de l'URSS après ses victoires sur le fascisme allemand aida le parti communiste dans sa propagande auprès des masses. Toléré par le gouvernement jusqu'en 1948, il put s'acquérir des bases dans la classe ouvrière et chez certains éléments paysans éclairés vers 1943-1948. Il groupa la majorité des syndicats dans une Union Syndicale Générale et les orienta vers une perspective de lutte de classes. Cependant la Centrale syndicale a été dissoute en 1949. Le PC a axé l'essentiel de son activité sur la lutte contre l'impérialisme anglo-saxon plutôt que contre la bourgeoisie nationale avec laquelle il a conclu une alliance en Syrie sur la base de la résistance aux plans de formation des blocs militaires. Il existe aussi deux partis socialistes en Syrie et au Liban ; le premier beaucoup plus puissant s'appuie sur les masses paysannes et les dirige dans leur lutte contre la féodalité. Le second est un groupement de petits bourgeois, d'intellectuels et de paysans, sans grande influence sur les masses. Le parti communiste a adopté la tactique du Front National en Syrie et s'est allié aux socialistes et à la bourgeoisie nationale et anti-occidentale. Son secrétaire général Kaled Bagdache est député à la Chambre et membre de la commission des Affaires étrangères, il supervise l'activité des PC du Proche-Orient, et c'est l'homme de confiance de Moscou.

Le PC conserve une certaine influence auprès des syndicats syriens, cependant qu'au Liban la majorité des syndicats lui a échappé et a rallié une formation filiale de la Confédération des Syndicats « libres ».

Les revendications des travailleurs sont de caractère surtout professionnel et sont de tendance réformiste.

IRAK

Le P.C. qui s'appuie sur un prolétariat durement exploité est assez puissant et très actif. Mais une persécution féroce l'a affaibli et il a du se réfugier dans une clandestinité totale ce qui l'a beaucoup éprouvé : des centaines de militants sont incarcérés et sont soumis à un régime terrible. Récemment la presse a parlé d'un groupe « trotskyste » découvert par la police.

JORDANIE

La situation misérable des réfugiés arabes de Palestine a été mise à profit par le P.C. pour développer son agitation dans un sens hostile à l'impérialisme tenu pour responsable du drame palestinien. Le gouvernement jordanien qui subit l'influence anglaise traque de près les communistes.

EGYPTE

Le P.C. n'a pas beaucoup d'influence sur les masses ; il groupe essentiellement des intellectuels et des éléments ouvriers éclairés. La paysannerie est trop arriérée encore : elle subit l'influence des gouvernants en place. Aujourd'hui la junte militaire s'est acquise son appui grâce à la réforme agraire ; la limitation à cent hectares de la propriété foncière favorise une classe de propriétaires moyens, l'étendue des terres à redistribuer, si elle est énorme, ne suffira pas cependant pour donner à la majorité des paysans des terres.

Les ouvriers sont groupés dans des syndicats sous contrôle gouvernemental, qui leur ont obtenu certains avantages en échange de la «paix sociale» garantie par ces syndicats.

Grèce

LES PERSPECTIVES POUR LES ELECTIONS

Le gouvernement envisage des élections pour le printemps avec un système électoral compliqué, conçu pour assurer à nouveau le triomphe du Rassemblement.

Mais on assiste d'autre part à une radicalisation accélérée spectaculaire des masses qui considèrent, à juste titre le gouvernement actuel comme étant un instrument docile et sans honneur de l'impérialisme. L'affaire de Chypre et ses développements au cours de ces derniers mois (manifestations antigrecques d'Istambul, attitude des Américains à l'ONU) ont renforcé les sentiments anti-impérialistes des masses qui exercent maintenant une extraordinaire pression pour que la Grèce se dégage de l'OTAN et de l'alliance balkanique.

Il est significatif pour cette pression que toute une série de personnalités des partis bourgeois du centre et de la gauche socialisante ont formé dernièrement un Comité de front commun pour dénoncer « l'orientation unilatérale » de la politique extérieure du pays, la politique économique « antipopulaire » du Rassemblement, ainsi que le système électoral qu'il propose et pour demander la simple proportionnelle, l'application d'une politique extérieure « également amicale envers l'Ouest et l'Est », la réduction énergique des dépenses militaires, etc...

Le P.C. et l'E.D.A. qu'il influence appuient actuellement sans réserve ce Comité. Cependant le regroupement qui s'opère au sein des différentes formations politiques de l'opposition suivra probablement les axes directeurs suivants : le parti de Venizelos et celui de Papandreou collaboreront probablement avec une fraction de droite de l'EPEK, l'ex-parti de Plastiras ; de l'autre côté on s'achemine vers une collaboration entre l'EDA, le Parti démocratique de Kartalis-Svolos, et la gauche de l'EPEK. C'est ce dernier regroupement qui, dans les conditions actuelles, peut polariser l'essentiel du courant de radicalisation des masses auquel nous assistons.

Bulgarie

PARUTION D'UN BULLETIN TROTSKYSTE

Nous saluons la parution du 1er Bulletin en langue bulgare de notre mouvement.

Il contient des articles sur le mouvement ouvrier bulgare et des traductions d'articles de «Quatrième Internationale».

Paraissant dans l'émigration, ce Bulletin trouvera, nous en sommes certains, aussi un écho en Bulgarie dans ce pays où il y avait eu une section de l'Opposition de gauche internationale.

(Voir la note sur le Bresil en page 62).

NOTRE NOUVEAU PRIX D'ABONNEMENT

Nous devons établir un nouveau prix des abonnements en fonction de nos frais d'impression et de poste.

Compte tenu que nous assurons la parution régulière de « Quatrième Internationale » tous les trois mois, les prix seront les suivants :

L'abonnement d'un an de 4 numéros (pour la France) .... 500 francs.
— (pour l'étranger) l'équivalent de 1,5 dollar

COMMANDEZ A NOTRE SERVICE DE LIBRAIRIE !

L. **TROTSKY** — ECRITS 1928-1940, tome I ..... 1000 frs.
pour l'étranger l'équivalent de 3 dollars.

Une série de cours ronéotés publiés par le S.I. :

M. PABLO — Le matérialisme de Lucrèce à Marx.
P. FRANK — Le matérialisme de Marx à nos jours.
E. GERMAIN — Les théories marxistes de l'impérialisme et ses critiques bourgeoises.
M. PABLO — Les problèmes économiques fondamentaux de l'époque de transition.
P. FRANK — La révolution coloniale depuis la 2e guerre mondiale.

Chaque cours : 75 francs — étranger 0,25 dollar ou équivalent.

Notre nouveau N° de Compte Postal :

C. C. P. 12648-46 — Paris

P. FRANK — 64, Rue Richelieu

Chaque mois

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

organe du P.C.I. (section française de la IVe Internationale)
64, rue de Richelieu, Paris - 2è (Bureau 30). Tél. RIC. 03-52

E. GERMAIN

LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.

(la société soviétique
vue dans le miroir du dernier article de Staline)

La brochure : 80 francs.

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT
(Capitalisme ou socialisme)

La brochure : 200 francs.

Le Directeur Gérant : Pierre FRANK
SOPRECO, 24, rue de Ménilmontant, Paris (20e)
Diffusé par le N.M.P.P.

Imprimé en France
Prix : 150 francs